es, les

sida, ISDect

clusion
uation,
? fazon
compue
santé
about
uation
'S en
at des
'tes de
e proéxerné
'cteur
globa(--)
euleavait

1985

zeur

sion état undo iou-tre les

15. rue Falgoière, 75501 Paris Cedex 15

DIMANCHE 8 - LUNDI 9 NOVEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Après les menaces américaines contre des produits européens

La CEE tente d'éviter la rupture avec les Etats-Unis Le prétexte **Delors**

L'heure était à l'apaisement en fin de semaine, après la tempête soulevée par la menace des Etats-Unis de surtaxer de (I DELORS dans la ligne de masque s, « duplicité s, « hypocrisie s ... : la plupart des quotidiens britanniques titralent, samedi 7 novembre, sur la mauvaise passe que traverserait, à leurs yeux, le président de la Commission de Bruxelles, quand ils ne réclamaient pas, comme la presse populaire, purement et simplement sa démission. 200 % les importations de certains produits agricoles européens, faute d'accord avec la CEE sur le commerce international. Le premier ministre britannique, le président de la Commis-sion de Bruxelles et même les ministres français ont multiplié les déclarations favorables à une reprise des négociations avant toute riposte commerciale.

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - Nº 14862 - 7 F

M. Jacques Delors a-t-il à ce point failli à sa mission, en fai-

ant échouer un accord avec les

Etats-Unis sur le GATT à seule fin de défendre des intérêts

exclusivement français, voire purement personnels? En se montrant hostile à un compromis

montrant hostile à un compromis préjudiciable aux seuls agricultaurs français, ne soignait-il pas sa propre popularité en France, sa rentrée sur la scène politique intérieure dans la perspective d'une élection présidentielle à courte ou moyenne échéance? Il n'est jusqu'au très sérieux « Financial Times » qui, donnant dans ces suppurations, insimuait

dans ces supputations, insinualt vendredi que le président de la Commission, ayant déjà en tête son départ de Bruxelles, se cher-

DOURTANT, passé cet accès à de fièvre contre son bouc émissaire préféré, la presse bri-tannique devre sans doute en rabattre : li n'est guère probable

en effet que les Douze remettent en question, sur cette affaire du GATT, le nouveau mandat qu'ils

ont décidé de confier à M. Delors

pour deux ans à partir de janvier.

Contrairement aux oritiques qui lui sont adressées, y compris par le commissaire européen à l'agriculture démissionnaire, Ray

MacSharry, Jacques Delors n'a pas violé les règles de fonction-nement des institutions euro-

péennes. Commissaire entre les

commissaires, il devait donner

son avis sur les propositions qu'allait faire M. MacSharry aux Américains; il fit valoir qu'elles

Americains; il mi valoir qu'elles rompaient avec l'engagement pris par les Douze à Birminghem de ne pas faire de concessions allant au-delà de celles décidées dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune. Président de la Commission, il se dessit d'entre part de contigner.

devait d'autre part de souligner

le problème particulier qu'eût posé à l'un des pays membres un accord mai ficalé : les dirigeants français na marciant

français ne sauraient souscrire à un tel accord sans s'exposer à

une crise politique intérieure, voire à un problème d'ordre public avec les agriculteurs.

Si manœuvres de politique intérieure il y a eu, elles sont en outre aussi largement

imputables aux dirigeants britan-niques, qui croyaient pouvoir redorer leur blason grâce à un accord sur le GATT et qui.

depuis quelques semaines, cher-chent systématiquement à ren-

voyer sur la France les difficultés

qu'ils rencontrent dans l'exercice de la présidence de la Commu-

La solidarité dont la France a

bénéficié jusqu'ici de la part de

bénéficié jusqu'ici de la part de ses autres partenaires atteint cependant ses limites: ces derniers ne laisseront pas s'envenimer à leurs dépens le conflit transatlantique jusqu'aux élections (égislatives du mois de mars. Il faudra bien sortir de l'impasse Et el les divingants

l'impasse. Et si les dirigeants

français ne s'y sont pas suffi-samment préparés sur le plan intérieur, ce n'est pas faute d'y avoir été incités par M. Delors.

nauté européenne.

Les «bons offices» de Londres

LONDRES

de notre correspondent

Le risque le plus immédiat, dans la crise des relations commerciales entre les Etats-Unis et la Communauté économique européenne, c'est la guerre des mots. « Bluff », « confrontation », « diktat », « résistance », ce vocabulaire de plus en plus guerrier employé de part et d'autre de l'Atlantique qui force les déterminations, comme s'il s'agissait d'un jeu très «macho» obligeant le plus faible à céder le premier. Le danger, c'est donc cette esca-lade de la rhétorique qui ne peut qu'engendrer le durcissement des positions : « Vous prenez des sanction's commerciales contre nos vins blancs, pourrait être ten-tée de répondre l'Europe aux

Etats-Unis, nous triplons donc les taxes d'importation sur votre beurre de cacahuète, vos fruits et vos textiles.»

Le plus urgent, comme le sou-ligne M. Michael Heseltine, ministre britannique du commerce et de l'industrie, c'est d'éviter une brusque « montée de la température », parce que nul ne peut prévoir, dès lors que le processus des représailles est engagé, jusqu'où il peut aller. Audelà de l'échec des négociations de Chicago sur l'Uruguay Round, c'est toute l'économie mondiale qui pâtirait d'une période de glaciation commerciale entre l'Amérique et le Vieux Continent. LAURENT ZECCHINI

Face à la mise en cause des politiques

M. Mitterrand s'engage dans l'affaire du sang

M. Mitterrand doit s'exprimer lundi soir 9 novembre, à l'oc-casion d'un entretien diffusé sur TF1 et France 2. Il devrait, notamment, dénoncer ce qu'il considère comme une « campagne politique éhontée » dans l'affaire du sang contaminé. Au Sénat, la droite se prépare à examiner une demande de mise en accusation de Miss Dufoix et de M. Hervé devant la Haute Cour. De son côté, M. Dumas assure que « les échéances législatives et présidentielle seront tenues ».

Un président « indigné »

par Patrick Jarreau

Même si l'affaire du sang contaminé n'est que l'un des problèmes que le président de la République compte aborder lors de son entretien télévisé, sur TF1 et France 2, lundi 9 novembre, l'intervention du premier responsable du pays au moment où les révélations sur cette affaire et ses suites politiques dominent toute l'actualité intérieure suffit à montrer que la mise en cause de l'Etat, qu'elle implique, se situe au plus haut degré de gravité.

La demande d'information d'enquête et de sanctions qui monte du pays et les réponses insuffisantes qu'elle a obtenues jusqu'à présent appelle des éclair-Lire la saite cissements et des décisions dont et mes informations page 17 l'impulsion ne peut venir que de

M. Mitterrand. Pour le chef de l'Etat, qui l'a indiqué avec force au conseil des ministres le 4 novembre, les fautes commises par les responsables de la transfusion sanguine donnent lieu à une exploitation politique qu'il entend, avant tout, dénoncer.

L'Elysée a tenu, ces derniers jours, à faire connaître la teneur des propos du président de la République devant le gouvernement et la position qu'il a adoptée dans le débat qui a, alors, surgi entre le ministre de la santé de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, d'une part, M. Jack Lang, premier des ministres, et M. Pierre Joxe, ministre de la défense, d'autre

Lire la suite page 9

Trêve brisée en Bosnie

L'UNICEF n'a pu obtenir une « semaine de tranquillité »

SARAJEVO

de notre envoyée spéciale

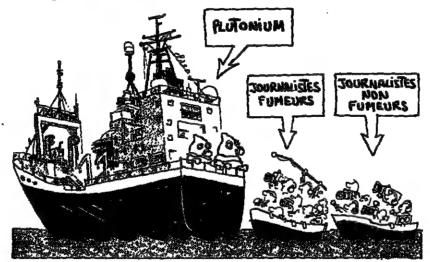
Après coup, bien sûr, t'idée paraît folle : organiser une « semaine de tranquillité » en Bosnie-Herzégovine, une trêve dans toute la République, en espérant qu'elle s'étende à l'ensemble de l'ex-Yougoslavie. Mais eil n'y a que les réalistes qui croient aux miracles», explique Staffan de Mistura, le directeur adjoint de l'UNICEF. Et une telle semaine de paix, l'orga-nisation internationale pour l'enfance avait réussi à l'imposer l'an demier à Dubrovnik, au plus fort de la guerre en Croatie.

tion peu commune, Staffan de Mistura présente ainsi son projet : «L'UNICEF ne prétend pas trouver une solution politique à cette guerre, mais les enfants de l'ex-Yougosiavie ont un ennemi commun, l'hiver. Cet ennemi approche sans obus ni kalachnikov, mais risque de tuer des cen-taines de milliers d'enfants.»

Connu pour sa détermina-

ASFANÉ BASSIR POUR Lire la suite ainsi que l'article de FLORENCE HARTMANN st nos informations page 3

Le plutonium japonais a été chargé à Cherbourg



Le cargo japonals Akatsuki-Maru a commencé à prendre livraison samedi 7 novembre à Cherbourg de 1,5 tonne de plutonium. Les opérations ont débuté sous la surveillance d'imposantes forces de l'ordre.

Lire page 20 les articles de PHILIPPE BROUSSARD et JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

POINT DE VUE

Cherchez l'irresponsable

par Edgar Morin

Le propre de l'information est d'apporter la surprise, l'inattendu, la nouveauté. Dans le monde des médias, la transmission de l'information est d'autant plus rapide qu'elle apporte le sensationnel. Plus l'information apporte de l'instrudu, plus le est soulignée, mise en relief, commen-tée. Par contre, dans le monde des sys-tèmes fortement structurés, systèmes administratifs ou systèmes de pensée, l'information se heurte aux rigidités, aux habitudes, aux croyances admises, aux conforts intellectuels; elle dérange les schémas mentaux et les programmes en cours. On tend à l'ignorer, la refouler, l'anesthésier, et elle ne délivre son mes-

sage, quand elle y parvient, qu'avec retard. On peut formuler le principe : toute information qui dérange parvient toujours avec retard dans les systèmes d'idées ou

les corps constitués, et, une fois parvenue, les conséquences qu'elle devrait détermi-ner sont elles-mêmes retardées.

En ce qui concerne le sang contaminé, une quadruple information prend corps en 1983-1984 :

1) l'immuno-déficience du sida est due à un virus, identifié par le professeur Mon-tagnier en 1983.

Lire la suite page 9

Le rapport sur les collectes de sang en milieu pénitentiaire

 Le texte intégral de la « note de synthèse >

 Les réponses de M™ Ezratty et de MM. Rimareix et Weisselberg Pages 8 et 9

JEAN LACOUTURE



La suite d'un très grand succès.

> Tome 1: Les conquérants

Editions du Seuil

La transition aux Etats-Unis

M. Warren Christopher présidera l'équipe démocrate Lire l'article d'ALAIN FRACHON page 6

Les élections américaines

au «Grand Jury RTL-le Monde»

Dimanche, à 18 h 30, l'émission hebdomadaire «Le grand jury RTL-le Mondes est consacrée à un débat spécial à propos de l'élection présidentielle américaine.

HEURES LOCALES

Les difficiles équations de l'aménagement En Rhône-Alpes, comme dans les autres régions de l'Hexa-

gone, l'adoption d'un schéma prévisionnel respectant les équili-bres internes et les fonctions européennes est un exercice périlleux.

Lire l'article de BRUNO CAUSSÉ page 11

CHRONIQUE DES MARCHES

■ Devises et or. ■ Marché monétaire et obligataire. ■ Matières premières.

Marché international des capitaux.

A L'ETRANGER: Algérie, 4.50 DA; Maroc, 8 DH; Turkie, 750 ct; Alemagne, 2.50 DM; Aundohe, 25 ATS; Balgaque, 40 FS; Canada, 2.25 S CAN; Antiliae/Réunion, 9 F; Côte-d'hoire, 455 F CFA; Denemark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; G.B., 85 p.: Grèce, 220 DR; Intande, 1,20 £; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Paya-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégel, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisee, 1,90 FS; USA (NY), 2 S; USA (others), 2,50 S

Contraction of the second

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15

ADMINISTRATION:

1. PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécopieur: (1) 49-60-30-10
Télex: 261.311 F

Edité par la SARL le Monde Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

620 000 Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Guiu. Philippe Dupuis
Isabelle Tsaidi
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX IS
Tél : (1) 46-62-72-72
Téles MONDPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73, - Société filiale le la SARL *le Monde* et de Médias et Régies Europe SA

Reproduction interdite de tout article sauf accord avec l'administration

TÉLÉMATIQUE

ABONNEMENTS

place Hubert-Beuve-Méry,
 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

Tèl. : (1) 49-60-32-90 (de 8 heures à 17 h 30)

PAYS-BAS

572 F

2 086 F

ÉTRANGER:

par voie aérienne

tarif sur demande.

pour vous abonner

renvoyez ce bulletin

accompagné de votre reglement

à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL 36-15 LEMONDE

code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs on provisoires : nos abonnes sont invités à formuler leur demande deux

semaines avant leur départ, en indi quant feur numéro d'abonné.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

Le Monde

Edné per la SARL Le Monde Consté de direction : Jacques Lescumé : gérant drecteur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédaction Jacques Guiu

Rédacteurs en chaf ean-Marie Colombani Robert Solé

Yves Agnés

Daniel Vernet

Anciens directeurs

Hubert Beuve-Mery (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

221 MQ 02

Prénom:

Adresse:

Localité :

Pays:

Code postal:

CEE

790 F

2 968 F

TARIF FRANCE

536 F

1 838 F

1 290 F

3 mais ...

qı tle

m

posez 36-15 - Tapez *LEMONDE* ou 36-15 - Tapez LM

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M. Gunsbourg
94852 [VRY Codex

Tél. : (1) 40-65-25-25 icopieur : (1) 40-65-25-95 Télex : 206.806 F

ARTOUT le reflet de l'or! » Le cri du cœur de Howard Carter, jetant, le 26 novembre 1922, un premier regard à la lueur d'un lumignon par un trou fait dans une paroi, traduit bien l'émerveillement d'un égyptologue devinant dans la pénombre le cambanaim encombrant la 0recarphanaum encombrant la première tombe d'un pharaon à avoir jamais été retrouvée quasi intacte, au cours d'une fouille officielle et non pas clandestine, et, qui plus est, d'un obscur pha-raon de la dix-huitième dynastie.

Cela faisait quatorze ans (dont Cela faisait quatorze ans (dont il faut soustraire les années de guerre) que Howard Carter, égyptologue britannique professionnel, fouillait la vallée des Rois pour le compte de l'amateur, collectionneur et mécène anglais lord Carnarvon. Jusqu'en 1922, aucune découverte importante n'avait été faite et le riche lord voulait arrêter les recherches. Carter avait plaidé sa cause et il avait obteau de son bailleur de fonds encore une saison de fouilles. Le 4 novembre 1922, l'équine

Le 4 novembre 1922, l'équipe de terrassiers de Carter dégageait les marches d'un escalier s'enfonçant dans le roc jusqu'à une porte plâtrée estampillée de sceaux royaux. Certes, on voyait clairement qu'un trou avait été fait dans la porte, mais il avait été rebouché et estampillé. L'effraction était donc fort ancienne fraction était donc fort ancienne (en fait, il y en avait eu deux); l'entrée de la tombe, telle qu'elle avait été découverte, était enfouie sous les déblais enlevés du caveau creusé au douzième siècle avant Jésus-Christ pour Ramsès VI. Il y avait ainsi de bonnes raisons pour penser que la tombe découverte fût, sinon intacte, du moins pas trop pillée.

Howard Carter télégraphiait le 6 novembre à son commandi-taire, qui était en Angleterre. Lord Carnarvon accourut au plus vite: il était à Louxor le 23 novembre! Le 24, Carter faisait déblayer l'escalier, attaquait la première porte dont plusieurs des sceaux étaient au nom de Toutankhamon, pharaon qui avait régné vers 1350-1340 avant notre ère, qui était mort à dix-huit ou vingt ans, dont on ne connaissait guère que le nom, et dont on savait aussi qu'il avait succèdé au «pharaon hérétique» Aménophis IV-Akhénaton, dont il était le gendre et aussi proba-blement le fils ou le demi-frère.

Derrière la porte, un corridor plein de débris divers placés la, sans nul doute, pour barrer le chemin à d'éventuels voleurs. Au bout du corridor, il y avait une deuxième porte, elle aussi platrée, estampillée et portant les traces d'un trou rebouché. Le 26 novembre, Carter fit un petit trou dans cette porte et y fit passer une bougie pour s'assurer que l'air de la tombe contenait bien de l'oxygène. La lumière vacillante de la bougie n'était guère puissante. Mais elle permettait à Carter de voir « des animaux étranges, des statues et de l'or, partout le reflet de l'or » (1). Le trou agrandi en passage, Carter, lord Carnarvon et sa fille, ainsi qu'Arthur Callender... qui avait une lampe électrique, se fausilérent avec précaution dans le capharnaum, de plus en plus médusés et incrédules devant tout ce qu'ils découvraient.

Un bric-à-brac fabuleux

Trône, coffres, sièges, boîtes, vases, trompettes, cannes, bijoux, chasse-mouches, porte-torche, sceptres, chariots démontés, statuettes, armes, lits funéraires, petit naos (une sorte de boîte-tabernacle), paniers, bouquets de fleurs et de feuillages, tout un bric-à-brac fabuleux en bois resouvert d'or, peint ou mar-queté, en albâtre, en or souvent orné de verre coloré, d'émaux et de pierres dures de couleurs variées. Cet assemblage incroya-ble était dominé par deux statues grandeur nature, en bois peint en noir pour le corps et recouvert d'or pour le costume, debout, se faisant face et montant symétri-quement la garde de part et d'autre d'une porte murée et estampillée des sceaux royaux comme les précédentes. En tout, comme le décompte en fut fait, plus de 600 objets s'entassaient dans cette antichambre longue de 7.85 mètres et large de

3.55 metres. A l'initiative et avec la collaboration étroite du Service égyptien des antiquités, Howard Carter vida la tombe d'une façon exemplaire. Il prit tout le temps qui



Le deuxième cercueil ouvert, Howard Carter dégage le troislème,

était nécessaire. Tous les objets furent photographies, décrits, répertoriés et chacun reçut un numéro déterminé en fonction d'un système rigoureux. Des leur sortie, tous les objets qui en avaient besoin furent consolidés et restaurés par Alfred Lucas, un chimiste très compétent du Service égyptien des antiquités, pour lequel une tombe voisine, vide, avait été aménagée en labora-

Outre l'antichambre, la tombe de Toutankhamon ne comprenait que trois « pièces » qui furent vidées méthodiquement, l'une après l'autre. Cela prit huit ans.

> Lord Carnaryon meurt prématurément

Dès le 28 novembre 1922, Carporte qui était gardée par les deux statues noires et or. Il y avait passé une lampe électrique. Et il avait eu une deuxième surprise fabuleuse : « A un mètre de la porte, s'étendant aussi loin qu'on pouvait voir et bloquant l'entrée de la chambre, se dressait quelque chose qui avait toutes les apparences d'un mur d'or mas-

sif. » Carter et quelques autres réussirent à s'y faufiler : « C'étalt, sans discussion possible, la chambre sépulcrale car, la haut au-dessus de nous, il y avait les grands catafalques dorés à l'intérieur desquels les rois étaient déposés [et Qui] remplissaient à peu de chose près toute la cham-Décidé à vider la tombe avec

ordre et méthode, Carter ne s'oc-cupa de la chambre sépulcrale qu'en février 1923. Si bien que lord Carnarvon ne fit qu'aperce-voir une toute petite partie des splendeurs contenues dans les quatre catafalques recouverts d'or à l'extérieur et à l'intérieur emboltés les uns dans les autres comme des poupées russes.

Epuisé, lord Carnarvon était parti se reposer quelques jours à Assouan. Il y fut piqué par un moustique, coupa le bouton en se rasant. La plaie s'envenima et une fièvre se déclara. Lord Carnarvon, ramené au Caire, y mou-rut d'une pneumonie le 5 avril. Rappelons que les antibiotiques n'existaient pas à l'époque et que lord Carnarvon était d'une faible

Le travail dans la chambre sépulcrale fut extrêmement diffi-cile. Le catafalque extérieur mesure 5,08 mètres sur 3,28 mètres pour une hauteur de 2,75 mètres alors que les dimensions de la chambre sépulcrale sont 6,37 sur 4,02 mètres pour une hauteur de 3,63 mètres. C'est dire le peu de place qu'avaient dire le peu de place qu'avaient les archéologues pour y faire des travaux à la fois délicats et péni-

il fallut démonter l'un après l'autre les quatre catafalques, sans abimer bien entendu les feuilles d'or couvertes de scènes finement repoussées qui en tapis-saient l'intérieur et l'extérieur. A l'intérieur du quatrième, il y avait un grand sarcophage dont la cuve était façonnée dans un seul bloc de quartzite. Selon les termes de James H. Breasted, fondateur et premier directeur de l'Institut oriental de Chicago, qui participait aux travaux, « quand Carter et moi avons ouvert les portes du troisième et du qua-trième catafalques et avons aperçu le massif sarcophage de pierre qui était à l'intérieur, j'ai senti pour la première fois la majesté de la présence réelle du pharaon mort ». Soulever le lourd couvercle de pierre dans un espace aussi réduit demanda beaucoup de peine et d'astuce.

Mais ce fut fait sans dommage.

Les archéologues découvrirent alors le cercueil anthropoïde extérieur, long de 2,24 mètres. exterieur, long de 2,24 metres, fait de bois et de plâtre recouvert d'une feuille d'or, représentant le pharaon personnifiant le dieu Osiris. Vint ensuite le deuxième cercueil, lui aussi recouvert d'une feuille d'or, iui aussi façonné à la ressemblance du roi-Osiris, encore plus somptueux que le premier. Le couvercle, très fragile, enlevé, les archéologues premier. Le couvercie, tres fra-gile, enlevé, les archéologues découvrirent un troisième cer-cueil anthropoïde rempli géné-reusement de résine brunâtre, extrêmement dure et collante. Après avoir réussi, avec beau-cour de difficulté à gulevar cette coup de difficulté, à enlever cette résine qui bloquait complètement la momie, les archéologues eurent la stupeur de découvrir que ce troisième cercueil était fait de feuilles d'or pur dont l'épaisseur variait de 0,25 à 0,3 centimètre. En tout, 110,4 kilos d'or!

Chaque cercueil était, bien évi-demment, orné et complété d'une multitude de bijoux tous plus somptueux les uns que les autres.

> Les quatre déesses les plus gracieuses

Après le cercueil d'or massif, le tombeau de Toutankhamon réservait encore une splendide surprise : la tête de la momie portait un masque-capuchon de feuilles d'or martelées dont les traits et les attributs étaient faits d'exquises pièces en or massif décoré de pierres dures, de verre coloré, de « faïence égyptienne » (de la « frite glaçurée »). Soit, 0,23 kilos d'or supplémentaires l

Le débobinage des interminables bandelettes permit de trouver 150 objets (bracelets, pectoraux, colliers, bagues, doigtiers, amulettes, perles, etc.) faits de matières précieuses et destinés à protéger le roi des innombrables

dangers qu'il pourrait rencontrer

dans le monde de l'au-delà. S'ouvrant sur la chambre funéraire par une grande ouverture non murée, il y avait le trésor, une petite pièce que Howard Carter n'aborda qu'en 1927. Devant l'ouverture, le dieu-chacal Anubis, posé comme un sphynx, ne laissait émerger d'une sorte de châle que sa tête noire aux areilles dressées. Et contre le mur du fond, il y avait le grand catafalque, doublé d'or bien évidemment, qui contenzit les délicats vases canopes où avaient été mis les viscères de pharaon. Protégeant ces précieux restes, qua-tre petites déesses, en bois recouvert d'or, étaient debout face aux parois du catafalque. Ces quatre statuettes sont, à notre avis, les plus gracieuses, les plus exquises, les plus jolies, que nous a léguées l'Egypte ancienne.

En outre, le trésor contenaît un autre capharnaum de coffres à bijoux, de modèles réduits de bateaux, de chars, de boîtes à arc, etc., soit plus de 500 « pièces » importantes.

La dernière chambre à être inventoriée fut l'annexe, dont le désordre surpassait celui des autres pièces : lits, fauteuils, pots d'albâtre, jarres de poterie, statuettes, coffres, tabourets, modèles réduits de bateaux, etc., y étaient, en effet, entassés n'importe comment et, qui plus est, en équilibre instable.

Commit William

. L. DE 1884

TARREST MARKS 1988

A CONTROL OF THE CONT

The state of the s

and the second

or the rolling

and the state of the

1 2.54

7.11c - 716

is gardina 📸

in the part

J. 44.12

** ******

7 . T. M. (1) 144 (1) 12年

18 July 18

La découverte de la tombe de Toutankhamon fit un bruit énorme dans le monde entier. Mais il est amusant de voir comment le Temps a rendu compte de cette nouvelle exceptionnelle. Les 1er, 19 et 23 décembre 1922, il y consacre quelques lignes, émerveillées certes, mais perdues au milieu de la rubrique « Art et curiosité» entre la «Liquidation de la société Styles ». « Un salon des sports d'hiver » ou « L'art régional ». Plus étonnante est la réaction de la revue Larousse mensuel illustré, qui se piquait de culture : rien avant le numéro de juin 1926. Là, on trouve un article long et détaillé. Mais en janvier 1927, la revue publie un papier où Eugène Cavaignac, historien du Proche-Orient, joue au blasé: «La découverte du tombeau de Toutankhamon a quelque peu nui. momentanément, aux autres merseilles de la terre des pharaons... Mais, quand on défile, au musée du Caire, devant les fauteuils, les chars tout lames d'or, les coffres, les vases et les parures, on finit par se lasser de tant de richesses. » Qu'aurait dit ce Cavaignac s'il avait su qu'en plus d'innombrables informations inédites sur les croyances et les rites en usage sous la dix-huitième dynastie, le tombeau livrerait plus de deux mille objets?

(1) Toutes les précisions ont été trouvess dans The Complete Tutankhamum.
The King, The Tomb, The Boyal Treasure, de Nicholas Recves (Thames and Hudson, 1990), et dans Vie et mort d'un photone. Toutenkhames de Chief.

Te Mande

1992 (8 pages)

Novembre:

MAASTRICHT, AVANT, APRES

Le traité de Maastricht a été ratifié en France après une campagne particulièrement animée, mais le travail d'explication pédagogique est loin d'être terminé. Ce numéro de Dossiers et Documents cherche à faire sous une forme concise le point le plus complet possible sur les divers volets que recouvre le traité : la monnaie, l'Europe sociale, la politique étrangère et de sécurité commune, les pouvoirs de la Commission de Bruxelles... Avec en complément, des schémas et un lexique.

Au sommaire des clés de l'info : le projet de loi sur la corruption, la difficile transition roumaine, l'affaire Touvier, spéculation et crise monétaire, le rôle du Sénat, les aléas du logement, les îles Kouriles, le mystère des vaches folles, les prix littéraires.

En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous le noms propres en capitales d'imprimerie. Ш.

cid ble V. VI. un boi pas pas atti

Dir din DE Dir ieu DE Adin ES Yar ES Tre 3. Vo: jeu ES Ma din 20 Da tou d'A

es, les

sblårna

ı sida,

clusion station, s façon compte santé abouti uation 'S en at des 'tes de c pro-éservé 'cteur globa-(...) 'eule-avais

Seur sion 'état

indo jou-

٩U

ETRANGER

La situation dans l'ex-Yougoslavie

Le président Dobrica Cosic se démarque de la politique de conciliation de M. Milan Panic

de notre correspondante

Lors d'une récente conférence de presse à Belgrade, le président you-goslave, M. Dobrica Cosic, s'est clairement démarqué de son premier ministre, M. Milan Panic, qui venait d'échapper de justesse à une motion de censure déposée au Par-lement par les ultranationalistes et soutenue par le Parti socialiste de M. Milosevic. « Le gouvernement fédéral a fait des erreurs, il doit être critiqué et devra tenir compte des critiques qui lui ont été faites au Parlement », a-t-il déclaré, jeudi

Les proches de M. Panic admettent que certaines divergences sont apparues entre les deux hommes.

normalisation des relations avec les ex-Républiques yougoslaves. M. Cosic, selon eux, donne la priorité au règlement de la question des Serbes de Krajina sur la reprise du dialogue avec le président de Croatie, M. Franjo Tudiman. Dans les milieux diplomatiques, on indique, par ailleurs, que M. Cosic s'oppose fermement à la reconnaissance de la Macédoine par la Yougoslavie, annoncée à plusieurs reprises comme imminente par son premier ministre.

Le président yougoslave est conscient que M. Slobodan Milosevic reste l'homme fort de la Serbie, qu'il y conserve une forte popula-rité, non pas à Belgrade, mais en province, et qu'il semble donc en

mesure de garder le pouvoir à l'is-sue des élections de décembre. M. Cosic, qui a proposé la candidature de M. Milan Panic au poste de premier ministre, est également considéré comme l'instigateur de la politique nationaliste de la Serbie. En se démarquant de M. Panic sans renier M. Milosevic, il tente aujourd'hui d'éviter un conflit ouvert entre les deux hommes et d'assurer les conditions nécessaires à la tenue des élections anticipées en décembre. Ce serutio ne débonchera sans doute pas sur le départ de M. Milosevic, mais il pourrait modifier la composition des deux Parlements (serbe et fédéral), actuellement dominés par ses partisans et affaiblir considérablement

le pouvoir du président de Serbie.

contre la Servie. « Le serpent vert

de l'islam approche. » Pour lui, la

Turquie veut annexer la Bosnie-Herzégovine et rêve d'un nouvel

Empire ottoman. A l'hôtel, un

mariage donne l'occasion aux

nationalistes serbes; un photo-

graphe indien est accusé d'être

musulman et est agressé par un

Jim Grant apprend que Sarajevo vient de subir l'un de ses bombar-

dements les plus violents depuis

plusieurs jours. Nous sommes à la veille de la «semaine de tranquil-

lités. Le patron de l'UNICEF,

dont l'optimisme s'est beaucoup

amoindri, tente d'expliquer que des

attaques sont chose courante à la

veille d'un cessez-le-feu. Les Serbes

insistent : « Nous respectons nos

promesses. L'attaque vient des

Сопр de grâce Puis, c'est la présidence bosnia-

là pour atténuer les conséquences de

la guerre, et non pas pour rempla-cer des négociations politiques.»

Au soir de cette première jour-

Dimanche 1" novembre : pre-

milicien ivre.

d'être dangereux. Au cours de la même conférence

qui y a infiltré plus de cinquante mille de ses soldats».

FLORENCE HARTMANN

morts à Skopje. - Deux personnes ont été tnées et trente autres blessées, vendredi soir 6 novembre à Skopje, lors d'incidents entre Albanais de souche et policiers, selon un premier bilan donné par le porte-parole du ministère de l'intérieur de Macédoine. Les troubles, qui ont duré une heure, auraient eu pour origine l'hospitalisation d'un trafiquant albanais de cigarettes blessé au cours d'une rafle de la police dans un quartier à majorité albanaise de Skopje, Il s'agit du premier affrontement meurtrier impliquant des Albanais de souche, qui représentent 22 % à 30 % (selon les estimations) des 2,3 millions d'habitants de cette ancienne République yougoslave. - (AFP.)

entre la politique conciliante de M. Panic, que ses détracteurs dans le pays assimilent à de la haute trahison, et l'intransigeance nationaliste de M. Milosevic, condamnée par l'étranger, le jeu risque

de presse, M. Cosic s'en est pris également à la communanté internationale. Il a déploré qu'elle u méconnaisse » les offorts de paix faits par le gouvernement Panic et on'elle ne comprenne pas que « la Yougoslavie n'est pas en mesure de mettre sin à la guerre en Bosnie », puisque « la guerre n'est pas menée par une seule partie et que s'il y a un agresseur, c'est bien la Croatle,

□ MACÉDOINE : an moins deux

La CSCE publie un nouveau rapport accablant pour les Serbes et les Croates

de notre correspondant

Le comité des hauts fonctionnaires de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) a décidé, vendredi 6 novembre à Prague, de renforcer en personnet les « missions de longues durée » dans les régions à minorité serbe de la nou-velle Yongoslavie. Ces missions ont, notamment, pour objectif de collecter des informations sur les violations des droits de l'homme au Kosovo (peuplé en majorité d'Albanais de souche), en Vojvodine (où vit une forte minorité hongroise) et dans le Sandjak (région du sud de la Serbie majoritairement musulmane).

Une situation comparable existe en Macédoine, a estimé, de son côté. M. Robert Frowick, chef de la mis-sion « préventive » de la CSCE à Skopje : « Sans reconnaissance inter-nationale, la Macédoine demeure spé-cialement vulnérable.» et constitue un nouveau foyer de tension dans les Balkans. «Le gouvernement de la Macédoine, qui comporte une forte minorité de souche albanaise, est pariculièrment prèccupé par le danger de l'ouverture d'hostilités au Kosovo», a dit M. Frowick qui doit se rendre la semaine prochaine pour des consultations à Sofia, Athènes et

Le comité a, d'autre part, rendu public un rapport d'une mission d'enquêtes de la CSCE sur la viola-tion des droits de l'homme en Croatie et en Bosnie-Herzégovine. Le document, d'une centaine de pages, accablant pour les autorités serbes de la Krajina – mais également pour les dirigeants croates de Zagreb – fait état de nombreux cas d'atrocités contre la population civile, d'exécutions arbitraires et d'assassinats collectifs ainsi que la déportation forcée, la destruction et la confiscation des biens de personnes déplacées dans le

cadre des politiques de «purification ethnique». Les rapporteurs recom-mandent la création d'un tribunal international pour juger les crimes de guerre et contre l'humanité perpétrés dans l'ex-Yougoslavie.

Enfin, la nouvelle Yougoslavie (Serbie et Monténégro) demeure sus-pendue des travaux de la CSCE jusqu'au début 1993. Exclue provisoire-ment par le conseil des ministres des affaires étrangères des cinquante et un pays membres en juillet à Hel-sinki, elle espère pouvoir réintégrer la CSCE lors de la prochaine réunion des ministres des affaires étrangères des pays membres, les 14 et 15 décembre, à Stockholm.

MARTIN PLICHTA

 Des juristes se prononcent pour la création d'un tribunal international. — A l'issue des Rencontres internationales sur l'impunité organisées par la Commission internationale de juristes (CU) et la Commission nationale (française) consultative des droits de l'homme (CNCDH), qui se sont déroulées du 2 au 5 novembre à Genève, sous la présidence de M. Louis Joinet, les participants ont lancé un appel solennel pour que la commission d'enquête sur les droits de l'homme dans l'ancienne Yougoslavie décidée par le Conseil de sécurité a accomplisse sa mission sans délai et soit considérée comme une première étape vers l'instauration plus que jamais indispensable – d'une justice pénale internationale effecthe *. Rien ne s'oppose, sur le plan technique et juridique, à la création d'un tribunal international, habilité à juger les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. Ce qui manque, selon les participants, pour que le projet soit concrétisé, c'est la volonté politique des gouvernements.

Trêve brisée en Bosnie

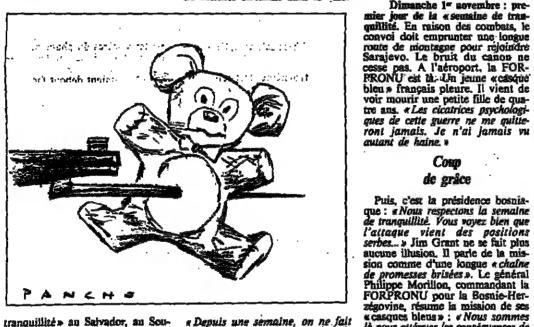
Saite de la première page

De son côté, l'infatigable et jovial patron de l'UNICEF, M. James P. Grant, n'hésite jamais lorsqu'il s'agit de forcer le sort pour sauver des enfants en temps de guerre. La trêve, James Grant en a fait son obsession. Seni l'acrêt des combats peut permettre à l'orcanisation internationale de nourrir, vêtir et vacciner les enfants. sous la menace perpétuelle des tirs et des bombardements.

Outre Dubrovnik, I'UNICEF avait réussi à interrompre les com-bats et à obtenir des «semaines de

compte, dit Jim Grant, pendant la première guerre mondiale, 10 % des victimes étaient des civils pendant la deuxième guerre, 50 %; mais depuis dix ans, 80 % des victimes de toutes les guerres sont des civils, en majorité des enfants, »

Première surprise : le luxe de richitet surprise : le luxe de l'Hôtel Hyatt de Belgrade, capitale pourtant soumise officiellement à un embargo depuis huit mois. Corbeilles de fruits exotiques dans des chambres luxueuses. On trouve tout à condition de payer en deutschemarks, sinon en dollars. Encore plus surprepant, le nombre de voitures circulant dans la ville.



tranquillité» au Salvador, au Soudan, en Ethiopie, au Mozambique, au Liban et, récemment, au Kurdistan d'Irak. «Il seroit franche-ment honteux qu'ou cœur même de l'Europe il soit impossible de protèger les enfants », s'insurge Jim Grant. Pour mettre toutes les chances de son côté, l'équipe de l'UNICEF commence par préparer le terrain. D'abord, elle s'attaque à la presse, et Staffan de Mistura persuade les télévisions et radios vougoslaves de passer des message expliquant le projet. Enregistrés par l'actrice Audrey Hepburn, l'une des ambassadrices de l'UNICEF, le spot est diffusé jusqu'à vingt fois par jour. L'UNICEF réussit également à convaincre les autorités religienses de donner leur bénédic-tion et de populariser la «semaine de tranquillité». Le patriarche de l'Eglise orthodoxe serbe, l'évêque catholique croate et le grand mufti musulman donnent leur accord.

Au cours d'une tournée préparatoire en septembre, Jim Grant ren-contre les présidents des Républiques en guerre, Milosevic le Serbe, Tudiman le Croate et Izetbegovic le Bosniaque. Ils se montrent unanimes: on doit sauver les enfants. Pois, il faut frapper, une fois de plus, à la porte des pays dona-teurs : « N'oubliez pas vos promesses du sommet pour les enfants. Il me faut un demi-million de dol-lars pour nourrir, habiller et vacci-ner un million d'enfants. s Jim Grant l'obtient. L'enthousiame de cet Américain de soixante-dix ans. qui a consacré toute sa vie aux questions humanitaires, est conta-gieux. L'opération peut commen-

Vendredi 30 octobre. Arrivée à Belgrade. L'optimisme règne. Cette «semaine de tranquillité» ne peut que réussir. Elle pourra même se

«Le serpent vert de l'islam»

Premier rendez-vous de la journée avec le président et le premier ministre de la République yougos-lave. MM. Dobrica Cosic et Milan Panic sont installés dans un palais de marbre rose croulant sous les de marbre rose croulant sous les souvenirs de la guerre des partisans de Tito. M. Panic eprie» pour la réussite de la « semaine de tranquillité». Mais le pouvoir à Belgrade est également aisseurs, chez M. Slobodan Milosevic. Le président de Serbie soutient inconditionnellement l'idée de l'UNICEF, mais il ne signe rien; on devra se contenter d'une poignée de main.

L'après-midi est consacré aux réfugiés : 460 000 en Serbie. Selon le commissaire général pour les réfugiés, M. Dobrica Vulovic, 95 % tetugies, M. Doorica Valovic, 93 % des réfugiés vivent parmi les familles serbes : « Je sais que la Serbie est le pays le plus détesté au monde. Il n'en reste pas moins vrai que nous avons un véritable problème de réfugiés. La situation est devenue intolérable ».

Samedi 31 octobre. Le convoi de l'UNICEF - 100 tonnes de secours répartis dans dix camions - prend la route de la Bosnie-Herzégovine sons l'escorte d'une voiture de police serbe. Après avoit quitté la Serbie, les premiers signes de la guerre apparaissent : parmi les arbres dorés, des tombes fraîchement creusées et des enfants pleurant leur père. pleurant leur père.

Première étape : Pale, quartier de la Bosnie et de la Croatie, en général des Serbes de Bosnie, dont terre musulmane.

l'un des leaders dénonce immédiatement le «complot musulman»

AFSANÉ BASSIR POUR

Alors, on ne refuse pas la nourriture et des couvertures pour les enfants sous prétexte qu'ils arrivent d'un

« Depuis une semaine, on ne fait plus la queue pour l'essence, la ville en est inondée », explique un chauf-feur de taxi. Le rumeur veut que cette essence vienne de Roumanie.

née de «tranquillité», les combats redoublent d'intensité. Lundi 2 novembre. Coup de grace pour la « semaine de tranquillité»: les dirigeants bosniaques refusent les convertures, sous prétexte que les produits ont été achetés en Serbie. Qualifiant la maladresse de l'UNICEF de « provocation », le vice-premier ministre, M. Lagumdzija, s'exclame: « On peut tout nous arra-cher sauf notre fierté. » Les respon-sables de l'UNICEF soulignent que M. Lagumdzija e savait parfaite-M. Lagumdzija «savait parfaite-ment» que, pour des raisons de logistique, certains produits avaient été achetés en Serbie. « On en avait longuement discuté à notre arrivée à Sarajevo», disent-ils, pour déplo-rer que la question ait été un peu trop tardivement soulevée en public. « De toute façon, expli-quent-ils, presque tout ce qu'on trouve à Sarajevo vient de Serbie. Alors, on ne refuse pas la nourriture

La «semaine de tranquillité», tant rêvée par l'UNICEF, a fait long feu. Mais il reste encore « des réalistes qui croient aux miracles». « Révolté » par l'échec de l'UNICEF, le ministre de la santé et de l'action humanitaire. M. Respond l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, prépare un autre projet «utopique», un «village pour les enfants». Près de mille enfants, accompagnés de leur mère, devraient être évacués de Sarajevo pour être installés dans le village de Velika-Kladusa, à la frontière de la Rosnie et de la Croatie en

AFSANÉ BASSIR POUR



Le 29 décembre 1991, Mohamed Chara est mort en prison, après quatorze années de détention. Condamné à mort, puis à perpétuité pour meurtre, il n'avait cessé de clamer son innocence.

Daniel Karlin et Rémi Lainé, de passage au centre de détention de Toul dans le cadre d'une série télévisée sur la justice, ont été peu à peu convaincus aue cet homme rencontré par hasard était bel et bien innocent. Ils ont voulu continuer le combat pour que justice soit enfin rendue et ont décidé d'exposer dans un livre l'intégralité du dossier. On souffre pour Chara. On a honte. Et l'on est saisi par la poignante obstination d'un jeune homme retiré de la vie

Le pire, c'est que Chara n'est sûrement pas une anomalie rarissime. Ouvrez ce livre: c'est un constat accablant pour la justice criminelle française.

Collection L'Epreuve des Faits dirigée par Hervé Hamon et Patrick Rotman.

Des témoignages font état de graves exactions contre les Ingouches

TURQUIE

s'agit de MM. Pavel Gratchev.

ministre de la défense, Viktor

Barannikov, ministre de la sécu-

rité, et Viktor Erine, vice-ministre

de l'intérieur. Plus de

3 000 hommes du ministère de

l'intérieur, deux bataillons de para-

chutistes, ont été envoyés dans la

région, où étaient déjà stationnées

Le ministre russe des affaires etrangères, M. Andreï Kozyrev, a

fait, vendredi 6 novembre, une

visite au Tadjikistan, où il a

déclaré que la Russie avait « choisi d'aider » cette République d'Asie

a aiter a cette Republique à Asia centrale en proie à la guerre civile. « Nous avons choisi d'aider le Tad-jikistan à rétablir le calme. Le Tad-jikistan est important pour la Rus-

sie. Ce pays a des frontières importantes. Il est indispensable pour la Russie que les frontières du

est dans l'intérêt de tous les pays

d'Asie centrale », a notamment

déclare M. Kozyrev à son départ, à

Les frontières sud du Tadjikistan

bordent l'Afghanistan. C'est dans le

sud du pays, dans la région de

Kouliab, que se sont regroupés les partisans de l'ancien président pro-

l'aéroport de Douchanbe.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

De sources concordantes, le conflit entre l'Ossétie du Nord et l'Ingouchie, deux Républiques du Caucase incluses dans la Fédération de Russie, semble s'être provisoirement calmé. De nombreuses informations font toutefois état de véritables massacres auxquels se seraient livrés, en début de semaine, les combattants ossètes semaine, les compatitants ossetes sous l'œil bienveillant, voire avec l'aide, des troupes russes chargées, en théorie, de s'interposer entre les deux parties.

Selon M. Ibrahim Kostoev, représentant adjoint du président Eltsine en Ingouchie, les troupes russes auraient encerclé les villages ingouches avant de les livrer aux milices ossètes. Ces exactions se milices ossètes. Ces exactions se seraient notamment produites dans le district de Prigorodny, où vivaient les Ingouches avant qu'ils ne soient déportés, en 1944, par Staline, qui les dépossèda de ce territoire au profit des Ossètes du Nord. Ce district s'étend de Vladikavkaz, la capitale d'Ossétie du Nord, à ce qui constitue aujourd'hui l'Ingouchie.

Selon M. Boris Arkamakov, chef

Selon M. Boris Arkamakov, chef d'état-major des formations armées ingouches, 80 % des maisons ingouches, 80 % des maisons ingouches auraient été détruites dans cette zone. Le journal russe Nezavissimaia Gazeta, citant des témoignages recueillis à Nazran, la capitale ingouche, rapporte qu'un « véritable massacre» se serait déroulé. Les troupes russes, consées protéger la frontière, auraient tiré des obus sur Nazran et une clinique aurait été touchéu le 4 novembre. D'aorès M. Tamerian Moutabre. D'après M. Tamerian Mouta-liev, membre du comité chargé des réfugiés ingouches, les formations ossètes et les unités russes ont mené « une politique de terre brilée» et sont allées jusqu'à faire exploser de nombreuses maisons à Vladikavkaz

Mobilisation en Tchétchénie

les bilans sont, bien entendu, contradictoires. Si certains responsables ingouches parient de plus de mille victimes, d'autres font état de cent trente morts. Selon le minis-tère ossète de la santé, il y aurait eu cent seize morts du côté ossète. Quant aux troupes russes, elles auraient perdu dix soldats au cours des combats. Les otages, pris de part et d'autre, se compteraient par ldriss Bazorkine, quatre-vingt-deux ans, une des fiertés du peuple ingouche. Quelques centaines d'otages auraient été, d'ores et

déjà, échangés.

M. Gueorgui Khija, chef de l'administration spéciale mise en place par Moscou dans la région, a démenti catégoriquement une intervention des troupes russes and chiactés civile. Les contre des objectifs civils. Les représentants de Moscou démenlaquelle les chars russes auraient encercie Nazran. La gravité de la situation en

Ingouchie est telle que trois hauts responsables russes se sont rendus dans la région ces derniers jours; il

 Trente et un morts dans un accideut d'hélicoptère. - Trente et une personnes, des militaires et des membres de leurs familles, ont trouvé la mort, jeudi 5 novembre, dans un accident d'hélicoptère de l'armée russe près d'Anapa, sur la mer Noire. - (AFP, UPI.)

o 75' anniversaire de la Révolution d'Octobre. - Queique 20 000 personnes, selon la police, se sont rassemblées, samedi 7 novembre, dans le centre de Moscou à l'occasion du 75º anniversaire de la révolution bolchevique. Les manifestants ont réclamé la démission du gouvernement russe et le rétablissement du socialisme. - (Reuter.)



En vente en librairte

PREMIER VOLUME de la NOUVELLE COLLECTION "SAVOIRS" -

LES MERS, AVENIR de l'Europe

132 pages en couleurs - 48 francs

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ALLEMAGNE: rassemblement contre la xénophobie

La CSU et les Verts ne participeront pas à la manifestation de Berlin

Trois mois après le déclenchement des agressions contre les fovers d'immigrés et de demandeurs d'asile, les principaux partis politiques allemands ont appelé à une grande manifestation centrale, dimanche 8 novembre, à Berlin.

Les plus hauts responsables du pays – le chancelier, M. Kohl, le président fédéral, M. Richard von Weizsacker, la présidente du Bun-destag. Mª Rita Silssmuth – ont invité leurs concitoyens à particiment. Ils espèrent ainsi rétablir l'image de leur pays dans le monde, sévèrement dégradée par la persistance d'agressions racistes et d'actes de vandalisme antisémite.

La date de cette manifestation n'a pas été choisie au hasard. Le 8 novembre, c'est la veille de la commémoration de deux événements majeurs de l'histoire allemande contemporaine : la «Nuit de cristal » du 9 novembre 1938 où les nazis se livrèrent à des agressions systématiques contre les Juifs d'Allemagne et l'ouverture du mur de Berlin le 9 novembre 1989.

L'unanimité recherchée par les organisateurs n'est cependant pas totale. La CSU bavaroise, alliée de la CDU du chancelier Kohl et du Parti libéral (FDP) au sein de la coalition au pouvoir à Bonn, a refusé de s'y joindre. Son prési-dent, le ministre des finances, M. Théo Waigel, a justifié cette décision en affirmant qu'il n'existait pas en Allemagne « d'obligation à manifester» et qu'il se sentait libre « de ne pas se mêler à une manifestation à laquelle participe le PDS (Parti communiste rénové) ». M. Max Streibl, ministre-président de Bavière, sera le seul chef de gonvernement regional a s'abstenir de participer à une manifestation qu'il considère comme une manœuvre de diversion » .

A l'autre extrémité de l'échiquier politique, on note également le refus de la direction des Verts de ateurs. La formation écologiste ne veut pas, par sa présence, caution-ner la politique du gouvernement qui veut restreindre le droit d'asile et renvoyer chez eux les immigrants roumains illégaux, des Tziganes pour la plupart.

Le président de la Communauté juive allemande, M. Ignatz Bubis,

sion verbale d'un conseiller municipal CDU de Rostock (Le Monde du 4 novembre), estime, pour sa part, que cette réaction vient un peu tard : « J'aurais préféré que cette manifestation soil spontanée et survienne plus tot. Pourquoi faut-il attendre que les partis don-nent le signal? Nous autres Allemands sommes comme cela: il faut toujours que tout soit organisé», a-t-il déclaré. M. Bubis s'est également inquiété de la « montée significative» de l'antisémitisme en Allemagne.

Un sondage, rendu public, vendredi 6 novembre, par la télévision, révèle, en effet, qu'un Allemand sur trois estime que « le nacisme avalt aussi ses bons

Tension dans la communauté juive de Rome

ITALIE

La mise à sac par un groupe de jeunes juifs, jeudi 5 novembre, du siège romain du Mouvement politique occidental, regroupant skin-heads et néo-nazis, a provoqué une certaine tension dans le quartier juif de la capitale italienne. Rassemblés autour de la synagogue du vieux quartier encore appelé «Ghetto», les habitants se sont mobilisés une partie de la quit de icudi à vendredi, craignant des représailles des «naziskins».

L'expédition contre le Mouvement politique occidental avait été organisée en réplique à la décou-verte, sur des vitrines de magasins, au début de cette semaine, d'autocollants en forme d'étoiles signe distinctif imposé par les nazis aux juifs pendant la seconde guerre mondiale. Le président du conseil M. Giuliano Amato, avait exprime son sontien et sa solidarité à M= Tulia Zevi, présidente de l'Union des communautés juives d'Italie. Celle-ci a exhorté ses jeunes coreligionnaires à ne pas entrer dans le cycle de la violence.

GRANDE-BRETAGNE

Diana et Charles (suite)...

A force d'achamement, la presse populaire britannique a apparemment eu raison de la patience de la famille royale. Fait rarissime, le palais de Buckingham a publié, vendredi 6 novembre, un communiqué pour dénoncer une nouvelle série d'articles, qualifiés de etrompeurs », sur la mésententa du couple princier et sur les tensions entre la princesse Diana et la reine Elizabeth il et SON ÉDOUX.

A l'occasion de la récente visite officielle de la princesse Diana et du prince Charles en Corée du Sud, plusieurs jour-neux ont publié, outra les spé-culations habituelles sur la faillite de cette union, des révélations concernant un chapitre supplémentaire du livre d'Andrew Morton, Diana, sa vrale histoire. Ce chapitre contiendrait une lettre du duc d'Edimbourg adressée à la princesse dans laquelle il la somme de « rentrer dans le

٠٠٠ المالية

Le communiqué, publié à la demande de la princesse Diaria à son retour en Grande-Bre-tagne, affirme que les asser-tions selon lesquelles la reine et le duc d'Edimbourg ont pu lui manifester autre chose que ede la sympathie et du soutien» sont «fausses et particu-lièrement blessentes». Cette déclaration pour la moins inhabituelle, qui occupait, dès samedi, la première page des quotidiens, n'a certes pas mis fin eux spéculations. The independent écrit, par exemple. que le communiqué « semble admettre implicitement l'existence de difficultés dans le mariage ».

□ NORVÈGE : M™ Gro Harlem Brundthad abandonne la présidence du Parti travailliste. — Le premier ministre norvégien, M= Gro Har-lem Brundtland, a annoncé, ven-dredi 6 novembre, devant les délégués de son parti réunis en congrès annuel, sa décision de quitter ses liste. La décision du premier ministre, a été accueille avec sur-prise. Mª Brundtland a invoqué « des raisons personnelles » et a affirmé qu'elle entendait conserver son poste de premier ministre. -

DIPLOMATIE

La suppression des frontières intérieures en Europe

Les accords de Schengen ne seront pas appliqués avant le milieu de 1993

de notre correspondant Les accords de Schengen sur la

libre circulation des personnes n'entreront pas en vigueur avant le milieu de 1993, a déclaré, M. Car-los Westendorp, secrétaire d'Etat espagnol pour les affaires euro-péennes lors de la réunion, ven-dredi 6 novembre, à Madrid, des ministres et secrétaires d'Etat char-gés de la mise en œuvre de la convention. « Il reste beaucoup de choses à faire et non des moindres », a-t-il fait remarquer pour atteindre « l'objectif d'un espace sans frontières intérieures».

Après l'adhésion de la Grèce, qui devient le neuvième membre du groupe de Schengen, trois Etats européens ne partagent pas les vues des neuf autres sur l'article 8A du traité de Rome, qui prévoit la libre circulation des personnes. Il s'agit de la Grande-Bretagne, de l'Irlande

et du Danemark. Ces nations venlent maintenir un contrôle aux frontières intérieures. Cette question d'interprétation de l'article 8A a été renvoyée, pour examen, au niveau

de nombreuses unités de l'armée

Dans la Tchétchénie voisine, qui

a proclamé son indépendance de la

Russie il y a un an, une mobilisa-

tion partielle a été déclarée pour

faire face à une « menace d'agres

communiste, M. Rakhmon Nabiev.

qui se battent contre les islamo-

M. Kozvrev a indiqué que. à la

suite d'un accord signé avec les

autorités tadjikes, le contrôle des

points stratégiques du Tadjikistan avait été confié à la 201° armée

russe. « L'unique espoir est actuel-

lement l'armée russe», a môme

déclaré le ministre des affaires

étrangères. Le premier ministre

dans la journée, de nommer le commandant de cette division

russe ministre de la défense du

Tadjikistan, tandis que les mili-

taires russes prenaient le contrôle

du principal axe routier extérieur,

menant de Termez, dans le sud de

l'Ouzbékistan, à Douchanbe, la capitale tadjike. – (AFP.)

JOSÉ-ALAIN FRALON

sion russe».

TADJIKISTAN

Moscou s'engage à aider

au rétablissement de l'ordre

Un accord a été obtenu en ce qui concerne le format et les conditions techniques et de sécurité de la vignette-visa qui sera identique pour tous les pays. Mais il reste encore à déterminer les aménagements nécessaires dans les aéroports et à faire fonctionner le SIS (système d'information Schengen), basé à Strasbourg, dont la mise en place se heurte à des difficultés techniques. Une déclaration sur les moda-lités de coopération et d'assistance entre les membres du groupe de Schengen « en vue d'apprécier les contrôles réalisés aux frontières extèrieures » a été adoptée.

La prochaine réunion aura lieu galement à Madrid, le 15 décembre. MICHEL BOLE-RICHARD

Les minutes du sommet de Maastricht publiées par un hebdomadaire néerlandais

« Ce texte est moins européen que le président Bush!»

de notre correspondent

«Je ne peux pas promettre que ia Grande-Bretagne acceptera le traité si l'expression « vocation fédérale » y est maintenue. — Bon, c'est un début fantastique l » Vollà l'un des premiers échanges vigoureux qui jalonnèrent le sommet européen – désormais histo-rique – de Maastricht, le 9 décembre 1991. Opposant le premier ministre britannique John Major à son homologue néerlan-dais, Ruud Lubbers, président en exercice du conseil européen, il donnait la «la» d'une réunion infiniment moins détendue que les visages de ses participants sur la traditionnelle photo de famille. C'est ce qui ressort de la demière livraison de l'hebdomadaire d'Amsterdam Vrij Nederland, dont deux journalistes sont parvenus à mettre la main sur une partie des minutes de Meastricht.

> «Si vous n'êtes venus que pour l'argent»

Jolie prise, dont la lacture est d'autant plus piquante que les documents ont été expurgés de leur partie la plus technique. Ce en reste montre les chefs d'Etat et de gouvernement à l'œuvre : ils ne se ménagent guère, défendant leurs positions avec une fermeté de ton bien peu communautaire et qui n'appelait pas vraiment la réplique! « Je n'accepte absolument pas le

point de vue du Portugal», tonne ainsi ie chanceller Kohl avant de prévenir Lisbonne, Madrid et Athènes : « Si vous n'étes venus que pour empocher de l'argent, le sommet s'arrête là. s Vient le tour du premier ministre grec, M. Mitsotakis, qui lance : «Je ne garantis pas la ratification si je n'obte-nais pas satisfaction sur l'UEO.» « Que fait la protection des consommateurs dans le traité? Serait-ce par hasard un problème transfrontalier? » persifie John Major, Dens ces conditions, il est étonnant que le conseil ait accouché des nécessaires compromis, fussent-ils formulés de façon ambigua... Vrij Nederland fait une plaisante narration de la genèse de l'article,

désormais fameux, sur «la perspective d'une politique de défense » européenne. « Je récuse le terme de défense commune», prévient d'entrée de jeu M. Major. Il reçoit l'appui de son collègue luxembourgeois Jacques Poos qui ajoute : «Ce serait mopportun. » Or, le ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher pense le contraire. L'axe franco-allemand fonctionne bien : le président Mitterrand esoutient M. Genscher», et précise que l'Union européeene de défense doit faire partie de l'Union européenne, csinon toutes les décisions seront prises sous la curatelle de Washington ». Après ca premier tour de table, il ne reste

plus au président Lubbers qu'à constater l'évidence - « il existe des différences historiques entre les visions » des Douze - et à proposer l'élaboration d'un texte

En vain. Lorsque le texte est distribue, M. Kohl annonce que « l'Allemagne le réfute ». Et M. Mitterrand làcha un commentaire venimeux à l'égard des « atlantistes » ; « Ce texte est encore moins européen que le président Bush!» Finalement, une rédaction satisfaisante se dégagera, grace notamment à une subtile manipulation des paragraphes : «Le un avec le quatre, ça me fait penser aux jeux d'ordi-nateurs de mes enfants », commente à voix haute le chef de la diplomatie danoise.

Invité par Vrij Nederland à commenter ces débats, le Luxembourgeois Jacques Poos estime avec le recul qu'eun lec-teur intelligent du texte voit qu'il n'y avait aucun accord», Etendant son commentaire à l'ensemble du sommet, l'ancien premier ministre belge, M. Wilfrid Martens est plus mordent : «Dans l'Europe des diplomates, des technocrates et des politiciens qui nous préoccupait, tout tournaît autour du compromis (...). Nous n'avons pas fait attention eu fait que notre décision était à des années-lumière de l'opinion publique.»

CHRISTIAN CHARTIER.

Le Monde EDITIONS

LE MONDE" diplomatique

PROCHE-ORIENT

EGYPTE : selon le ministre des affaires étrangères

Le tourisme n'est pas menacé par les extrémistes musulmans

Un dirigeant de l'organisation clandestine intégriste Jamaa Islamiya, à Assiout, en Haute-Egypte, a proclamé en pleine mosquée, vendredi 6 novembre, que l'Etat Islamique verrait le jour en Egypte « par la guerre sainte ». La Jamaa Islamiya est tenue pour responsable de plusieurs attentats contre les forces de sécurité, et les autorités l'accusent également d'une attaque contre un véhicule de touristes, en octobre dernier, au cours de laquelle une Britannique a été tuée.

En dépit de ce regain d'activité des extrémistes islamistes, les autorités égyptiennes se veulent rassurantes. L'Egypte accueille chaque année «plus de deux millions de touristes» et quelques «incidents isolés» ne sauraient signifier que l'industrie du tourisme est menacée, nous a déciaré le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Amr Monssa, qui vient d'effectuer une visite de quarante-huit heures en France. Le tourisme rapporte chaque année quelque 3 miliards de dollars à l'Egypte.

a miliards de dollars à l'Egypte.

«Mais il ne faut pas pour autant, s'est-il empressé d'ajonter, minimiser de tels incidents, dont il faut éliminer les causes (...) avec une attitude ferme. » Car, selon hii, si en démocratie « on ne saurait réprimer un courant de pensée ou d'opinion, il n'en est pas moins vai qu'une ligne rouge » ne doit pes être fisanchie, vers « un recours à la violence es au terrorisme». M. Moussa affirme également que les attentats qui visent des coptes (chrétiens) sont circonscrits à cette Haute-Egypte qui a toujours été une région agnée par les islamistes et il se dit convaincu que « l'Egypte demeurera à tout jamais fidèle à l'interaction et à la complémentarité» de toutes les composantes de sa population.

Le chef de la diplomatie égyptienne n'est pas non plus inquiet, ou du moins dit-il ne pas l'être, d'une éventuelle influence déstabilisatrice du régime islamiste soudanais, accusé par de nombreux pays arabes d'héberger des extrémistes de toutes nationalités. « Une certaine tension règne dans les relations entre l'Egypte et le Soudan, mais cela n'a pas de répercussion en Egypte même », affirme-t-il, déplorant en revanche certaines influences étrangères au monde arabe. Fait-il allusion à l'Iran? « Je n'ai nommé personne », uit-il. Il n'en précise pas moins que

l'Egypte cominuera à critiquer « toute politique erronée de l'Iran», qu'il s'agisse de l'« occupation» de l'île d'Abou-Moussa – revendiquée par les Emirats arabes unis – ou d'autre choses et il ajoute : « Nous considérons l'Iran comme un pays frère qui devrait revoir sa politique dans le Golfe dans l'intérêt de tout le monde »

Formo interméditerranéen

M. Moussa, qui a notamment été reçu par le président François Mitterrand, a plaidé auprès des dirigeants français pour la constitution d'un «ensemble de réflexion» interméditerranéen. Cela est d'autant plus nécessaire, estime-t-il, que l'affaire yougoslave concerne tous les pays riverains de la Méditerranée et pas seulement l'Europe. Seton lui, Paris a prêté une oreille attentive à l'idée d'un forum qui, sans être calqué sur la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), s'en inspirerait, en l'adaptant aux besoins de la région. Aux arguments de tout temps invoqués par la France pour expliquer l'inamité d'un tel projet aussi longtemps que dureront le conflit israélo-arabe et la querelle gre-co-turque, le chef de la diplomatie égyptieme réplique, d'une part, que l'un et l'autre de ces problèmes sont en cours de règiement par la négociation, même si le processus est long, et que, d'autre part, un tel forum contribuerait justement à apianir les difficultés.

M. Moussa ne nourrit aucune inquiétude quant à un ralentissement du processus de paix au Proche-Orient à la suite de l'avènement d'un président démocrate aux Etats-Unia . « Il est indispensable, souligne-t-il, que les parties prenantes aux négociations de paix arrivent avant la fin de l'année à un point de non-resour», c'està-dire à définir l'ordre du jour de leurs travaux et « à entre dans le vil du sujet». Dès lors, « il me semble exclu, dit-il, qu'un gouvernement américain, quel qu'il soit, puisse faire marche arrière, alors même que les parties concernées ont accepté de s'engager dans la négociation». Et, s'il est vrai qu'il existe traditionnellement des lieus privilégiés entre les démocrates américains et Israël, « que ces relutions scient mises à profit pour faire avancer la paix», affirme encore M. Moussa svec l'assurance du représentant d'un pays qui a déjà conclu un traité de paix avec l'Etat juif, sous la boulette d'un président américain démocrate, M. Jimmy Carter.

MOUNA NAIM

Turquie: un rebelle trahi par les siens

Dans le nord de l'Irak, Hosni témoigne de la «folie» du PKK, l'organisation kurde turque, combattue à la fois par l'armée d'Ankara et par les peshmergas du Kurdistan irakien

DOHOUK (Irak du nord) de notre envoyée spéciale

La balafre énorme qui barre sa tempe et ferme son seil gauche semble confirmer la véracité de son récit. Le mouchoir qu'il triture témoigne de l'intensité de ses éruotions. Il y a quelques jours seulment, Hosni, un jeune barbu aux boucles brunes, combattant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le mouvement rebelle qui lutte en Turquie, se trouvait encore dans les montagnes, au-dessus de Kashan (secteur ouest du front), en compagnie de dix-sept militants blessés comme lui au cours de l'offensive lancée contre eux par les Kurdes irakiens, Mais, mercredi 4 novembre, son monde a basculé lorsque deux de ses camarades ont logé une balle dans la tête de chacun des dix-huit blessés, avant de prendre la fuite devant l'avance

Miraculeusement, Hosai, Kurde syrien de dix-neuf ans, a survécu, la balle n'ayant pas pénétré dans la boîte crânienne. « Je n'ai pas perdu conscience lorsque la balle m'a atteint, mais ils ont cru que j'étais mort ». Les autres blessés n'ont pas en cette chance et leurs corps ont

été retrouvés peu après par les est toute autre, explique Hosni. Si peshmenas.

Le témoignage de ce jeune combattant semble confirmer les accusations des autorités turques, qui ont récemment déclaré avoir trouvé des fosses communes dans lesquelles le PKK aurait enterré des blessés qui avaient été achevés.

Allongé, immobile sur son lit d'hôpital, sous le regard apparemment bienveillant des représentants du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK), sa jambe gauche dans un plâtre, Hosni médite sur ses illusions brisées. Depuis longtemps, alors qu'il était encore écolier, Hosni gravitait dans l'orbite du PKK: « ils luttent pour les droits du peuple kurde à décider de son destin, pour un Etat kurde indépendant, pour sauver les Kurdes des massacres qu'ils ont subis aux mains des impérialistes depuis deux mille cinq cents ans ». Le jeune homme semble avoir bien assimilé l'idéologie du parti avant de joindre les rangs des combattants en avril 1992, après avoir propagé le message du PKK en Syrie. Mais la réalité quotidienne du PKK lui est apparue fort différente de la propagande. « La façon dont ils parient et la façon dont ils agissent

est toute aure, explique Hosni. Si vous vivez avec eux, si vous êtes l'un d'eux, vous voyez leurs méthodes, leur vie, et vous devenez fous.»

Pourquoi dès lors rester au sein du PKK? « Ils m'avaient emmené dans une région que je ne connais-sais pas. Si j'avais voulu partir je n'aurais pas su où aller, j'étais donc obligé de rester avec eux ». Au début de l'offensive des peshmergas, les Kurdes irakiens qui s'opposent aux troupes du PKK réfugiés sur leur territoire, Hosni, qui se trouvait alors dans un des camps proches de la frontière turque, fut cappelé « pour une mission » mais, dès le premier jour des combats il tomba, la jambe fracassée par une balle. Après six jours passés sur place, le blessé fut transféré vers un des camps principaux où il resta un mois. L'intensification des combats a amené ses camarades à fuir vers les sommets, portant les blessés à dos d'homme. Soignés par deux médecins, les blessés ont été cachés par petits groupes derrière des rochers, à l'abri des tirs d'artillerie et des bombardements des avions turcs.

Mercredi, après une discussion discrète avec deux combattants qui les avaient pris à l'écart, les médecins ont plié bagages. « Les deux combattants, l'un s'appelait Hassan, l'autre Azer, sont venus nous voir, ils ont plaisonté avec nous, ils ont ri avec nous, ils nous ont offert des cigarettes, ils nous ont dit « détendez-vous, ce n'est rien » racoute Hosni, essuyant sa paupière fermée d'une main trembante. « Puis j'ai entendu un blessé demander de l'eau, et ils ont ouvert le feu; j'ai entendu une balle derrière moi, puis plus rien, jusqu'à ce que je sois touché et que je sente le sang couler. Ensuite, ils ont tiré sur celui qui était à côté de moi, puis sur les autres, et ils se sont enfuis ».

Les illusions perdues

Abasourdi par ce geste de ses camarades, qui l'oblige à rejeter l'organisation à laquelle il avait consacré son existence. Hosni rumine sa rancœur. « Ils n'admettraient jamais qu'ils font une chose pareille à leurs propres combatants; ils diraient que ce sont les peshmergas».

Aujourd'hui Hosni est confortablement installé dans un hôpital moderne où il se déclare bien traité. « Que vais-je devenir? Mon sort est entre les mains de Dieus. Que lerait-il s'il rencontrait l'ex-camarade qui a tenté de le tuer? Hosni hésite un instant, jette un coup d'œil aux représentants du PDK, puis, avec un sourire désabusé, pointe un doigt accusateur vers le rideau qui le sépare des autres patients. « Ce chien est là, mais les peshmergas ne veulent pas que je lui fasse du mai».

Queiques beures seulement après avoir abattu ses camarades de sang-froid, Azer u été blessé par des éciats d'obus de mortier, Colncidence extraordinaire, il a été transféré à l'hôpital de Dohouk, dans la chambre même où se trouvait Hosni qui l'a immédiatement reconnu. Azer, en revanche, encore sous le choc de l'explosion, à moitié aveugle, sourd, ne sait pas qu'à moins de trois mètres de lui se trouve une de ses victimes...

NICOLE POPE

BIBLIOGRAPHIE : « Palestiniens, Israéliens : la paix promise », d'Omar Messalha

La question de la Palestine au tamis de l'Histoire

La diplomatie palestinienne comporte quelques aspects médiatiques. Observateur permanent de l'« Etat de Palestine » depuis 1978 auprès de l'UNESCO, à Paris, Omar Messelhe, lui, est plutôt un homme d'études, pesufinant longuement ses dossiers, qu'il sort toujours au moment opportun. Cela est bien connu dans les couloire de la place Fontenoy, dù le traveil du représentant palestinien est sutrement difficile sous l'Espagnol Federico Mayor qu'a l'époque réputée « pro-erabe » du Sénégalais Amadou Mahtar M'Bow.

A l'heure où israel est gouverné par une équipe nouvelle et où on peut espérar que deviennent plus prometteurs les pourparlers israélo-palestiniens, Omar Messalha publie Palestiniens, Israéliens : la paix promise, avec en sous-titre le Véritable Dossier des négociations.

Né en 1945 dans une famille musulmane de Galilée (actue) territoire israélien), docteur en psychologie de Paris-VI, le diplomate a rédigé directement son ouvrage en français (des versions araba, espagnole et. anglaise vont sortir). Parti de la conférence de Madrid en 1991. et de l'initiative américaine, l'auteur dépasse vite l'actualité knmédiete pour nous fournir sur des points précis l'essentiel des éléments de base, particulièrement historiques et juridiques : Hébreux et Philistins, le sionisme en action et les premières réactions palestiniennes, l'Organisacolonies de peuplement juif, les conséquences de l'Intifade et, pour finir, un superbe chapitre sur Urusalem-Yeruchslaim-Jérusalem-El Qods, la ville de Salomon, Jésus et Ornar.

Servi par une écriture fluide, cel

les territoires occupés et les

Servi par una écritura fluide, cei travail d'un nationaliste palestinien, ferme dans ses convictions mais mesuré dans leur expression, constitue un document informé et érudit, fort utile pour comprendre le point de vue des « Palestos ».

> Omar Messaíha. Palestiniens, israéliens: la paix promise (le véritable dossier des négociations). Albin Michel. 363 p. 140 F.

AFRIQUE

ANGOLA: après les affrontements à Luanda

L'UNITA accuse le gouvernement d'avoir « assassiné » deux de ses cadres

Paris, la représentation en France de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) a accusé, vendredi 6 novembre, le gouvernement de Luanda d'avoir délibérément « assassiné», en fin de semaine dermière, deux des principaux cadres de l'UNITA, MML Jeremias Chitunda et Elias Salupeto Pena, après les avoir « attirés dans un piège». Les dirigeants du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA, ex-parti unique) sont également accusés de poursuivre, avec des « escadrons de la mort», le « mussacre» de civils soupconnés de sympathie pour le mouvement de M. Jonas Savimbi.

MM. Chitunda et Salupeto Pena auraient été « abattus d'une balle dans la tête par des troupes du gouvernement, alors qu'ils quittaient leurs résidences», à Luanda. Toujours selon l'UNITA, l'objectif visé par « le régime meurtrier » du MPLA était de « faire dérailler le second tour des élections présidentielles». La most des deux cadres de l'UNITA rend « plus difficile un règlement négocié», souligne le communiqué.

D'autres membres de haut rang du mouvement, MM. Abel Chivu-kuvu et Carlos Morgado, respectivement chargés det affaires étrangères et de la santé au sein de l'UNITA, auraient été « blessés lors d'une embuscade » et seraient actuellement « détenus sous surveillance armée, dans un hôpital militaire».

Les partisans de l'UNITA ne seraient pas les seuls visés, plusieurs autres opposants au régime de Luanda ayant été « arrêtés et battus», pour avoir « protesté contre les fraudes et les importantes irrégulari-

Dans un communiqué publié à les commites pendant les élections ».

Paris, la représentation en France de l'Union pour l'indépendance totale de l'Union pour l'indépendance totale de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) a accusé, vendredi 6 novembre, le gouvernement de Luanda d'avoir délibérément de leur origine ethnique ou de leur assassiné », en fin de semaine dernière, deux des principaux cadres de leur origine ethnique ou de leur affiliation politique » que les habitants de la capitale sont « chassés et luciés ».

➤ Signalons la perution de Jones Savimbi, une autre voix pour l'Afrique, de Jean-Marc Kafflèche, éditions Critérion, 139 F.

LIBÉRIA

Des dizaines de milliers de réfugiés sierra-léonais sont bloqués

dans le nord du pays

La reprise des combats, particulièrement violents depuis la mi-octobre, laisse peu d'espoir aux personnels du
Haut Commissariat des Nations
unies pour les réfugiés (HCR) de
pouvoir rapidement venur en aide
aux populations «déplacées» et aux
dizaines de milliers de réfugiés, « pris
au piège » de la guerre civile libérienne. Le HCR s'interroge notamment sur le sort de «près de quatrevingt-quinze mille» réfugiés de SierraLeone, installés dans le nord et privés de tout secours. Le comté de
Lofa, où ils se trouvent, est « coupé
du monde, depuis la mi-août». A
Monrovia même, sur les sept mille
réfugiés sierra-léonais que le HCR
comptait rapatrier à Freetown par
bateau, seuls mille huit cents ont pu
partir.



a Les deux
ppelait Hasppelait Hasvenus nous
puec nous, ils
pus ont offert
pus ont dit
press rien a
ant sa paumain trem-

1985
seem sion 'état undo jountre i les ette

WASHINGTON

de notre correspondant L'équipe de transition, qui doit

La politique

africaine de Washington

ne devrait guère

être modifiée

En 232 pages de profession de foi, MM. Bill Clinton et Al Gore ont trouvé le moyen de n'écrire le mot

«Afrique» qu'une seule fois. Etant donné le faible poids de la politique étrangère dans leur programme, nul ne s'en étonnera. Dans Putting people fust («Priorité au peuple»), les deux candidats n'abordent la question africaine que dans un engagement global : «(...) réformer nos programmes d'assistance étrangère en Afrique

d'assistance étrangère en Afrique, dans les Caraïbes, en Amérique latine et ailleurs afin de nous assurer que notre aide promeut la démocratie, et non la tyrannie.»

Le retour des démocrates à la Mai-

son Blanche ne devrait guère changer la politique de Washington vis-à-vis de l'Afrique. Car si on peut les créditer d'une ferme volonté d'œuvrer en faveur de la démocratisation du

ment pas faire micux, en la matière que leurs prédécesseurs républicains

mates américains chargés de l'Afri

que n'ont qu'un mot d'ordre : encou-rager la démocratie. Tout récemment, Washington a débloqué 12 millions de dollars pour financer

l'organisation d'élections pluralistes sur le continent. Nul doute que le futur successeur de M. Herman

chargé des affaires africaines, ne déviera pas de cette ligne.

Une ligne qui fait parfois grincer des dents à Paris. Que ce soit à Abidjan, à Lomé ou à Yaoundé, les

ambassades américaines sont tou-jours les plus promptes à diffuser un communiqué en cas de violation des droits de l'homme. Un zèle qui fait souvent ressortir l'absence – ou le retard – de réaction à Paris, où l'on estime d'ailleurs, que le discours que

estime, d'ailleurs, que le discours sur les grands principes humanitaires et

les valeurs démocratiques est facile à tenir tant que l'on n'est pas le «par-

tenaire numero un», comme c'est le cas de la France dans près d'une vingtaine de pays africains. Cette

sourde querelle devrait donc conti-nuer avec l'arrivée de la prochaine équipe au pouvoir à Washington,

La nouvelle administration améri-

caine conservera une attitude rigou

de M. Clinton. Ainsi, à propos de l'Afrique du Sud, le candidat démo-crate a promis, dans son livre, de maintenir les sanctions étatiques et

locales jusqu'à ce qu'il y ait un accord irrèversible, complet et juste, avec la majorité noire, sur la création d'un

gouvernement démocratique».

Depuis plusieurs années, les diolo-

locaux du gouvernement à Washington, a une triple mission. D'ici au 20 janvier, date de l'entrée en fonction du nouveau président. elle doit préparer un programme de réforme pour les cent premiers jours de la présidence Clinton, participer à la désignation des seize membres du cabinet et procéder à quelque 3 500 nominations politiques dans les plus hautes sphères du gouvernement et de l'adminis-

Pour diriger cet effort, le prési-dent élu fait donc appel à deux hommes d'expérience; cela relativise l'aspect «haby-boomer», en référence à la génération de l'après-guerre, de l'équipe Clinton. Warren Christopher «dirigera» l'équipe de transition. C'est l'un des démola machine gouvernementale. Aujourd'hui avocat à Los Angeles, il travaille étroitement depuis un an avec Bill Clinton.

Ministre adjoint de la justice du temps de l'administration Johnson, il fut sous-secrétaire d'Etat sous la présidence de M. Carter. Souvent donné comme prochain secrétaire d'Etat, il a cependant demandé à ne pas exercer de responsabilités dans le gouvernement Clinton, afin de pouvoir, en toute objectivité, accomplir sa mission de sélection des plus hauts fonctionnaires de la prochaine administration.

Avocat d'affaires dans l'Arkansas, Vernon Jordan a connu Bill et Hillary Clinton - eux aussi avocats - à Little-Rock, capitale de l'Etat. Il présidera «l'équipe de transi-

pour l'égalité civique, ancien diri-geant de la NAACP (l'Association pour la promotion des gens de cou-leur) et de la National Urban Lea-gue, la plus vieille des organisa-tions de lutte contre la discrimination raciale

> Une manifestation d'indépendance

MM. Christopher et Jordan ont été préférés à un autre avocat cali-fornien, Mickey Kantor, proche ami des Clinton, qui a présidé la campagne du président élu. Avocat d'affaires, M. Kantor aurait été tron proche de la multitude de trop proche de la multitude de groupes d'intérêts et d'organisations professionnelles qui ont parti-cipé au financement de cette cam-

direction de l'équipe de transition, M. Clinton veut manifester son indépendance à l'égard de ces sources de financement. M. Kantor fait néanmoins partie de l'équipe, avec l'ancien maire de San-Antonio (Texas), M. Henry Cisneros, et Mª Madeleine Kunin, ancien gou-verneur du Vermont, parmi d'au-

La période de transition fait la joie des chroniqueurs politiques et autres pronostiqueurs de la composition du furur gouvernement. Mais il y a aussi des spécialistes de la carrière des «sortants». Le Wall Street Journal, par exemple, pro-met, prédit ou conseille : un gros poste dans un cabinet d'avocat. d'affaires pour le vice-président Dan Quayle; un siège de sénateur

(Wyoming) pour le secrétaire à la défense Richard Chency; un fracassant livre de mémoires pour le directeur du budget Richard Darman; un conseil d'administration pour le secrétaire général de la Maison Blanche Samuel Skinner et, pour le plus brillant des républicains, le secrétaire an logement Jack Kemp, l'entrée en campagne pour l'élection de 1996.

Le président George Bush et le secrétaire d'Etat James Baker se retireraient de la vie publique, pour se consacrer, à plein temps, à des activités tout aussi prenantes : la chasse, la pêche et le golf.

ALAIN FRACHON

ASIE

LOIN DES CAPITALES

Petites gens de la baie d'Along

HÔN-GAI (Vietnam)

de notre envoyé spécial

UNG, trente-trois ans, est un débrouillard qui sait surmonter les épreuves les plus dures. En 1989, parce qu' e li était trop difficile de faire des affaires », il a investi toutes ses économies dans l'achat d'un beteau pour fuir ce petit port du Vietnam septembrional et gagner Hongkong. Il se garde bien de dire que, pour réunir les 200 millions de dongs nécessaires à l'équipée (l'équivalent de 100 000 francs aujourd'hui), somme fort coquette, il a accepté d'embarquer une trentaine d'autres candidats è l'exil. L'affaire a tourné à la catestrophe, et le navire n'a jamais atteint Hongkong, car il a fait naufrage. Ayant perdu sa femme et leur seul enfant, Hung est revenu à Hôn-Gai.

L'ancien boat people ne s'est pas découragé. Reperti de zéro, il est sujourd'hui pro-priétaire d'une fabrique de meubles, de portes et de portails. Dix-huit employés y travaillent le contreplaqué et la tôle. Hung a pu monter son affaire grâca à un prêt de 7 500 dollars de la CEE, remboursable dans un délai de trois à cinq ans, avec pour seule condition d'engager qualques boat people revenus « volontairement » au pays, puisque c'est dans le cadre de l'aide à ces rapatriés de Hongkong que la Communauté européenne offre une assistance.

Dans son salon-salle d'accueil, derrière la fabrique, Hung dispose d'un frigidaire, d'une chaîne stéréo et d'un récepteur de télévision avec vidéo. Le soir, il regarde, comme beaucoup, un feuilleton mexicain très populaire projeté par la télévision de Hanof. Hung a transformé un échec dramatique en succès et compte maintenant se remarier.

A Hôn-Gai, peut port de trente mille habi-tants qui se niche dans le cadre somptueux de la baie d'Along, avec son archipel de quelque trois mille rochers verdoyants en forme de mamelons, ce genre d'histoires fourmille. Dans le seul district de Hôn-Gai, qui englobe la ville et dont la population est de 170 000 habitants, plus de quatre mille Viet-namiens ont ainsi pris la mer en 1989 ou 1990 pour gagner Hongkong.

Et plus d'un millier d'entre eux ont déjà été rapatriés dans le cadre d'une opération finan-cée par le HCR, le Heut-Commissariat pour les réfugiés de l'ONU, et auquel la CEE offre une assistance. Vu Quoc Tru, électricien, est parti en compagnie de son épouse t à la suite d'une dispute de famille » en avril 1989. « En cachette», gronde le père, un militaire retraité. Ils sont revenus, en janvier 1991,

faute de pouvoir trouver asile dans un pays et parce que la femme avait accouché dans un camp de Hongkong. Tru est désormais bate-lier. Avec les 2500 dollars avancés par la CEE, il s'est acheté un bateau pour promener les touristes entre les îlots d'Along et faire des navettes entre le port de Hôn-Gai et Bal-Chay, la plage des hôtels, séparés par un petit bras de mer.

Tourisme et contrebande

Mais le retour des boat people n'explique pas-tout. Hôn-Gai, cité-sans channe et sans caractère, était autrefois la ville du charbon. reconnaître, en 1881, les gisements d'anthra-che et, à partir de 1988, une société - dont devaient hériter plus tard les Charbonnages du Tonkin - en avait commencé l'exploitation. Ces mines furent aussi le théâtre de grandes grèves en 1936-1937, à l'époque du ront populaire en France.

Le charbon - « la Chine populaire achète toute la production », précise un officiel -



demeure une source de revenus. Mais le tourisme et, surtout, la contrebande donnent également un air de prospérité à une ville qui le centre, on investit dans la brique, à telle enseigne que la moitlé des bâtiments, sans prétention il est vrai, sont soit neufs soit en

Quand la marine chinoise a commencé, l'été demier, à arraisonner des cargos vietnamiens à la sortie de Hongkong et à confisquer leurs marchandises, on a de nouveau perlé de



débarquaient à Hôn-Gai ici leurs cargaisons qui rejoignalent alors la Chine par la route. « Importations temporaires en vue de réexportations » : ainsi libellées, les marchandises, y compris des limousines de luxe (parfois volées è Hongkong), n'étaient ni saisies ni taxées par les douanes vietnamiennes. Du moins, telle est la version officielle. Elles poursuivaient donc leur chemin, passant une deuxième frontière en fraude, celle entre le Vietnam et la Chine. « Ces trafics pouvaient rapporter gros. Un de mes cousins a ainsi gagné 50 000 dollars en deux mois. Mais c'est fini », résume un officiel.

d'Along est sans parelle, s'ébauche aujourd'hui une riviera avec hôtels, dont le fameux Ha-Long, salons de massage et dancings Même après la saison, qui prend fin en septembre, lea Chinois v sont nombreux. Ils viennent de Taïwan, de Hongkong, du sud de le Chine continentale. On rencontre aussi des Malaisiens, d'origine chinoise, en quête de joint- ventures. Pour le plaisir de ces touristes, l'hôtel Vun-Dao et son annexe toute neuve, propriétés de la province, ont illuminé leurs façades de mille petites ampoules, à la mode thailandaise. Ils ont également fait venir quatre masseuses de Ho-Chi-Minh-Ville et une cinquième de Hanot pour animer leur massage-parloir curieusement gardé par deux conscrits en uniforme, et où l'on fait la queue après diner. Le prix d'un massage «propre»: 5 dollars les quarante cinq minutes.

Les touristes ont à leur disposition de grands bateaux de plaisance qui les baladent dans la baie, à raison de cinquante « étrangers» ou de cent Vietnamiens par embarcation, sans doute parce que les visiteurs locaux sont jugés moins lourds et moins for tunés que ceux qui viennent d'ailleurs. Mais si l'enrichissement est évident à Hôn-Gai, il ne profite pas de la même façon à tout le

Sur la baie, les abords du marché central, inondé de produits de consommation chinois, demeurent d'une propreté douteuse. Au pied de l'hôtel Ha-Long, un homme en guenilles s'est installé sous un abri public en compagnie de ses deux gamins, qui dorment poings fermés. Il a tout perdu, dit-it, lors du dernier typhon sur Halphong. Sa femme s'est enfuie en Chine avec ses deux filles. Pour nourre ses deux fils, il a gagné Hôn-Gai dans l'espoir de se faire embaucher à la mine.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Avec l'aval officieux des Américains

Le Japon reprend son aide au Vietnam

TOKYO

de notre correspondant

L'annonce, vendredi 6 novembre, de la reprise de l'aide gouvernementale japonaise au Vietnam met fin à une suspension de quatozze sus de la cooperation officielle entre Hanoï et Tokyo (le Monde du 7 novembre). Cette décision marque une nouvelle étape dans le processus de retour du Japon sur la scène indochinoise. Tokyo a décidé d'accorder au Vietnam des prêts à long terme d'un montant de 45 milliards de yens (environ 400 millions de dollars). La Banque du Japon a d'autre part annoncé qu'elle autorisait les établissements financiers japonais à ouvra des sements financiers japonais à ouvra des sements de représentation au Vietnam. Ce sera la première fois depuis 1975, année de la chute de Salgon, que les banques nippones retourneront dans ce pays indochi-

la reprise de l'aide japonaise se heurtait à plusieurs difficultés. La première était l'opposition de Washington: suivant en cela les Américains, les Japonais avaient sus-pendu leur aide au Vietnam à la suite de l'invasion du Cambodge fin 1978. Tokyo avait pourtant maintenu des relations diplomatiques avec Hanoi même après l'unification du pays consécutive à la défaite américaine de 1975. Particular Carrier

MINTER STATE

Maria Service

E gr. 14 🗪

Ein, m be fich

S 32 1 1 1 100

F ... 4

---Date that there

95

William Town

· Chart

ルル (18) ルル (18)

-

i transit in sp i transit in sp

**

THUSE 43 *** *******

The same

Le Japon avait agi en vue d'assoupiir la position tant des Vietna-miens – qui ont accepté le mois dernier d'ouvrir aux Etats-Unis leurs archives concernant les soldats amé-nicains disparts pendant la guerre – que celle des Américains. Cette atti-tude a porté ses fruits puisque Washington a donné son feu vert officieux à une reprise de l'aide nip-pone. Celle-ci a été annoncée au lendemain de l'élection présidentielle américaine : afin d'éviter, dit-on à Tokyo, de faire de cette question un sujet supplémentaire de la cam-

Une autre hypothèque était la dette du Vietnam à l'égard du Japon: 23,5 milliards de yens d'ar-riérés, soit 190 millions de dollars. Les Vietnamiens ont pris l'engage-ment, mercredi 4 novembre, de rembourser, et une partie de l'aide nippone est destinée à cet effet.

Le Japon est actuellement le cinquième investisseur étranger au Vietnam. Il était à la neuvième place en 1991.

PHILIPPE PONS

EN BREF

🛘 AFGHANISTAN : appel du HCR en faveur des réfugiés. - Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a lancé, vendredi 6 novembre, un appel pressant pour apporter une aide d'urgence aux réfugiés afghans de retour dans leur pays. M. Eliasson, secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires de l'ONU, a chiffré à 17,8 millions de dollars le strict nécessaire pour les mois d'hiver - dont 8 millions immédiatement pour l'achat et le transport de tentes et de couvertures. Plus d'un million d'Afghans sont rentrés du Pakistan en 1992, et deux cent mille d'Iran, sur un total de plus de cinq millions d'expatriés. -

☐ CAMBODGE : prochaine restitution du corps du cameraman Roger Colne. - Les dépouilles de deux techniciens du son japonais et de la sécurité de Pablo Escobar, le gigantesque complexe aéronaval de

du cameraman français Roger Coine, tués alors qu'ils « couvraient» la guerre d'indochine en 1970, devraient être restituées prochainement, rapporte l'agence Associated Press. Plusieurs corps ont été découverts en mars dernier dans le lit d'une rivière, près de Phnom-Penh, par une équipe de journalistes américano-cambodgienne, mais tous n'ont pas été identifiés. Plus de 30 journalistes ont disparu en Indochine dans les années 70, au Cambodge notamment. La plupart auraient été assassinés par les Khmers rouges.

☐ COLOMBIE : quatorze policiers tués à Medellin - Quatorze policiers ont été assassinés et vingt-six autres blessés à Medellin depuis le 28 octobre, date à laquelle les forces de l'ordre ont tué Brances chef (en fuite) du cartel de la Subic Bay, a déclaré à Manille, cocarne. Par ailleurs, des rebelles vendredí 6 novembre, l'amiral de gauche ont dynamité, vendredi 6 novembre, la mine de cuivre de Carmen-del-Atrato (province de Choco), l'une des plus importantes du pays, exploitée par des intérêts japonais et colombiens. - (AFP,

D PHILIPPINES : les Etats-Unis conserveront un accès à la base de Subic Bay. – Les États-Unis et les Philippines se sont mis d'accord pour que les forces américaines conservent un accès aux ports et installations militaires de l'archipel après avoir évacué leur dernière base le 24 novembre. L'arrangement, calqué sur des accords avec d'autres alliés des États-Unis dans la région, permet l'entretien et le

Charles Larson, commandant des forces américaines du Pacifique. Le Sénat philippin avait rejeté l'an dernier un traité prévoyant le maintien des bases de l'ancienne guissance coloniale, forçant les États-Unis à mettre fin à un siècle de présence militaire. ~ (AFP.)

I THAILANDE : renforts à la frontière avec la Birmanie. - Les forces armées de Thaïlande ont renforce leurs positions, vendredi 6 novembre, à la frontière nordouest. Ce mouvement répond à l'incursion de quelque 600 soldats birmans, dans le cadre d'une nouvelle offensive des troupes de Rangoon contre des camps retranchés ravitaillement des porte-avions et de l'ethnie karène, en lutte contre bâtiments de la VIII flotte dans le le pouvoir central depuis près d'un demi-siècle. - (UPI.)

CAMBODGE

M. Dumas à Pékin pour sauver le plan de paix de l'ONU

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, est arrivé samedi 7 novembre à Pékin, pour y rencontrer le prince Norodom Sihanouk et les chefs des quatre factions cambod-giennes. L'objectif des entretiens est de tenter de sauver le plan de paix d'octobre 1991, entravé depuis des mois par les Khmers

M. Dumas doit aussi rencontrer son homologue indonésien, M. Ali Alatas, qui a coprésidé avec lui la conférence sur le Cambodge, ainsi que le chef japonais de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APORONUC),

M. Yasushi Akashi. Le principal représentant des Khmers rouges, M. Khieu Samphan, avait manqué son avion et ne devait arriver qu'un peu plus tard à Pékia.

Les Khmers rouges refusent de désarmer et de laisser l'ONU pénétrer dans leurs zones. Ils empechent ainsi l'organisation d'élections sous contrôle international, prévues pour mai 1993. Paris et Djakarta doivent faire le point le 15 novembre devant le Conseil de sécurité. Des sanctions pourraient être décidées contre les Khmers rouges. - (AFP.)

La convention du Front national

M. Le Pen dénonce

une « gigantesque opération de pollution intellectuelle »

d'Estaing, Gérard Longuet et Fran-cois Léotard, en accusant «de Jaçon formelle» l'opposition d'être «cou-pable de complicité» pour ne pas avoir «dénoncé ces événements».

En outre, le chef du Front national a affirmé qu'il est « inconcevable de croire que le président de la Républi-que ait ignoré le scandale du sang contaminé».

Cette convention étant destinée à

présenter le programme électoral du parti et ses candidats aux élections législatives – quatre cents environ unt été désignés, – M. Le Pen a

essuré que « le Front national est

loin d'avoir disparu». «Il garde intacte loute sa puissance et il va en

A la suite de la diffusion par

France 2, lors de l'émission

«Envoyé spécial» du 5 novembre.

du reportage télévisé sur le Front national, M. Jean-Marie Le Pen a

fait prévenir, vendredi 6 novem-

bre, un journaliste de RMC ayant

participé à la réalisation de cette

émission que «sa sécurité ne

serait pas assurée » s'il se rendait

à la convention nationale ou à la

fête annuelle du parti d'extrême

droite, qui la suit ce week-end lie

Monde du 7 novembre). Face à

cette mise en garde qui constitue,

en fait, une menace, les journa-

listes chergés de suivre ce parti

ont rendu publique la déclaration

«Le Front national a-t-il d'ores et déjà commencé la mise au pas de la presse? M. Jean-Marie Le

Pen vient de décider un interdit

professionnel en indiquent à Tho-

couvrent les activités du Front

national dénoncent cette pretique,

vendredi soir 6 novembre au Bourget (Seine-Saint-Denis), la «convea-

tion des vingt ans» du Front natio-

nal, en prononçant un discours ponctué de violentes attaques con-ire la presse. Depuis plusieurs jours, l'annonce de la diffusion d'un

reportage sur le Front national au cours de l'émission « Envoyé spé-cial», le 5 novembre sur France 2,

avait provoqué la colère du chef de l'extrême droite. Bien que ce repor-tage, projeté sur grand écran à la

ment, par les cadres du parti d'extrême droite, montrant ainsi

que ce qui est reproché à leur for-mation et à son chef n'est pas de nature à les troubler (le Monde du

7 novembre), la fureur de M. Le

Le président du Front national a

dénoncé la « gigantesque opération de poliution intellectuelle » mente,

selon lui, contre son parti, qui a n'a pas l'intention de se laisser faire », a Nous serions désolés d'user des moyens de la légitime défense, car nous avons aussi des droits à faire valoir, a-t-il précisé. Si certains nous

boycottent, peut-être pourrions-nous, aussi, leur rendre la pareille. » M. Le Pen a ajouté: « Nous subis-

sons la guerre que nous font des journalistes partisans. Cette dérive n'est limitée ni à notre pays ni à notre continent. Quelque part, il doit y avoir un chef d'orchestre clandes-

Se présentant « tête haute et mains propres», M. Le Pen a

renouvelé ses critiques contre tous les partis dans l'affaire du sang

contaminé. Alors qu'il avait accusé, la veille, M. Jacques Chirac de « complicité et non-dénonciation de malfaiteurs » en sa qualité de pre-mier ministre de 1986 à 1988, il a

étendu sa mise en cause à MM. Jean Lecanuet, Valéry Giscard

u Fête des Blacks Blancs Beurs à

la Metualité. - Plusieurs manifes-

Pen n'en a pas été calmée.

ention, ait été applaudi, finale-

M^{me} Aubry a dû renoncer à soumettre au vote les crédits du travail et de l'emploi

Les députés ont examiné, dans la nuit de vendredi 6 au samedi 7 novembre, le budget du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, qui s'élève à 72,7 milliards de francs, solt une progression de 5,16 % par rapport à 1992 (1). Face à l'hostiité conjuguée des communistes et de l'opposition, M= Martine Aubry a dû réserver le vote de

Le ton de son propos est d'ordinaire ferme, mais policé. Sa faveur va plus à la réponse experte qu'aux éclats d'hémicycle. Cette fois, pourlant, c'en était trop : M= Aubry s'est autorisé une bonne grosse colère Répliquant à M. Francisque Perrut (UDF, Rhône) qui l'interpellait sur « la manipulation des statistiques » que représente, selon lui, la radiation des listes de l'ANPE de seize mille personnes par mois, le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle s'est élevé contre la « démagogie » de ce type de critique. « Je n'accepterai pas que l'on mette en cause l'honnêteté du gouvernement, ni, surtout, celle des agents de l'ANPR», s'est-elle indignée, précisant que « 86 % des personnes radiées n'avaient pas repondu à plusieurs convocations». « Nous devons être en mesure de dire aux Français que les efforts de solidarité, a-t-elle ajouté, profitent vraiment à ceux qui en ont le plus

besoin. » Solidaires de sa politique, les députés socialistes n'en sont pas moins extrêment inquiets face à la dégradation brutale de la situation de l'emploi. « L'excès de réalisme économique me semble mener à l'irréalisme social », a déclaré M. Pierre Forgues (PS, Haute-Pyré-nées), tandis que M. Thierry Mandon (PS, Essonne) s'est alarmé de la «modernisation froide d'une économie où le silence étouffe, peu à peu, les cris de ceux qui perdent leur emploi».

M= Aubry s'est, elle aussi, inquiété de « la propension excessive » de certaines entreprises à a utiliser le facteur travail comme le seul facteur d'ajustement face à des alentissements parfois passagers de l'activité ».

Rappelant le triple objectif que s'est fixé son budget – « stimuler la création d'emplois partout où c'est possible », « lutter contre l'exclusion à travers l'individualisation des onses » et « offrir aux saloriés un droit à l'évolution et à la formation professionnelle », – le ministre du travail ne veut pas s'abandonner à la sinistrose ambiante. Si elle reconnaît que la situation du marché du travail est « mauvaise », elle a relevé que certains résultats ont été obtenus, tels la baisse du chômage de longue durée, en sep-tembre, pour le quatrième mois consécutif, la «réduction notable» de la durée moyenne d'ancienneté du chômage et la diminution du chômage des salariés ágés. Faisant le bilan du programme « neuf cent mille chômeurs de longue durée»,

l'ANPE avaient pu avoir un a entretien approfondi » avec huit cent cinquante-trois mille personnes, mais elle a admis que, a pour nombre d'entre elles, il n'est pas alse d'apporter immédiatement

Ces explications n'out pes eu raison de l'hostilité des communistes de l'opposition. Selon Me Muguette Jacquaint (PC, Scine-Saint-Denis), ce budget est aun élement essentiel de l'intégration des salariés dans la précarité ». « Vous ne faites que puiser dans les recettes existantes, vous ne créez aucune ressource», a renchéri M. Germain Gengenwin (UDC, Bas-Rhin). En écho, M. Francisque Perrut (UDF, Rhône) a dénoncé « cette politique des vases communicants qui ne tend qu'à camoufler bilisme ». Faisant le constat d'eun système qui fait eau de toute part.», M. Jean-Pierre Delalande (RPR, Val-d'Oise) s'est inquiété des lendemains difficiles. « La tache qui incombera à vos successeurs, a-t-il averti, sera ment lourde. » L'opposition adresse là le énième message sur le même thème : il ne faudra pas attendre de miracle de son éventuelle victoire en mars prochain.

(1) En ajoutant les reports de crédits antéricurs et les fonds d'un compre d'af-fectation spéciale alimenté par la cession d'actifs publics, le budget s'élève à

La commission des lois précise les modalités du contrôle des députés sur les affaires européennes

L'Assemblée nationale sera appelée, le 18 novembre prochain, à préciser, en séance publique, les conditions dans lesquelles elle entend être associée aux décisions communautaires par le biais du vote de résolutions. Les députés se prononcerost sur une proposition adoptée, jeudi 5 novembre, par la commission des lois, modifiant le règlement intérieur de compte de la loi constitutionnelle adoptée, en juin dernien par le Congrès réuni à Ver-

Après les réquisitoires enflammés contre le « déficit démocratique » de la construction européenne, l'heure est aux travaux pratiques. L'Assemblée va devoir plancher, en effet, sur les modalités d'application du nouvel article 88-4 de la loi fondamentale, issu de la révision constitutionnelle rendue nécessaire par la ratification du traité de Maastricht. Cet article prévoit que les parlementaires pourront, désormais, voter des résolutions sur des « propositions d'acte communautaire comportant des dispositions de nature législative », à charge pour chaque Assemblée de modifier préalablement son règlement intérieur afin de codifier ce nouveau mécanisme de contrôle.

La commission des lois vient d'établir les différentes étapes de la procédure selon un scénario mis au point par son président, M. Gérard Gouzes (PS) et s'inspirant giobalement de deux propositions de résolution rédigées, en termes quasi identiques, par MM. Jean Auroux, président du groupe socialiste, et Charles Millon, président du groupe UDF. Selon cette formule, tout député pourra se saisir d'une proposition d'acte communautaire et déposer, à son sujet, une proposition de résolution.

Celle-ci sera examinée au fond par la commission permanente compétente, mais le droit d'amendement est ouvert à d'autres commissions, ainsi qu'à la délégation pour les Communautés européennes. Une fois adoptée par la commission saisie au fond, la proposition de résolution sera considérée comme définitive si aucune demande d'inscription à l'ordre du jour n'est formulée dans un délai pour M. Bérégovoy, dont la cote de de huit jours suivant la distribu-

tion du rapport de la commission. Dans le usu contraire, elle sera examinée en séance publique.

Les méandres de cette procédure ont chagriné M. Michel Pezet, président de la délégation pour les Communautés européennes, qui aurait souhaité voir sa délégation jouer un « rôle d'alguillage et de synthèse ». Solon le député (PS) des Bouches-du-Rhône, rejoint en la circonstance par M= Nicole Catala (RPR, Paris), une telle «centralisa-« une ditution des responsabilités ». qui ferait courir à la nouvelle procédure le risque de etomber en

Cette analyse n'a pas convaincu la commission des lois. Celle-ci a fait valoir que l'application de l'article 88-4 de la Constitution, qui autorise le vote des résolutions en debors des sessions, suppose que l'Assemblée délègue l'une de ses prérogatives constitutionnelles à une instance constituée en son sein. Or la délégation pour les Communautés européennes peutelle remplir cette mission? Non, zelon M. Gouzes, qui rappelle que la délégation que préside aujourd'hui M. Pezet doit son existence à une loi ordinaire et non à la loi fondamentale.

Le débat sur les modalités de contrôle des affaires communautaires par le Parlement ne fait donc que commencer. M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie)

o Le gorreroement réserve le vote sur les crédits des transports ériess. - Les députés ont examin vendredi 6 novembre, les crédits des transports aériens, de la météorologie et de l'aviation civile, affectés au ministère de l'équipement, à l'hostilité du PC et de l'opposition, M. Jean-Louis Bizneo, ministre de l'équipement, du logement et des transports, a dû demander la réserve du vote sur ces crédits.

MM. Mitterrand et Bérégovoy, -Selon un sondage effectué par la SOFRES du 24 au 28 octobre auprès de mille personnes et publié dans le Figaro Magazine du 7 novembre, 34 % des personnes interrogées font « tout à fait » ou « plutôt » confiance à M. Mitterrand a pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement». 61 % sont d'un avis contraire. Elles mois dernier, soit une baisse de 9 points. La baisse est de 11 points constitutionnel pourrait être saisi pour arbitrer un tel contentieux.

LIVRES POLITIQUES

TL n'est pas de dessein politique

notre culture dans ce domaine.

dont on ne mesurait pas l'étandua

et libère des antagonismes que

l'on croyait étaints : la perspective

d'un ordre mondiai fondé sur la

négociation, la compromis et la

tolérance ne casse pas d'être

remise un cause par le maintien de

divers totalitarismes ou la renais-

sance de fondamentalismes reli-

gieux et ethniques. Au moment où

tant de facteurs contradictoires,

porteurs d'espérance ou de déso-

lation, brouillent les pistes incer-

taines de l'avenir, Suzanne Citron

estima qu'il faut revenir sur celles

du passé pour les débarrasser de

tout ce qui peut contribuer à nous

qui ne se serve d'une lecture

de l'Histoire, au risque de

sageant l'éventualité d'un désaccord survenant entre le gouvernement et le Parlement à propos de la détermination législative ou résiementaire d'une proposition d'acte communautaire. Selon la proposition de loi constitutionnelle qu'il vient de déposer, le Conseil

mas Legrand, journaliste à RMC, que sa sécurité ne serait pas tations contre le Front national sont organisées à l'occasion de son vingtième anniversaire (le Monde assurée s'il se rendait aux manifestations qu'organise le Front national au Bourget (Seine-Saintdu 7 novembre). L'Appel des 250, animé notamment par l'écrivain Gilles Perrault et le journal Ras Denis) pour son vingtième annil'front, organisent, dimanche après-midi 8 novembre, à la salle de la versaire. Il est reproché à ce journaliste d'avoir participé à la réali-Mutualité, à Paris, une sète des sation de l'émission «Envoyé Blacks Blancs Beurs, qui se préspécial», diffusée le 5 novembre sente comme une « riposte » à la sur France 2. Les journalistes qui

fête des Bleu blanc rouge du parti d'extrême droite, ce weck-end, au

faire dire à celle-ci plus qu'elle ne livre dans ses enseignements reconnue. Aussi blen convient-il jusqu'à présent, écrit-elle, caché la de vérifier l'usage qui en est fait, diversité française. Mieux la comtant est grande la tentation d'insprendre, comme ce livre le protrumentaliser le passé. A la pose, c'est aussi le moyen de confrontation des sources, à la nous préparar à reconnaîtré que la complémentarité des approches, il diversité européenne, comme la faut ajouter la critique des idéolofrançaise, est une richesse qui gies sous-jacentes. C'est ce que nous relie au reste du monde ». sa propose de faire un manuel qui, L'auteur souhaite que «l'examen sous la conduite de Suzanne critique des mythes et falsifica-Citron, historienne révisionniste tions du passé forgés ou cautionpar rapport à l'orthodoxie, revisite nés par les histoires nationalistes autrement l'Histoire de France, du dix-neuvième (et du vingtième) sans cacher que sa démarche vise siècle » soit repris dans d'autres à contester «l'imagerie mythique pays et, en attendant, elle donne at nationaliste » qui a marqué l'exemple avec la France. Laquelle, rappelle-t-elle, n'existe pas de Le spectacle du monde n'aptoute étemité, pas plus qu'elle ne porte pas, aujourd'hui plus succède à la Gaule, catte invention qu'hier, les preuves d'une cohéde Jules César. La préhistoire rence interne. On y voit l'Europe nous apprend que nous sommes tous les produits de nombreux occidentale en train de renforcer métissages et que, comme Europar les liens communautaires les péens, nous avons hérité de l'inmoyens de sa prospérité et de terpénétration de plusieurs culson unité, tandis qu'à sa porte l'effondrement du système comtures. C'est l'occasion de noter muniste découvre une pauvreté

que « l'islam n'est donc pas un fait étranger à l'histoire de l'Europe ». Et que Charles Martel n'a pas sauvé, en 732 à Poitiers, la France chrétienne du péril arabe, d'une part parce que la France n'avait pas de véritable existence à l'époque, d'autre part, parce que les musulmans en causa n'étaient pas des Arabas et, enfin, parce que Charles Martel fut un redoutable pillard e très mal vu par l'Eglise qui le voue à l'enfers. Suzanne Citron revient ainsi sur bien des idées reçues ou des occultations de l'Histoire enseignées aux futurs fondent dans le moule national. Elle montre que le concept de 1 mune, établir des valeurs qui le 1 139 F.

Le passé compliqué «L'histoire de France nous a | nation n'a pris son contenu politique qu'avec la Révolution jusqu'à donner naissance, après la parenthèse impériale de Napoléon, au nationalisme, cette nouvelle religion qui s'est imposée au dix-neu-

> vième siècle. La démarche qui inspire ce manuel n'est pas de refaire l'Histoire, vaine tâche, mais de voir comment elle s'est faite, à quel prix et dans quel but. Il montre combien la diversité historique, culturelle et religieuse des Français a été non seulement niée dans las faits, au cours du processus historique, mais, en plus, chassée de la mémoire collective. Il rappelle que les principes censés nourrir le message humaniste de la France n'ont pas forcément guidé son histoire, et que la chronique de celle-ci n'a pas toujours jugé bon de retenir ces regrettables manquements. Des excès de la Révolution aux conquêtes de l'impérialisma napoléonien, des débuts à la fin de l'aventure coloniale, de la bonne conscience de la Troisième République, affairiste, anti-ouvrière, anti-féministe, à l'ordre moral du régime de Vichy, les exemples ne manquent pas qui invitent, avec Suzanne Citron, a e décrypter l'opacité historique de notre identité républicaine inséparable d'une vision nationaliste. orgueilleuse, schématique du passé de la France ».

> Il ne s'agit pas de s'adonner au masochisme mais de sonir d'une pensée hexagonale pour confronter nos représentations historiques à celles des autres peuples et, à partir de cette révision com-

en avant le Front national sera la « préférence nationale », définie par son chef de file comme l'action prioritaire parmi toutes celles qui figurent dans le programme du Front national **OLIVIER BIFFAUD** L'un d'entre eux ayant été menacé Protestation des journalistes qui suivent l'extrême droite qui porte attainte à la liberté de la presse, et ils attirent l'attention de l'opinion publique sur de tels pro-Ce texte a été signé par Fran

ajouté, tout en précisant que son parti « n'entre pas dans les bauilles seulement quand il est certain d'avoir des élus ». « Il y a fort à parier que nous serons très nom-breux au second tour », a conclu M. Le Pen qui a présenté en sone

M. Le Pen, qui a présenté ce scru-tin comme « une bataille d'idées ».

La première de celles que mettra

çois Baroin (Europe 1), Richard Bellet (l'Evénement du jeudi), Olivier Biffaud (le Monde), Gilles

Bresson (Libération), Bernard Che-meillard (le Parisien), Sophie Huet (le Figaro), Elise Karlin (France-In-ter), Paul-Henri du Limbert (Associated Press), Pascal Paradou tis), Thierry Thuillier (TF 1), Isabelle Torre (RTL) et Sabine Wibaux (AFP).

ela levée immédiates de acette mesure inacceptable ». « Ainsi ce parti qui se donne des airs démocratiques prétendrait choisir les journalistas pouvant ou non assister à ses manifestations », a déclaré, de son côté, le Syndicat national des journalistes CGT, qui demande eaux pouvoirs publics de prendre toutes les mesures pour assurer la liberté d'information sur le territoire français ».

(RFI), Bruno Roger-Petit (France 2), Charles Sanviti (France 3), Michel Soudais (Poli-Pour leur part, le SNJ et la CFDT de Radio-France se sont einsurgés » contre « cet acte autoritaire», qui crévèle la vraie nature du Front national ». Ils réclament

ANDRÉ LAURENS

soient aussi. A ce sujet, on atti-

rera aussi l'attention sur une entreprise éditoriale déjà signalée dans le Monde mais qui trouve naturellement ici un nouvel écho : il s'agit de la collection « Nations d'Europe » dirigée par Serge Berstein et Pierre Milza. A concurrence d'un volume par pays, l'histoire de chacun das Etats membres de la CEE est présentée à la fois dans son originalité nationale propre et dans la perspective européenne. Il est revenu à Pascal Balmand de traiter de la France, ce qu'il fait dens le cadre d'une narration classique et d'un découpage privilégiant les temps proches et présents de cette histoire. Il observe que la France d'aujourd'hui e résulte de l'Histoire bien plus que de la géographie, qu'elle procède de l'action des homme devantage que du poids de la nature ». C'est una première explication des pesanteurs historiques recensées par Suzanne Citron. Il y a aussi la fait que la constitution de l'identité nationale a été « étroitement associée à la guerre et à l'essor d'un Etat monarchique centralisé», avant de se reconnaître dans le moule républicain et l'expression d'un nationalisme qui, selon Pascal Balmand, a pu être « ouvert ». dans la tradition de Michelet, ou efermé», dans la conception des mouvements autoritaires, populistes, xénophobes, antisémites. dont nous vérifions encore la récurrence.

► L'Histoire de France autrement, de Suzanne Citron. Les Editions ouvrières, 248 pages, 130 F.

 Histoire de la France, coll. Nations d'Europe », de Pascal Balmand. Hatier, 445 pages.

) sida,

e pro-eservé cteur ploba-(...). eule-1985

sion état indo jou-nire i les ŧυ

« En novembre 1991, puis au mois d'avril 1992, le journal le Monde relançait le débat sur l'affaire du sang contaminé, centré, jusque-là, sur le drame des hémophiles, en mettant en cause l'incidence des collectes de sang dans les prisons françaises sur la propagation post-transfusionnelle du virus du

sida.

« En particulier, l'enquête publiée dans les numéros des 11 et 12-13 avril 1992 du quotidien, sous le titre « Contamination : le sang des prisona », sous la signature de Jean-Yves Nau et de Franck Nouchi, imputait, pour l'essentiel, le nombre élevé de sidas post-transfusionnels en France, par rapport à d'autres pays européens, aux déci-

sions « de nombreuses autorités médicales, sanitaires ou judiciaires qui avaient facilité ou multiplié les collectes de sang en prison », puis en avaient « décidé, de manière trop tardive », l'arrêt. Ces

décidé de manière trop tardive », l'arrêt. Ces conclusions étaient appuyées sur un certain nombre de faits précis.
» C'est sur ces faits, ainsi que, d'une manière générale, sur la pratique des collectes de sang en milieu pénitentiaire que le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des affaires sociales et de l'intégration et le ministre de la santé et de l'action humanitaire ont confié, par lettre en date du 13 avril 1992, une mission d'enquête administrative conjointe à l'inspection générale des ser-

» Ce rapport a été communiqué

aussitôt au docteur Roux et à Mª Ezratty. Les informations qu'il

contient seront consignées dans des courriers adressés par le docteur Duedan à M. Hervé et à M. Calavia,

conseiller au cabinet du premier ministre, le 2 août 1985.

ministre, le 2 août 1985.

» M^{ass} Ezratty réagit aussitôt en téléphonant et faisant téléphoner aux DRSP pour leur demander de ne plus se prêter aux collectes. Personne n'a souvenir de ce message, dont la mission a cependant recueilli plusieurs indices aitestant l'existence.

» Le docteur Roux ne prend aucune décision d'arrêt ni même aucune décision dans l'immédiat.

Un passage « censuré » » Au mois de septembre, la DGS tablit un projet de circulaire sur l'in-

formation des donneurs de sang des-

tinée aux DDASS et DRASS dans

lequel elle insiste sur les précautions à prendre lors des collectes dans les

prisons, dont elle n'envisage pas, par

M. Weisselberg, conseiller technique, M. Rimareix, directeur du cabinet de

M. Hervé, qui pensent qu'ils n'ont

pu le faire qu'après avoir en un contact avec le cabinet du garde des sceaux et à la demande de celui-ci.

Le cabinet du garde des sceaux le conteste en faisant observer qu'il n'aurait eu aucune raison de faire

obstacle à ce qui était envisagé par la

» M. Roux indique qu'à l'automne 1985 il a proposé à M. Hervé, qui n'a pas souhaité donner suite, qu'un arrêté interministériel soit pris pour interdire les collectes en prison. M. Hervé n'a

conservé aucun souvenir de cette

débat à nouveau du problème des

prisons. La discussion débouche sur

l'envoi par l'ADTS et la SNTS aux

ETS d'une lettre commune leur « déconseillant très fermement » de

» Sous l'effet conjugué des mises en garde téléphoniques formulées par la DGS en exécution des décisions du CSI du 10/6/1985, du message

du CSJ du 10/6/1983, du message téléphonique de l'AP transmis par téléphone en août 85 aux directeurs régionaux des services pénitentiaires, des lettres communes ADTS-SNTS, enfin, du 20 juin 1985 et de novem-bre 1985, les ETS arrêtent massive-ment de crillettes en rejient à servi-

ment de collecter en prison à partir des mois de juillet et août. Certains

poursuivront néanmoins, sans susci-ter de protestation des administra-

tions pénitentiaires et de la santé leur activité, dont les conséquences sur la

contamination seront toutefois réduites puisque le dépistage systé-

matique, entré en vigueur le 1/8/1985, permet d'éliminer la plu-

collecter en milieu pénitentiaire.

» Le 7 novembre 1985, la CCTS

» Ce passage est censuré par

conséquent. l'interdiction.

vices judiciaires (IGSI) et à l'inspection générale des affaires sociales (IGAS).

a Eu égard à l'ampleur du sujet, à l'importance de ses enjeux, à l'exigence, surtout, de la vérité qu'il suscite en raison de sa gravité, les investigations devaient être aussi complètes que possible. Ceci explique que le délai d'un mois qui était imparti aux inspections pour déposer leur rapport n'ait pu être respecté, en dépit, d'une part, de la priorité qu'elles ont attachée à cette mission et des moyens qu'elles y ont affectés – trois membres de chacun des deux corps y ont participé, – et, d'anire part, du concours que iui ont apporté les services et les personnes auxquels elles ont eu recours. »

« L'administration de la santé a failli à sa mission »

« Les collectes de sang en milieu pénitentiaire – pratique ancienne qui remonte à 1954 et à laquelle avaient recours la plupart des pays voisins de la France ont sans doute débuté à la descarde de fabliquement de trans demande des établissements de trans-fusion sanguine (ETS), qui ont tou-jours mis en avant leur nécessité pour satisfaire un besoin de sang grandissant. En fait, si l'on considère que ce type de collecte n'a représenté en onze ans – de 1980 à 1991 – de 0,22 % de l'ensemble des prélève-ments de sang, on est conduit à pen-ser que l'intérêt économique qu'elles présentaient en raison de leur facilité a pu constituer la motivation essendemande des établissements de transa pu constituer la motivation essen-tielle des préleveurs.

» Quoi qu'il en soit, les collectes carcérales étaient aussi souhaitées par les détenus pour diverses raisons (rupture de la monotonie de la vie, manifestation de solidarité...) et elles étaient admises par l'administration pénitentiaire (AP) qui voyait en elles un moyen de valoriser l'image de la prison tout en favorisant la réinser-tion sociale des condannés. Il aurait d'ailleurs été difficile pour l'AP de faire obstacle au don du sang qui est un droit atraché à la personne, alors que la privation de liberté s'analyse en une simple restriction de la liberté d'aller et de venir.

» Rien ne permet de penser que l'AP voyait dans les collectes en prison un moyen de maintenir l'ordre dans les établissements ou de fournir une distraction aux détenus et il est démontre que, contrairement à une idée largement répandue, il n'y avait pas de lien entre le don du sang et les réductions de peine.

» En réalité, les collectes constituaient pour les établissements pénitentiaires une charge indéniable et une source d'insécurité. C'est sans doute pourquoi une note du 7 août 1963 de l'AP les a limitées à deux par an et par établissement (la régle-mentation Santé publique prévoit un maximum de cinq prélèvements par

Instructions « à contre-temps »

an pour les hommes).

» Fin 1982, à la demande du CTS de Marseille, l'AP a envisagé d'assou-plir les restrictions. Le projet de note

dans une formulation qui, contraire-ment à l'intention initiale de ses ment à l'intention initiale de ses auteurs, laissait entendre que l'objec-tif recherché était l'accroissement du nombre des prélèvements, et sans consultation préalable de la DGS ou de l'IGAS qui, dans le cadre du « décloisonnement » de la médecine pénitentiaire, s'était vu confier l'ins-pection sanitaire des prisons. Ces ins-tructions étaient manifestement à tructions étaient manifestement à contre-temps dans la mesure où, le 20 juin 1983, la direction générale de la santé, prenant une position « en pointe » eu égard aux incertitudes scientifiques sur la transmission du virus du sida avait, par circulaire, recommandé aux ETS de prendre

des raisons mal connues - signé par Mª Ezratty que le 13 janvier 1984,

des précautions pour identifier les donneurs à risque - toxicomanes et homosexuels notamment - et de réserver leur sang à la préparation de plasma inactivé. Mais l'AP ignorait plasma inactivé. Mais l'AP ignorait cette circulaire qui ne lui avait pas été transmise par la DGS. Ceci peut s'expliquer en premier lieu par le fait que le lien prison-toxicomanie n'était pas encore aussi évident qu'aujour-d'hui, en second lieu par le fait qu'il appartenait aux ETS responsables de la qualité des collectes d'appliquer partout les recommandations de prudence qu'ils avaient recues et d'écardence qu'ils avaient reçues et d'écar-ter les donneurs à risque. L'AP n'avait, par ailleurs, reçu aucune information de quiconque susceptible de la conduire à mesurer l'inopportunité de son initiative. Il est donc difficile de la considérer comme fau-tive. En tout état de cause, il n'est pas démontré que la note ait eu un impact évident puisque l'on constate en 1984 une que setabilité du sate

prélèvements en prison par rapport à 1983. » En revanche, il est certain que les collectes en prison, qui ont cessé globalement au cours du deuxième trimestre 1985, se sont prolongées tardivement, et même jusqu'en août 1991 dns un EP à Saint-Denis de La Réunion, et ont eu un impact impor-tant sur la contamination. Pour l'année 1985, première année à partir de laquelle, les dons étant testés, on peut effecuer un calcul, il apparaît que 25 % de l'ensemble des unités

bre des collectes et du volume des

contaminées prélevées en France pro-venaient des prisons (qui n'ont fourni que 0,37 % du sang prélevé dans toute la population française en 1985), chiffre nettement supérieur à celui des collectes dans les rues de Paris, autre lieu à risque, qui n'était néanmoins pas négligeable puisque de l'ordre de 14%.

» Il est indiqué que ces chiffres concernent des unités contaminées et non la proportion des personnes

» Au cours de la journée d'étude de la Société nationale de transfusion sanguine (SNTS) du 29 février 1984, dont les travaux seront publiés en septembre 1984 dans une revue spé-cialisée de la transfusion sanguine, le danger des collectes carcérales du fait notamment du virus de l'hépatite, dont sont fréquemment porteurs les toxicomanes, apparaît pour la pre-mière fois. Il est également signalé que certains ETS ont cessé de collecter en prison et que la circulaire de la DGS de 1983 est mal appliquée.

la DGS de 1983 est mal appliquée.

» La commission consultative de transfusion sanguine (CCTS), qui joue un rôle de conseil du ministre de la santé et dans laquelle siègent des directeurs d'ETS qui prélèvent des détenus, n'évoque cependant pas le problème des prisons au cours de sa réunion, le 22 novembre 1984, qui suit la publication de la journée d'étude de la SNTS. Les débats ne portent que sur les mesures à prendre en vue de faire mieux appliquer la circulaire DGS de 1983 : ce sera l'objet d'une nouvelle circulaire de la DGS, en date du 16 janvier 1985, qui – fait exceptionnel dans les relations Etat-médecins – évoque la possible mise en jeu de la responsabilité des ETS qui n'appliqueraient pas les des ETS qui n'appliqueraient pas les

dispositions de la circulaire du 20 juin 1983. » Certes, les communications présentées lors de la journée d'études de la SNTS et les connaissances scienti-fiques de l'époque ne fournissent pas les certitudes nécessaires pour conduire à une suspension des col-lectes dans les établissements pénitentiaires. Mais l'occasion a été man-quée par la CCTS d'étudier le

problème en vue d'avancer sa solu-» Le danger des collectes en prison ne sera examiné sur un plan admi-nistratif que le 7 juin 1985. Ce sera à l'initiative de M™ Ezratty, qui vient d'être alertée par le docteur Espi-noza. Elle le fait dans le cadre d'une réunion restreinte à laquelle elle convie le docteur Brunet, de la DGS, l'IGAS et le docteur Clavel, de l'Ins-

titut Pasteur. » Le professeur Roux, DGS, à qui le docteur Brunet propose à l'issue de la réunion d'adresser une circulaire aux ETS pour leur demander de suspendre les collectes jusqu'à la mise en œuvre du dépistage systématique, répond que les ETS sont «majeurs, compétents, responsables »; qu'il leur appartient de décider et qu'il y a lieu seulement de leur demander de

redoabler de prudence. » La question sera débattue trois jours plus tard, le 10 juin 1985, devant le Comité santé-justice (CSJ) auquel, en dépit de l'invitation de M∝ Ezratty, le docteur Roux n'as-siste pas. Il est décidé que les collectes en prison ne seront pas suspen-dues mais que les ETS seront sensibilisés téléphoniquement par la DGS sur leur danger. La DGS dit

Pos sur leur tranger. La 1906 un l'avoir fait. » Le 20 juin 1985, la CCTS se réunit. Elle aborde pour la première fois, à l'initiative du docteur Brunet, le problème des collectes en prison et décide que l'ADTS et la SNTS adresseront une lettre commune aux ETS pour leur recommanderles plus grandes précautions lors des collèctes en établissements pénitentiaires qu'«il est du reste souhaitable d'éviter dans la mesure du possible». » Le 20 juin 1985, M= Ezratty et

le docteur Roux sont alertés par un rapport du docteur Espinoza sur l'importance du nombre des sujets à risque dans la population de la mai-son d'arrêt de Fresnes.

» Le le juillet le CSJ se réunit à nouveau. Le danger des collectes en prison fait l'objet d'un débat, mais il n'est pas décidé de les arrêter. Il est indiqué toutefois qu'elles doivent être entourées de précautions et que celle qui est prévue le 12 juillet au grand quartier de Fresnes n'aura lieu que dans la mesure où elle peut être

systématique qui fera apparaître que les collectes de sang doivent impérativement cesser, alors que l'on pouvait penser jusque-là, compte tenu des connaissances de l'époque, qu'un crible clinique sérieux joint au dépistage biologique dont la mise en œuvre systématique était imminente, était de nature à écarter les donneurs à risque même dans les prisons. par le sang collecté dans les prisons aurait sans doute été bien momdre si les prescriptions des circulaires du 20/6/1983 et du 13/1/1985 de la DGS avaient été appliquées stricte-ment, mais certains centres ne les ont pas prises au sérieux.

» - La CCTS, où siègent pourtant de hauts spécialistes de la transfusion et des directeurs d'ETS, n'a pas perçu aussi tôt qu'elle l'aurait pu et l'aurait dû les véritables dimensions du problème des collectes en prison. Les positions qu'elle a prises tradui-sent ses hésitations et son manque de fermeté.

était de nature à écarter les donneurs à risque même dans les prisons.

» Le deuxième rapport que le docteur Espinoza établit le 26 juillet 1985 démontre en effet que le dépistage clinique n'est pas fiable, que le dossier médical pénitenciaire ne constitue pas un filtre satisfaisant, que le dépistage biologique, enfin, ne peut être considéré comme efficace à 100 %, et que pour toutes ces raisons le CTS de Créteil a décidé de suspendre les collectes en prison et d'informer les autres ETS de l'Île-de-France.

» Ce rapport a été communiqué » L'administration de la santé : pris en 1983 et au début de 1985 une position de pointe qui contraste avec son retrait par la suite. En partiavec son retrait par souther, en n'adressant pas, notamment aux ETS des instructions officielles pour faire cesser les collectes, mesure qui s'imposait de manière incontournable au début du mois d'août 1985, elle a failli à sa mission. » – L'administration pénitentiaire a fait preuve de rapidité pour soule-ver le problème des collectes en pri-

son des qu'elle a en connaissance de son importance, par le docteur Espi-noza. Elle n'est pas intervenue pour noza. Elle n'est pas intervenue pour que les collectes se poursuivent et s'en est remise jusqu'au mois de juillet 1985 aux avis qui étaient exprimés dans le cadre du Comité santéjustice, où siégeaient des médecins. Lorsqu'elle a su, fin juillet 1985, que ces collectes devaient impérativement cesser, elle a fait passar un message en ce sens aux établissements pénitemiaires en utilisant la voie téléphonique, car elle estimait qu'en donnant des instructions écrites oui nant des instructions écrites qui seraient immanquablement parvenues à la connaissance du personnel et des détenus, elle aurait attiré l'attention sur le niveau de séropositivité des prisons, suscité une crainte de

contagion et accentué un mouvement de panique qui s'était déjà manifesté au début de l'été. » Il lui est fait grief d'avoir choisi la voie téléphonique, qui était insuffi-sante au regard des enjeux en causa. Néanmoins, la mission, prenant en considération la situation à laquelle M= Ezzatiy devait faire face et le fait qu'un message a tout de même été délivré par elle, considère cette

rapport à celles dont la DGS est

» - L'attitude du conseiller techni-» – L'attitude du conseiller technique du premier ministre, qui n'a pas gardé souvenir du courrier du docteur Duedari et pense qu'il a dû le transmettre à la DGS, n'appelle pas de critique particulière dans la mesure où ce courrier ne nécessitait pas un arbitrage interministériel et faisait état d'un processus administratif et cours. tratif en cours.

» - Augune disposition n'a été prise pour mettre en place un dis-positif de contrôle de l'exécution des recommandations ou décisions qui avaient été prises concernant les col-lectes en prison. Les quelques informations qui sont remontées jusqu'au niveau central et dont il résultait que les collectes se poursuivaient au-delà de l'été 1985 ont été négligées.

» - Les enquêtes internationales lancées par la mission n'ont obtenu que peu de réponses. On peut cepen-dant considérer que la France n'est pas le seul pays européen à avoir poursuivi les collectes en milieur pénitentiaire, et rares sont les pays dans lesquels existent des instruction écrites officielles interdisant ou régle-mentant les collectes auprès des déte-

» Les défaillances ou insuffisances qui précèdent ont été favorisées par des causes structurelles, à savoir notamment :

» – Une conception des relations Etat-médecins qui fait une place trop grande à la liberté et à l'indépen-dance médicale lorsque se pose un problème de santé publique;

 Un manoue de crédibilit légitimité et de moyens de la DGS; » - Une organisation de la trans-fusion sanguine qui ne facilite pas la circulation de l'information entre les ETS et entre ceux-ci et la DGS, et qui est fondée sur l'indépendance des

» - Une organisation sanitaire des prisons qui n'assure l'échange d'infor-mations ni entre les médecins des établissements ni entre ceux-ci et l'administration centrale, et un manque de moyens qui ne met pas tou-jours les médecins pénitentiaires en mesure de bien remplir leur mission.

...et celle de MM. Rimareix et Weisselberg

«Le rapport nous a été commu-niqué le jeudi 5 novembre avec prière de remettre nos observations aux populations à risque; e vendredi 6 novembre. Le temps très court imparti ne nous a pas per-mis de procèder à une analyse détail-lée, ce qui affaiblit le caractère contradictoire du rapport final.

» Nous le regrettons d'antant plus vivement qu'une note d'étape dont nous n'avons pas été destinataires s'est trouvée très largement diffusée et commentée par les médias le mer-credi 4 novembre.

» Cette fuite, les présentations sans appel qui out été faites, ne font qu'ajouter au malaise qui entoure le dossier.

» Nous voulons faire quelques temarques:

» – Le Comité santé-justice n'a jamais proposé d'interdire la collecte de sang dans les prisons; cette inter-diction n'existe toujours pas aujour-d'hai.

» – Nous notons une différence de traitement selon qu'il s'agit de l'administration de la justice ou de celle de la santé. Cette différence a d'autant moins de raison d'être qu'il y a toujours en entre ces deux administrations, comme le note d'ailleurs le rapport, une étroite coopération et une réelle compréhension, même s'il appraît que les débats ont été parfois vils.

vifs.

* - Les rapporteurs se trompent lorsqu'ils écrivent page 166 que M. Roux et M Ezratty ont pensé que la mise en place du dépistage garantissait contre tout sida postitranfusionnel. La circulaire du 2 octobre 1985 prouve exactement le contraire: ... « La mise en place de la détection systématique des anticorps anti-LAV sur chaque don de sang ne se substitue en aucune façon aux mesures d'exclusion du don qui resient en vigueur...»

* - Cette circulaire vise expressions de la contraire de la contraire

» – Il n'était pas proposé dans le projet de circulaire la suppression ou la suspension des collectes de sang dans les prisons;

 Le cabinet a corrigé les dis-positions qui précisaient que des pré-cautions devaient s'appliquer de la façon la plus stricte dans les établissements pénitentiaires; il a en effet estimé que ce paragraphe risquait de focaliser la vigilance des établisse-ments de transfusion sanguine sur les seules prisons qui n'étaient malieureusement pas les seula endroits à risque. Fallait-il par exemple aussi

dresser la liste de tous les quartiers «chauds» des grandes villes? » - Il nous paraissait nécessaire de prendre des précautions aussi strictes pour les collectes dans un certain nombre d'endroits chauds dans la mesure où, avec la majorité des experts, nous pensions que la mise en place récente du dépistage obliga-toire sur les dons de sang allait pro-voquer un afflux de donneurs à ris-que dans un certain nombre de

» En résumé, le rappei ferme des recommandations générales sur les précautions à prendre pour exclure du don du sang les personnes à risque nous a paru la formule la plus officare. efficace;

» - Enfin, nous ne pouvons accep-"- Finn, nous ne pouvons accepter l'affirmation péremptoire des rapporteurs selon laquelle l'administration de la Santé a failli à sa mission.
Nous tenons à souligner avec force
qu'il y a à la Direction générale de la santé, à tout niveau de responsabil santé, à tout niveau de responsabune, des hommes et des femmes compétents et responsables, tout entiers dévoués à leur mission. Dans un contexte médical et scientifique aussi complexe et rapidement évolutif, leur action a souffert du manque de dans la mesure où elle peut etre dans le mois de novembre 1985 sont dans la mesure où elle peut etre dans le mois de novembre 1985 sont inexcusables. (lettre de rique.

» C'est précisément ce dépistage

» Par ailleurs, la contamination (a recommandé aux établissements de l'expertise.»

A STATE OF THE STA

La réponse de Mª Ezratty...

réserve d'éléments nouveaux qui résulteraient d'observations formu par d'autres personnes auxquelles le rapport à sans doute été également communiqué, je n'ai pas de contesta-tion majeure à élever sur le déroulement des faits pendant la période où j'étais directeur de l'administration pénisentiaire, tel qu'il a été relaté avec beaucoup de précision par les

» Je ne souhaite pas davantage faire de commentaires, dont le résultat serait une vaine polémique, sur établissements de transfusion san-guine qui collectaient du sang en pri-

» Je me bornerai donc aux quel-

» I. - Le rapport confirme (pages 15 à 24) que vi l'adminis 15 à 24) que ni l'administration pénitentiaire ni les détenus qui s'y prélaient ne tiraient avantage des collectes de sang; que ces dernières étaient, pour les personnels, une charge ainsi qu'une source d'insecurité ; que, par ailleurs, le don du sang n'avait aucune incidence sur les réductions de peines accordées aux

» L'administration pénitentiaire ne peut que se montrer satisfaite de voir ainsi établie aux yeux de tous la réalité du but qu'elle poursuivait en autorisant depuis de très nombreuses années les collectes de sang dans les prisons: participer à la mission nationale de collecte de sang et ne pas exclure les personnes incarcérées d'une action de solidarité.

» II. - Je tiens à rappeter que et n'a jamais été elle-même collecteur, ce rôle étant exclusivement assumé, comme dans les autres collectivités où se pratique le don du de collecte et, bien entendu, l'utilisa- matière de santé publique.»

«Compte tenu de la brièveté du tion et la distribution des produits délai qui m'a été imparti et sous recueillis relevaient de la seule responsabilité de ces établissements.

» C'est dans ce contexte que doit être appréciée la portée de la note adressée aux directeurs d'établissements pénitentiaires, purement interne a mon administration, que j'ai signée le 13 janvier 1984 pour réduire, conformément aux souhaits exprimés par plusieurs ETS, les restrictions apportées par d'anciennes circulaires à la venue de centres col-lecteurs - et ce, dans les limites prévues par le code de la santé publi-

» Il va de soi que si l'administration pénitentiaire avait, à l'époque ou même postérieurement, été informée par les autorités sanitaires compétentes sur les risques nouvellement apparus, elle n'aurait pas manqué de leur poser la question du maintien des collectes de sang dans les prisons, ainsi qu'elle l'a fait en juin 1985 lorsqu'elle a été saisie du problème par l'un de ses médecins (voir rapport

page 148). » III. - Je m'élève fermement contre le grief qui m'est fait d'avoir choisi, en août 1985, la voie téléphonique - an lieu de donner des instructions écrites - pour demander aux directeurs des services penitentiaires de ne plus se prêter aux col-lectes (voir rapport page 164).

» Il résulte en effet des propres constatations du rapport que la DGS, dûment informée de la situation. avait choisi de s'abstenir d'interdire, par voie d'instructions générales, les prélèvements de sang dans les pri-

» J'estime donc injuste, dans ce contexte, le reproche de « défail-lance » même qualifiée de « secondaire» fait par les auteurs du rapport, alors même que j'ai réagi avec toute la célérité nécessaire ainsi qu'ils sang. par les établissements de trans-fusion sanguine. Ainsi la sélection toute la célérité nécessaire ainsi qu'ils dans la mesure où elle peut être l'ont par ailleurs souligné, bien que accompagnée d'un dépistage systèmasanitaire des donneurs, les opérations n'ayant ni pouvoir ni autorité en tique.

part des dons séropositifs. » L'exposé des événements qui précèdent appelle sur le rôle des intervenants concernés les apprécia-

tions suivantes : » - Les ETS ont disposé, au fil du temps, par les constatations qu'ils pouvaient faire eux-mêmes et par la diffusion de certaines connaissances scientifiques auxquelles il devaient être particulièrement attentifs, d'in-formations qui auraient du les amener beaucoup plus tôt, et notamment dès la fin de l'année 1984, à cesser de collecter en prison, Certains l'ont d'ailleurs fait. Ceux qui ont poursuivi après le mois de novembre 1985 sont

president « in

And the second second

Jal wills.

Carried In The Contract of the militarianistis

Complete States

The Service of Congress -

THE REPORT OF THE PARTY OF THE

Propins Frank : Propins disciplinated resident disposed

The second secon

See & Belle

To

III. cid ble V. VI.

Vo:

...

Charleston A international control of the control THE PROPERTY. THE PER 1884 े अधिक सम्बद्ध

west, se A er inner de raspisation the Affricate THE TRANSPORTER 1000 Tab. 1000 To Janes & Barrier ___ கூறு **சுற்ன**் ந Authorities and Authorities an

THE PERSON .50B A # # 4 forest with in Litte Meter 4 THE PARTS. WILL Carried Se " COL THE the of the Angelow der militer t 1 7 THE 65

> - I francistation : 3" 4 **40%** - was a man or Angelier Mississi against to h 行行。据示方式的

COLUMN AND

W 42 444

A LOS CONTRACTOR OF THE PARTY O

. with w · Francis A CONTRACTOR - . The sie . * *** · 数字类型: 一个村 安徽 San Marie William

Line moral

To the series 4 15 mar 2 Dr. Dr. Ch · JUP NOWARI 1

99. les

sida,

chusion uation, : façon compte santé abouti uation 'S en at des 'tes de

1985

tte

źÜ

CONTAMINE

Un président «indigné»

M. Mitterrand a exprimé son a indignation » au sujet de «la cam-pagne éhontée, immorale, quasiment hystérique contre les hommes politi-ques », déclenchée à propos de cette affaire. Il a invité les membres du convergement a répondre formegouvernement a répondre ferme-ment à cette campagne. En second lieu, le chef de l'Etat a livré son analyse de l'affaire : à ses yeux «c'est un drame qui découle, entre entres, d'une errour d'anyéleties de autres, d'une erreur d'appréciation de la collectivité médicale et de sa len-teur de décision». La conclusion teur de décision». La conclusion qu'il en tire pour les responsables gouvernementaux en fonctions au moment des faits est sans ambi-guîté: « Personne, à l'époque, a-t-il dit, n'aurait fait mieur. »

Les critiques de MM. Lang et Jone, adressées à M. Kouchuer après la présentation par ce dernier de son la présentation par ce dernier de son projet de loi sur la réorganisation de la transfusion sanguine, portaient sur l'opportunité de l'annonce de cette réforme au moment où la polémique fait rage. En fait, les deux ministres, qui ont en commun d'avoir appertenu à l'équipe gouvernementale en place dans les années 1984-1986, reprochaient à leur collègue de la santé — qui n'est arrivé, lui, on'en 1988 au souvernement et qui sante – qui n'est arrivé, lui, qu'en 1988 au gouvernement et qui n's été chargé de ce secteur qu'en avril dernier – de manquer à la solidarité envers ses prédécesseurs en metiant en cause « le laxisme, l'irresponsabilité du le laxisme de laxisme de la laxisme de la laxisme de laxisme de laxisme de laxisme de la laxisme de la laxisme de laxisme de la ponsabilité et la légèreté des respon-sables de l'époque» (le Monde du

Le rôle de M. Konchner

M. Mitterrand ne partage pas cette appréciation. Il crédite, au contraire, le ministre de la santé et de l'action humanitaire d'avoir été le premier à dire au monde médical qu'il a sa propre part de responsabi-lité dans ce drame. On ajoute, à l'Elysée, que la création de l'Agence française du sang (le Monde du 5 novembre) est une réforme qui

ministres responsables de la santé dans le gouvernement de Mª Edith Cresson; il avait été indiqué à M. Kouchner, en avril dernier, qu'elle devait constituer une priorité.

La personnalité du ministre de la santé et de l'action humanitaire représente à l'évidence, pour M. Mitterrand, un atout majeur pour l'effort de communication que le pouvoir doit mener afin de dissi-per les ambiguïtés, d'éclairer les zones d'ombre, d'identifier les res-ponsabilités, bref, de rétablir un minimum de confiance. Cela ne peut suffire, néanmoins, et M. Mit-terrand approuve pleinement le souci, exprimé notamment par MM. Laurent Fabius et Michel Rocard, de faire en sorte que les Français n'aient pas le sentiment qu'une impunité à toute épreuve est accordée aux responsables politi-ques. Aussi souhaite-t-il aboutir, d'une manière ou d'une autre, à ce que les anciens ministres mis en cause le soient non plus dans le seul débat alimenté par les révélations de la presse, mais dans les formes jun-diques d'un procès, su terme duquel leur culpabilité ou leur innocence puisse être clairement établie,

Sur la méthode qui permettra d'y parvenir, en revanche, le président parvenir, en revanche, le président de la République ne s'était pas fait, en fin de semaine, une religion. On considérait, à l'Elysée, que phisieurs voies s'offraient pour contourner l'obstacle politique que constitue la procédure de la Haute Cour en son état actuel. Celle-ci, en effet, confie aux parlementaires, et la mise en accusation éventuelle d'anciens ministres devant cette juridiction, et leur jugement le cas échéant. L'intérêt des anciens responsables gouvernementaux concernés, celui du monde politique dans son ensemble et l'attente des citoyens sont, comme l'a répété M. Fabius, vendredi 6 novembre, sur France-Inter, que in justice fisse rapidement son œuvre, ce que la procédure parlementaire ne garantit pas.

Dans ces conditions, il est possi-ble soit de réviser la Constitution,

comme l'a proposé M. Fabius, afin de confier aux tribunaux ordinaires le jugement des ministres hors les cas de haute trahison; soit, comme le propose le groupe centriste de l'Assemblée nationale, de substituer à la Haute Cour, pour les affaires «ordinaires», une juridiction composée de magistrais de la Cour de cassation; soit — c'est l'idée de M. Rocard — de modifier, par une simple loi organique, la procédure de mise en accusation, qui serait transférée aux magistrais, tandis que le jugement resterait la tâche de la Haute Cour; soit, enfin, comme l'avait suggéré M. Georges Vedel dans nos colonnes (le Monde du 31 octobre), de laisser à la Cour de cassation elle-même le soin d'inverser sa jurisprudeace en renvoyant devant les tribunaux ordinaires les anciens ministres mis en canse. comme l'a proposé M. Fabius, afin

Une commission d'enquête parlementaire

Les suggestions de M. Fabius et des députés centristes ont en commun de nécessiter une révision constitutionnelle. L'initiative de constitutionnelle. L'initiative de celle-ci appartient, pour être menée à bien par la voie du Congrès et non du référendum, au président de la République sur proposition du gouvernement. M. Pierre Bérégovoy a considéré, jusqu'à maintenant, qu'il ne devait s'engager – et avec lu le chef de l'Etat – dans une telle révision qu'à condition d'être assuré d'un consensus parlementaire. Or celui-ci est loin d'être acunis.

Outre que le RPR tient au bénéfice politique, présumé durable, de voir M. Fabius, M. Georgina Dufoix et M. Edmond Hervé traduits devant la Haute Cour telle qu'elle existe aujourd'hui, M. René Monory, président du Sénat s'est vivement démarqué de ses amis cen-tristes de l'Assemblée nationale en expliquant, vendredi sur Europe 1, « que de temps en temps ils parent « que de temps en temps ils partent le nez au vent et qu'après ils s'aper-coivent qu'il y a un obstacle ». « Un pays en bonne santé ne cherche pas à changer sa Constitution quand il y a un problème », a sjouté M. Monory, précisant qu'à ses yeux edans le ci-mat politique actuel, obtenir une majorité des trois cinquièmes [au

Congrès est presque impossible». Il sera difficile, en tout état de cause, au président de la République, de justifier l'engagement d'une procé-dure de révision constitutionnelle portant sur la seule Haute Cour, et cela un an après avoir lui-mê annoncé pour la fin de 1992 un «toilettage» de la Constitution beaucoup plus ambitieux, puisqu'il devait inclure la durée du mandat présidentiel, les pouvoirs du Parlement et le statut de la magistrature.

Une possibilité s'offre à M. Mitterrand. Elle lui avait été suggérée, il y a un an, par M. Edouard Balladur. Elle consiste à mettre en place un comité consultatif constitutionnel, réunissant des responsables de la majorité et de l'opposition qui travailleraient, comme cela avait été le cas pour la Constitution elle-même en 1958, à un projet de réforme consensuel, qui pourrait être soumis soit à un référendum, soit au Parie-ment réuni en Congrès, après les prochaines élections législatives. Cette solution pourrait permettre d'apurer le débat sur les institutions du contentieux politique dont il est actuellement grevé.

La perspective d'une telle démarche pourrait-elle rendre possi-ble un règlement, également consen-suel, de l'affaire du sang contaminé? Rien n'est moins sûr, mais une ini-tiative devrait être prise, là aussi, la semaine prochaine, afin de définir un lieu d'expression parlementaire des interrogations et des soupçons que nourrit ce drame. A l'initiative de M. Fabius, en effet, les socialists demanderont la création à l'Assemblée nationale d'une commission d'enquête parlementaire, qui aurait tout pouvoir d'investigation, et devant laquelle l'ensemble des responsables - politiques, médecins et fonctionnaires - seraient amenés à s'expliquer. Les auditions publiques, désormais autorisées pour de telles commissions, permettraient aux citoyens de s'informer le plus directement possible des déclarations et des positions des uns et des autres. La sanction, si elle doit suivre, sera alors politique, et non judiciaire.

PATRICK JARREAU

sa machine. Une «raison d'Etat:

de transfission.

qui ignore les morts hémophiles, qui nécessite l'équilibre budgétaire et l'auto-suffisance nationale en sang Où est la responsabilité? Certes le docteur Carretta est l'actif responsable pour juillet 1985, mais il est auparavant un inactif responsable et autour de lui il y a une diffusion puis use dilution, une anonymisation de la responsabilité. Les possifs responsables-irresponsables font le gros dos et se font oublier. Finalement, tous les irresponsables-respon-

sables sont heureux que le tribunal qui dès lors victime expiatoire, va se faire renier par l'Ordre des médecins. Sacrifié par la «nomenklatura» techno-médicale et politique, Garretta proteste; ses protestations n'annulent nullement aux yeux de l'opi-nion sa responsabilité, mais la légèreté de sa peine réveille le besoin de châtiment qui surgit dans cha-cune des occasions où il y eu morts en série de victimes innocentes. On vent du coupable, on veut des coupables, et au plus haut niveau, c'est-

à dire politique. Or, il y a un profond déphasage entre le caractère anonyme et dilué de la responsabilité dans la sphère politico-techno-bureaucratique médicale, et le besoin d'une culpabilité personnalisée et bien localisée, qui vient d'un atroce malheur vécu et d'une demande psychologique collective.

lci, il faudrait dire courageuse ment à tous, y compris aux victimes et à leurs familles, qu'ils sont vic-times d'une machine qui détruit la responsabilité, et qu'il faudrait trouver réparation, non pas dans le châtiment de « meurtriers », mais dans l'invention de dispositifs de protection dans et contre la machine afin qu'elle ne puisse commettre l'irréparable dans son propre fonctionnement, lequel entretient inconscience, irresponsabilité, laxisme et enfin cynisme:

a) Un dispositif de vigilance-alerte apte à capter toute information annoncant un danger nouveau;

b) Un dispositif destiné à concevoir les problèmes globaux et à contrôler les processus dans leur

La machine a déjà causé des souffrances innombrables (le sang conta-miné n'est qu'un cas, hélas exem-plaire). C'est un travail civilisationnel de longue haleine que de civiliser la bureaucratie. Mais sans doute pour cela il faudrait, au lieu de faire de la politique et du diagnostic au jour le jour, essayer de réflèchir à ces problèmes et tenter de les penser : « Travailler à bien penser, voilà le principe de la morale», disait Pascal. C'est du moins ce qui éviterait à la morale d'être étouffée.

SPORTS

TENNIS: le tournoi de Paris-Bercy

Guy Forget maître du suspense

Les demi-finales du tournoi open de tennis de Paris-Bercy devalent opposer, samedi 7 novembre, l'Allemand Boris Becker, qui a éliminé le numéro un mondial Jim Courier (7-6, 6-3), au Croate Goran Ivanisevic, vainqueur de l'Américain David Wheaton (6-4, 6-3). Guy Forget, qui a éliminé à l'arraché le Suédois Stefan Edberg (6-7, 7-6, 6-4), devait rencontrer le Suisse Jakob Hlasek, qualifié après le forfait d'Henri Leconte, victime d'une déchirure du tendon d'Achille.

Guy Forget revient de très loin. Mercredi, contre son compatriote Olivier Delaitre, il a bien manqué d'être éliminé dès le premier tour de l'open de Paris, victime de trois balles de match qu'il a finalement esquivées avec un sang-froid de neur. Jendi, le héros se repossit en disposant facilement d'Arnaud Boetsch, Vendredi, Guy Forget a récidivé dans le suspense et le mira-

Mené d'une manche à rien et qua-tre jeux à zéro, il a été menacé par sept fois de perdre le cinquième jeu du deuxième set face à un Stefan Edberg survolté. Mais Forget s'est rebiflé. Front baissé, mâchoire serrée, il a tenu bon, histoire d'éviter la correction promise et effectuer pour le moins une sortie honorable. Un ace par-ci, un retour sur la ligne pur-là, des courses de sprinter pour renvoyer les traits inaccessibles, Forget a consciencieusement remonté la mente à circu ieux à quatre et deux pente. A cinq jeux à quatre et deux balles de match contre lui, il savait la débâcle évitée. Il pourrait quitter le court la tête haute.

Mais la victoire est capricieuse. En dépit de ces deux balles de match, Stefan Edberg n'a pas conclu. Guy Forget a fini par s'adjuger la deuxième manche et a terminé en trombe une partie formideble de finsons, de terreur et d'émotion, porté par un public au bord de l'hystérie.

« l'ai essayé de me désintéresser complètement du score en jouant cha-que coup comme une balle de match. Je ne pensais pas gagner cette partie. Le tennis est vraiment un jeu incroya-Le tennis est waiment un jeu incroja-ble», commenta le vainqueur encore héberiué par l'aventure. Incroyable match, effroyable guerre des nerfs. Elle promet de joyeux cauchemars au vaincu. Tour à tour, parfois en duo, les deux adversaires ont joué à leur meilleur siveau. Edberg, tout d'abord, exécutant lors d'un récital sans fausse note son impeccable ser-

saire de fulgurants revers croisés. Un délice. Forget, ensuite, envahi par la «gagne», sœur jumelle de celle du tricolore Henri Leconte; Forget, au talent culotté, flirtant avec les limites d'un court devenu trop grand pour le

Il y a un an, le Français aurait perdu une telle rencontre, lâché par des nerfs d'argile. Depuis, il a gagné à Paris son premier grand tournoi. Un mois plus tard, il a apporté le point de la victoire à la France dans la Coupe Davis en battant Pete Sampres. Ces deux exploits ont trans-formé ce joueur fragile en bloc de confiance. Ce granit, Guy Forget ac l'a pas encore vraiment travaillé. Il n'a gagné qu'un seul tournoi, cette année, à Toulouse. Remportera-t-il l'Open de Paris? Il ne sait pas. Pour l'heure, il a la tête dans les étoiles, au-delà de toute réalité, comme un miraculé qui vient de frôler la mont : « Un match comme celul-ci restera à jamais gravė dans ma mėmoire comme une délivrance. Une rencontre que je raconterai à mes petits-en-fants o

BÉNÉDICTE MATHIEU

Philippe Chatrier raccroche

Après vingt ans de règne à la présidence de la Fédération française de tennis (FFT). Philippe Chatrier a annoncé, vendradi 6 novembre, qu'il ne se représenterait pas pour un sixième mandant lors de l'assemblée générale qui se tiendra les 6 et 7 février 1993.

L'ancien président de la Fédération internationale de termis, âgé de sobrante-quatre ans, invoque des «raisons personnelles s. il n'est pourtent pas question de retraite pour la président de la FFT. Membre du Comité international olympique depuis 1990, il est chargé de la programmation pour les Jaux olympiques de l'an 2000. Cet épineux dossier sera présenté en septembre 1994 au Congrès olympique de Paris.

La préparation de la Coupe du monde de football

Les élus de Seine-et-Marne critiquent le projet de Grand Stade à Nanterre

6 novembre, au cours d'une conférence de presse, leur projet de Grand Stade à Sénart, les élus de Seine-et-Marne ont vivement critiqué la dossier de Nanterre et annoncé qu'ils devaient rencontrer M. Pierre Bérégovoy la semaine prochaine.

Les élus de Sénart (Seine-et-

Marne) n'apprécient pas du tout de voir la candidature de Nanterre (Hauts-de-Seine) pour l'implantation du futur Grand Stade « occulter » leur propre dossier. Vendredi 6 novembre, ils ont, une nouvelle fois, présenté leurs arguments, et vivement critiqué à cette occasion le projet défendu le 30 octobre par M. Charles Pasqua, président du conseil général des Hauts-de-Seine (le Monde du 3 novembre), « Pour que M. Bérégovoy décide de désavouer M. Rocard (1), il faudrait que le dossier de Nanterre présente des avanters désariés par append à chié de tages objectifs par rapport à celui de Sénart, ce qui n'est pas le cas», a déclaré M. Jean-Jacques Fournier, président du Syndicat d'aggloméra-tion nouvelle (SAN) de Sénart, su nom des maires des différentes communes concernées.

Comparaison des coûts

«Le seul argument en faveur d'une telle implantation est sa situation géo-graphique : 12 icilomètres du Châtelet graphique: 17 kilomètres du Châtelet en vingt minutes, contre 30 kilomètres et dix minutes de plus de transport pour se rendre à Sènaris, a reconnu M. Fournier. Pour le reste, il a dénoncé le manque de polyvalence du projet de Nanterre: absence de pistes d'athlétisme permanentes et d'équipements d'accompagnement pour les sportifs: «Nanterre a été est du moins ce qui pour les sportifs : «Nanterre a été conçu avant tout comme un parc d'exposition et une salle de spectacles, équipements qui existent déjà en lle-

En défendant vendredi de-France »Les autoroutes, l'ouverture d'une liaison par RER, et la construction d'une gare TGV d'interconstruction à une gare (CV à inter-connexion, qui permettront de des-servir l'ensemble du pays, sont, par contre, aux yeux de M. Fournier, des saouts plus importants que les «faci-lités à accès à Nanterre pour les seuls habitants de l'Ouest paristen». Il a ègalement dénoncé «l'implantation d'un parking en bordure de Seine et à la Défense ». Eafin, M. Fournier a jugé « dangereux » les accès prévus au stade de Nauterre.

Les élus de Sénart rappellent que le coût total de leur projet (1,4 milliard) est beaucoup moins élevé que celui de Nanterre (2,5 milliards de francs). Ils comparent leur propre demande de participation des collectivités publiques (450 millions de tivites publiques (450 millions de francs) aux « exigences » de la . SEM 92 : «500 millions de francs du département et de la région, cession d'un terrain de 40 hectares, paricipation de 100 millions de francs d'EPAD (Etablissement public d'aménagement de la Défense), 600 millions de francs de f lions de francs pour la couverture de l'autoroute, prise en charge du trans-port hectométrique entre La Défense et le stade.»

Enfin, les élus de Sénart affirment que le groupe Spie-Batignolles-Fouge-rolle SAE reste « toujours très intéressé» par la construction et la gestion de leur stade. Ils affirment que le concessionnaire pourrait amortir investissement et fonctionnement avec une dizaine d'événements seule-ment chaque année. Ils confirment que 300 000 mètres carrés de droits à construire à dominante économique seraient accordés avec la construction du Grand Stade.

CHRISTOPHE DE CHENAY

(1) En février 1991, la ville nouvelle de Sénart a officiellement été désignée par M. Michel Rocard, alors premier ministre, pour accueillir l'encente de 80 000 places indispensable pour organiser la Coupe du monde de football en 1998.

Cherchez l'irresponsable

A cette époque il apparaît que la maiadie peut être transmise par le sang. L'information prend ua certain temps à se diffuser dans le milien médical, puis est généralement admise en mi-1984;

2) Dès juin-juillet 1983 on relève un nombre élevé d'anomalies du système immunitaire chez des bémophiles français, et trois cas de patients probablement infectés sont signalés chez des hémophiles hétérosexuels perfusés. Certes, à l'époque, on peut peuser que la séropositivité n'entraîne pas nécessairement la maladie elle-même, mais on sait qu'elle en comporte un risque;

3) Le virus peut être inactivé par le chauffage du sang; la démonstra-tion en est fournie à partir d'une étude réalisée en mai 1984 après qu'une vingtaine de jeunes hémo-philes italiens, qui ont reçu des pro-duits chanfiés, se sont révélés tous

4) Des produits chauffés peuvent être à la disposition des hémophiles français afin de « rédnire la conta-mination virale». Ils sont proposés par lettres de la firme américaine Travenol-Hyland des 4 et 10 mai 1983 aux docteurs Allain et Gar-

De plus, les services centraux de l'administration out, à diverses reprises, reçu des informations alarmantes, notamment celles des docteurs Leibovitch (hôpital Poincaré) et Pinon (hôpital Cochin), qui diffusent sans effet notable les résultats d'une enquête terminée fin 1984, puis alertent l'Assistance publique et la Direction de la santé en février 1985. L'information est connue désormais fin 1984 connue désormais fin 1984 début 1985, mais tout se passe comme si ses conséquences étaient mises entre parenthèses jusqu'à l'été 1985. De fait, les avertissements et alarmes qui viennent toujours de la périphérie du système de santé, c'est-à-dire de médecins et habitet chercheurs qui travaillent en hôpital au contact des hémophiles, ne sont arrivés au cœur du système qu'à force de se multiplier et au terme d'un temps considérable.

Le problème moral occulté

Et, bien qu'il soit possesseur de la quadruple information, le docteur Garretta donne l'ordre au début de l'été 1985 de vendre le stock de produits non chauffés jusqu'à épui-sement, prenant en toute conscience sement, prenant en toute conscience une décision qui se révélera fatale

. . . .

Garretta qui prend la décision de continuer à vendre les produits non

Les causes de la résistance passive à l'information qui dérange sont intrinsèques à l'organisation techno-bureaucratique, c'est-à-dire ici la machine administrative médicale de la santé publique. D'une part, la bureaucratie avec ses paliers hiérarchiques et sa répartition des tâches mation aux sommets qui décident. D'autre part, la spécialisation mor-cèle les problèmes et en compartimente les fragments, ce qui fait que les experts, responsables d'un seul secteur, se sentent irresponsables de l'ensemble, Enfin, les commissions, si utiles en principe pour soulever les débats, jouent dans le monde techno-bureaucratique un rôle qui dissout la responsabilité dans le vote collectif anonyme. Ainsi, l'univers techno-bureaucratique transforme les individus qui lui sont soumis en données quantifiées anonymes, et il tend à susciter des décisions ano-

En bref, la techno-bureaucratisa-tion de la santé occulte le problème moral et dissout le problème global. Ajoutons que la présence de méde-cins dans le complexe administratif médical fournit à l'incurie la justification du « doute » scientifique. Autant, dans le cas d'une recherche scientifique, une seule expérience, une seule enquête ne suffisent pas, et demandent à être confirmées par d'autres expériences et enquêtes, autant dans une affaire concernant vie et santé, le fait de négliger une expérience ou une enquête signalant un danger amène à différer les plus

ntaires mesures de prudence. Le «doute scientifique», la néces-sité d'avoir plusieurs rapports, confirmations, etc., sont ici de véri-tables anesthésiants qui différent les mesures urgentes de prudence. Le doute ici favorise l'inaction et non la précaution. La «prudence scientifi-que» va justifier la carence. La collecte du sang et l'usage imprudent puis impudent des produits non chauffés vont se poursuivre.

La présence de médecins dans l'administration de la santé procure à celle-ci une immunité particulière. La solidarité entre confrères, et plus largement une solidarité de caste, feront que seuls quelques médecins isolés s'élèveront contre une administration dirigée par des confrères. Pas une tribune libre dans la presse, pas un seul article au vitriol de la

lui est pas soumis. En même temps l'argent va jouer son rôle dans cette affaire : l'argent d'Etat, c'est-à-dire les budgets pré-établis qu'il est si compliqué de modifier, à quoi s'ajoutent les consignes d'auto-suffisance économique pour ce qui est devenu une industrie du sang: l'argent de l'intérêt reprend de privé gent de l'intérêt personnel ou privé avec la création ultérieure des sociétés-bidons relevant d'Espace-Vie. avec fortes rémunérations pour les présidents, secrétaires généraux, membres des conseils d'administrations; l'argent du bénéfice ou du non-déficit avec l'exportation des produits mortels.

Et dans ce cadre la poursuite d'une carrière honoritique et lucra-tive pousse le haut administrateur-médecin ambitieux et peu tourmenté par le syndrome de culpabilité – en l'occurrence le docteur Garretta – à fermer les yeux sur lui-même et sur les hémophiles pour apparaître en administrateur modèle et s'élever au

Civiliser la bureaucratie

Tout cela est possible en 1985 sans scandale ni même remous ; les victimes constituent une minorité dispersée, ne disposant d'aucun lobby politique ou autre. Les inquié-tudes des malades sont apaisées par les médeoins rassurants. Les familles sont calmées par les administrateurs rassurants. Nul ne peut imaginer que l'élite de la santé puisse être capable même de négligence. Ainsi les hémophiles peuvent mourir individuellement. Le forfait est presque parfeit la faille analques aprées parfait. Il a fallu, queiques années plus tard, alors que tout aurait du être ignoré, l'intrusion de la presse pour soudain le dévoiler.

Responsabilité?

Qui s décidé? Le décideir apparent est le ministre : il signe. Mais il signe les documents qu'on lui propose et la décision est derrière le ministre, occulte : les conseillers et, derrière, les hants administrateurs, le directeur du Centre national de la transfusion sanguine (Michel Gar-retta), son collaborateur (Jean-Pierre Allain), qui ne dictent pas les consignes salutaires à temps, mais donnent an début de l'été 1985 une consigne fatale, le directeur général de la santé Jacques Roux (qui n'empêche rien) et tant d'autres médecins, contrôleurs, administrateurs, membres des commissions, qui se gardent d'intervenir dans une affaire qui ne les concerne pas stricto sensu, mais sur laquelle ils ont ou auraient dû avoir une opi-nion personnelle.

Autour des docteurs Garretta et Allain, un gigantesque halo de silence, de laxisme, de cynisme, et une décision qui se révêlera fatale pour une grande part des hémophiles encore séronégatifs qui receviront des produits non chauffés.

Il y a donc eu, d'une part, une large résistance passive à l'informa-

Code de l'honneur et loi d'amnistie

Après avoir examiné les charges qui pèsent sur le chef présumé du mouvement nationaliste basque. Philippe Bidart, poursuivi pour l'assassinat en 1982 de deux CRS (le Monde des 4 et 6 novembre) la cour d'assises spéciale de Paris a évoqué la spectaculaire évasion de deux membres d'Iparretarrak de la maison d'arrêt de Pau, le mitraillage du palels de justice de Bayonne et un hold-up destiné à financer le mouvement. Les avocats de la défense ont demandé que la loi d'amnistie de 1990 concernant le financement des partis et groupements politiques puisse jouer pour ce dernier dossier puisqu'on n'a pu établir

Au gré de leurs errances, Philippe Bidart et ses amis ont mis au point un « code de l'honneur ». avec lequel ils ne transigent pas et dont ils ne souffrent pas qu'on le

Ainsi, Philippe Bidart - maigré des preuves difficilement contesta-bles - ne souffre-t-il pas qu'on l'accuse d'avoir tué deux CRS. sous la pluie, un soir de printemps 1982. Bien sûr, il n'a pas d'alibi puisqu'il était « dans la clandestinités. Mais ce n'est pes lui car ce ne peut être lui : à lparretarrak, on ne tue que lorsqu'on ne peut faire autrement. A la loyale en somme.

De même, si un CRS a malencontrausement racu un éclat de balle dans l'œil et un autre dans le

1986, du paleis de justice de Bayonne, ce ne pouvait être un geste délibéré. Philippe Lesgourques servait cette nuit-là de chauf-feur à Philippe Bidart et à son fuai mitrailleur. Il avait tenu - a-t-il expliqué - à prendre des assurances avant de participer à l'attentat. On lui avett donc promis qu'on ne prendrait pour cible qu'une façade et un symbole, pas des êtres humains. Ce n'est donc de la faute de personne si un policier, qui n'était pas prévu dans le scénario, a eu la mauvaise idée de se trouver au mauvais endroit, au l'esprit de Philippe Lesgourgues, il ne pouvait s'agir que d'une bonne action. La France ne vanait-elle pas, au tout début de le cohabite tion, de passer un marché qu'il juge honteux avec l'Espagne : nmancer la livraison massive de réfugiés basques espagnols expul-

sés en urgence absolue vers

Madrid, en échange de la mise en

sourdine des attentats du Groupe

antiterroriste de libération (GAL)

sur le territoire français?

C'est la même chanson pour l'évasion, dans la nuit du 13 au 14 décembre 1986, de Jean-Gabriel Moesca et de Marie-France Heguy, détenus à la maison d'arrêt de Pau. L'opération a été conçue comme un geste d'une témérité nsensée, commis au nom de la solidarité et d'un esprit chevaleresque certain. Ca soir-là, un commando d'Iparretarrak, après avoir pris en otages la fille et le gendre du directeur de la prison, puis le directeur lui-même, avait au le culot, déguisé qui en inspecteur des renseignements généraux, qui en gendarme du GIGN, de signer «IK» le registre d'écrou de la prison en libérant « les cemerades ». On n'avait tiré aucun coup de feu. « Ca a fait chaud quand même », se rappelle l'ancien directeur rétrogradé depuis - qui a conduit le commando à l'intérieur de sa prison, le ventre ceint de six bätons de dynamite, dont on lui avait affirmé faussement, pour l'impressionner, qu'ils étaient rellés à un détonateur déclenchable à

Moins glorieux sans doute est le soupçon qui pèse sur le groupe d'avoir envisagé que la petite-fille du directeur – un bébé – puisse être présente lors de la prise d'otages, ce qui expliquerait qu'on ait placé des bonbons dans le camion où le directeur, sa fille et son gendre ont été bouclés après la réussite de l'opération.

Terroristes « d'honneur »

Car la gloriole, ou le panache comme on voudra, ils y tiennent, les membres d'iperretarrak, se présentant volontiers comme des rroristes d'honneur, décaiques fidàles des bandits d'honneur au cœur tendre. Des «Mandrin» de l'opération politique en somme, prompts à revendiquer leurs hauts faits, mais nettement plus discrets sur leurs mauvais côtés. Ainsi ne faut-il pas leur parler de vols à main armée, mais de «récupére tion de fonds», comme lors de ce hold-up commis à la Caisse d'épargne de Biantitz, le 22 avril 1987, per Jean-Gabriel Moesca qui le revendique - et dont l'accusation charge aussi Henri Perez, qui nie. Il n'est donc pes question

de tirer dans le genou d'un employé, pes plus qu'on aurait -en lui causant la frayaur de sa vie - pu lui mettre le canon d'un revolver dans le cou. Pour Jean-Gabriel Moesca, if ne peut s'agir que de diffamation de témoins, alors que, selon le jeune homme, sucur geste de violence illégitime n'a, là pas plus qu'aiteurs, jamais

Puisqu'il s'agit d'être «régulier» squ'au bout, c'est avec une cjoie féroce » et la sourire de celui qui jubile en prenent l'autre à son propre piège, «la loi devant être la nême pour tous», que M- Antoine Comte soumet à la cour des conclusions désopilantes : ce hold-up - comme d'autres évoqués dans les rapports de police -a pour but exclusif le financement de l'organisation (parretarrak. Du « groupement politique » (parretar-rak, qui n'est à l'époque pas disque la loi du 6 jenvier 1990 sur le financement des partis et précisé ment des « groupements politiques » soit, ici comme ailleurs, scrupuleusement appliquée. Dans sa grande mansuétude, le législateur n'avait, en effet, pas songé à inclure le hold-up dans la très courte nomenclature des cas où l'amnistie ne pout s'appliquer.

Loin de balayer les arguments de la défense, la cour d'assises s'est donné le temps de ,la réflexion, comme partagée entre l'embarras et la tentation de souli-gner, jusqu'à l'absurde, les béances d'una loi qui a imité tant

AGATHE LOGEART

Après l'annulation des nominations de quatre magistrats

A Grenoble, blocage juridique de la machine judiciaire

Le Conseil d'Etat a annulé, le 25 septembre, les nominations de quatre magistrats en poste au palais de justice de Granoble depuis 1990. Cet arrêt a été rendu à la suite de plusieurs recours déposés, il y a deux ans, par des magistrats soutenus par le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) qui estimaient que le ministre de la justice avait violé la loi dite Roustan de 1921 qui oblige l'Etat à favoriser le regroupement des conjoints quand ceux-ci sont fonctionnaires. L'arrêt du Conseil d'Etat pose aujourd'hui de très sérieux problames de fonctionnement au sein des tribunaux dens lesquels exercent ces magistrats.

GRENOBLE

de notre correspondent

Au cours de son audience du 4 novembre, le tribunal correction-nel de Grenoble a remis en liberté deux promoteurs poursuivis pour escroquerie qui étaient détenus depuis huit mois à la prison de Varces (Isère). Leurs avocats, qui se fondaient sur un arrêt du Conseil d'Etat annulant la nomination du juge ayant instruit le dos-sier des deux personnes inculpées, estimaient que le tribunal n'était pas juriolquement saisi de cette affaire et que tous les actes, notamment, ceux ayant placé en détention les promoteurs, étaient nuls. Prudemment le tribunal a mis en délibéré l'affaire jusqu'au 12 janvier. Il espère que ce délai permettra au ministère de la justice et au gouvernement de régler, probable-ment par la voie législative, un problème particulièrement délicat.

M. Michel Dautun, un juge d'instruction dont l'affectation, il y a deux ans, au palais de justice de Grenoble a été annulée, a ainsi traité depuis lors plus de deux cents dossiers. Les avocats invoquent désormais systématiquement

la nullité des actes effectués par ce magistrat « qui ne pouvait pas vala-blement instruire». « Nous en tireblement instruire». « Nous en tirerons les conséquences au cas par
cas», affirme M° Bernard Ripert.
Comme tous ses confrères du barreau, M° Ripert a décidé de s'engouffrer dans la brêche ouverte par
le Conseil d'Etat: il n'écarte pes la
possibilité de demander la réouverture des dossiers d'assises pour lesquels, dans le passé, ce magistrat
avait siègé. Plusieurs procès instruits par le juge grenoblois aujourd'hui sans affectation – l'un d'eux
concerne le meurtre d'un enfant concerns le meurtre d'un enfant pourraient en outre être gravement romis. Trois autres m sont concernés par l'arrêt du Conseil d'Etat : un juge d'instance, un juge d'application des peines et un substitut dont le nouveau décret de nomination vient d'être publié.

Un projet de loi au Parlement?

Le parquet général de la cour d'appel de Grenoble confirme que sous les actes judiciaires auxquels ont participé les juges incriminés peuvent être remis en cause » et qu'il faut donc au plus vite sortir de « l'Impasse juridique » devant laquelle se trouvent placés les tribunaux grenoblois. Le gouvernement devrait donc saisir dans les tout prochains jours le Parlement. Une loi devrait donner rétroactivement compétence aux juges sans affectation, qui seront par ailleurs affectation, qui seront par ailleurs renommes prochainement à Grenoble par décret. Cette procédure, qui consiste finalement à faire valider, par la voie législative, des actes judiciaires, est dénoncée par certains magistrats et plusieurs avocats grenoblois. «Si on nous magouille quelque chose de ce type, le Conseil constitutionnel dema être saisi », affirme le bâtoinier de l'ordre des avocats. Me Michel Prudre des avocats. Me Michel Prudre des avocats. dre des avocats, Me Michel Pru-

«Le Palais vit des moments très difficiles, regrette un juge. Si une solution n'est pas trouvée très rapi-dement, notre univers ressemblera davantage à celui de Kafka qu'à celui de Courteline.

CLAUDE FRANCILLON

Un livre sur « l'affaire Trager »

Les mémoires d'un collecteur de fonds

Au rayon des pavés d'édition jetés dans la mare aux « affaires », il y avait déjà l'enquête de l'inspecteur Gau-dino dans l'affaire Urba, Depuis le 6 novembre, on a désormais les confessions d'un collecteur de fonds, René Trager, qui révèle au public plus qu'il n'en a encore reconté à ses juges. Et cela, sans avoir pris le conseil de ses avocats.

Dans un livre intitulé l'Affaire Trager, l'industriel nantais René Trager dévoile sa version des dessous de plusieurs «affaires» dans lesquelles il a joué un rôle-clé. Au passage, il met nommément en cause une dizaine d'élus socialistes de l'agglomération nantaise, plusieurs anciens ministres, quelques hauts fonctionnaires et une brochette d'entreprises. Au fil des deux cent pages, René Trager, qui se trouve inculpé dans deux dossiers politico-financiers, expose certaines pratiques mises en place pour répondre aux besoins grandissants de financement des élus. Il le fait sans circonlocutions et sans s'embarrasser de précautions.

de précautions. Les affirmations de René Trager portent, pour l'essentiel, sur trois grands dossiers dont certains élé-ments ont été évoqués, à plusieurs reprises, dans ces colonnes. Le plus fourni, qui concerne Nantes et ses banlieues, traite d'une forme de cor-ruption sussi pricadus que bande. banlieues, traite d'une forme de cor-ruption aussi répandue que banale : celle qui consiste pour un élu à abu-ser de son influence pour favoriser l'attribution d'un marché à une entreprise en échange d'une commis-sion, lci, Trager n'a, semble-t-il que l'embarras du choix. Les noms des principaux élus socialistes de l'aggio-mération nantaise dans les années 80 reviennent sans arrêt au premier plan de sa confession en forme de réquisitoire.

Le deuxième dossier a trait au rôle que Trager affirme avoir joué, à la demande du ministère des affaires sociales et de la solidarité, dans l'achat d'un appareil de radiologie à résonance magnétique nucléaire (RMN) en 1984-1985. L'industriel nantais aurait touché en Suisse une nantais aurait touché, en Suisse, une commission de 2 millions de francs versée en contrepartie de l'achat par le ministère d'un appareil de ce type importé des Etats-Unis. Deux hauts fonctionnaires seraient au cœur de

cette affaire. Trager parle également d'une filière scanner. Et aussi de deux autres affaires dans lesquelles le ministère des affaires sociales semble avoir jone un rôle (le Monde du 10 cetchre). du 10 octobre).

La troisième affirmation porte sur les tractations qui auraient présidé à l'attribution d'un hypermarché Continent à Saint-Sébastien-sur-Loire, à la veille des législatives de 1986. Cette affaire, dans laquelle Trager aurait joué les intermédiaires, porterait sur une commission de plusieurs millions. Elle mettrait en cause, outre le maire de Saint-Sébustien, qui s'était donné la mort en septembre 1991, un ancien ministre et un haut fonctionnaire.

Accablé ou, au mieux, ignoré

René Trager se défend dans son ivre de vouloir «régler des comptes personnels». Il ne s'en livre pas moins à un exercice qui y ressemble fort. Certes, Trager doit rendre compte à la justice et au fisc de l'origine et de la destination des fonds qui ont transité par les comptes de ses sociétés. Mais, cela, il le fait déjà, plus discrètement et sur procès-verbal, dans le cabinet du juge rennais Renaud Van Ruymbeke.

Trager a passé plus d'un an en prison pour son rôle dans ces affaires. Il est clair qu'il n'a pas pardonné à ses anciens amis et «clients» politiques de l'avoir accablé ou, au mieux ignoré, pendant cette épreuve. Aujourd'hui il ne veut plus être le seul livré en pâture à la justice et à l'opinion publique alors que les acteurs politiques seraient protégés.

Me François Chéron, avocat de René Trager, admet que si son client l'avait consulté avant de publier son livre, il lui aurait sans doute conseillé de n'en rien faire par « prudence procédurale ». Il estime néanmoins que cette démarche, avec tous les risques qu'elle comporte, « pouvait sembler nécessaire à René Trager pour provoquer une nouvelle dynamique judiclaire et pour restituer à tous ceux qu'il met en cause le rôle exact qu'ils ont effectivement rôle exact qu'ils ont effectivement joué dans ces affaires».

ROLAND-PIERRE PARINGAUX L'Affaire Trager, éditions du Rocher, 230 pages, 120 francs.

DEFENSE

Publication en librairie du rapport Boucheron sur la programmation militaire

Pour la première fois, le rapport de la commission de la défense à l'Assemblée sur la programmation militaire va paraître en librairie. Rédige par M. Jean-Michel Bou-cheron, le président de la commission et député (PS) d'Ille-et-Vilaine, ce rapport particulièrement exhaustif se présente comme une vraie encyclopédie des questions de défense, avec notamment une ana-lyse prospective de la conjoncture internationale et avec les réponses - de nature militaire - du gouver-

Aux Etats-Unis, il est fréquent que les publications du Congrès soient aussi l'objet d'une diffusion grand public. En France, le phénomène est nouveau. Par rapport au document de source parlementaire. qui peut être acquis auprès des services du Palais-Bourbon, le livre de M. Boucheron, intitulé Palx et défense, est agrémenté de considé-rations complémentaires, à commencer par une analyse sur la planification militaire (qui court jusqu'à la fin de ce siècle, quand la programmation ne concerne que

les années 1992 à 1994) et par des tableaux (qui reflètent les engage-ments financiers prévisibles de

Le budget 1993 de la défense est examiné par les députés le 9 novembre. Le débat sur la pro-grammation militaire est prévu, lui, pour la fin novembre ou le

taires de la stratégie, et dont le but est de chercher, par le moyen de rencontres publiques ou discrètes, à maintenir « un consensus aussi solide sur la défense que par le

M. Boucheron est, d'autre part, l'instigateur d'un nouveau club de réflexion, créé le jeudi 5 novembre, qui regroupe des responsables poli-tiques (de la majorité présidentielle et de l'opposition), des industriels et des spécialistes civils ou mili-

➤ Paix et défense, par Jean-Mi-chel Boucheron, 756 p., Dunod édit., 248 F. Le rapport parle-mentaire stricto sensu (deux tomes) est disponible au Palaig-Bourbon, 115 F.



Offre valable jusqu'à épuisement du stock, C'est la Voyager de Brother. Une machine à écrire électronique très intelligente qui corrige automatiquement.



3. • Vo

Sur la base de Colmar

L'armée de l'air reçoit ses premiers Mirage F1 d'attaque au sol

Sur la base de Colmar (Haut-Rhin), l'armée de l'air a pris officiellement livraison, vendredi 6 novembre de ses premiers Mirage F1 CT (combat tactique) lors d'une cérémonie présidée par le général Bernard Norlain, commandant la Force aérienne tactique (FATAC). Un premier lot d'une quinzaine d'appareils, sur la cinquantaine qui seront commandés à terme, vient ainsi d'être livré et une quinzaine d'autres, du même modèle, le seront l'année prochaine. Après la base de Reims, où sont formés les pilotes français sur Mirage F1, la base de Colmar sera constituée selon les nouvelles normes – en vigueur dans l'armée de Sur la base de Colmar (Hautnormes – en vigueur dans l'armée de l'air – qui prévoient des escadrons de vingt avions (au lieu de quinze actuellement) pour vingt-cinq pilotes (au lieu de dix-huit à vingt). Cette organisation, qui doit être généralisée progressivement, a pour conséquence de réduire le nombre des bases aériennes installées sur le sol natio-nal, ce qui entraînera des fermetures comme celle de Strasbourg.

En attendant la mise en service du Rafale après 1998 et à côté de celle du Mirage 2000 D. l'armée de l'air du Mirage 2000 D, l'armée de l'air française, qui doit remplacer ses Mirage III et Jaguar aux performances limitées, a choisi de tirer parti du potentiel vieillissant de ses intercepteurs de défense aérienne Mirage FI en tentant de les adapter à des missions d'attaque au sol. A l'imitation de ce que les Irakiens avaient fait avant la guerre du Golfe, les Français out donc transformé des Mirage FI. dont la cellule ponyait Mirage Fl., dont la cellule pouvait encore tenir une dizaine d'années, en y embarquant le système moderne de navigation et d'armement (télémètre-

laser, viseur électronique, centrale inertielle, calculateur et contre-me-sures électroniques) qui équipe déjà le Mirage FI CR destiné à la recon-

L'armée de l'air espère, pour quel-que 1,2 milliard de francs, comman-der cinquante-cinq Mirage F1 CT. Sur les directives de Dassault, la transformation des F1 en F1 CT a neu a l'aseuer moustres de l'aeronau-tique à Clermont-Ferrand. Entre 1992 et 1994, il est prévu de livrer à l'armée de l'air quarante et un exem-plaires du Mirage F1 CT. A Colmar, le premier escadron devrait être prêt au début de 1993. Le Mirage F1 CT aura une mission principale d'attaque au sol à basse altitude et une mission secondaire de police du ciel et de couverture de zone. Il y remplace des aviors Mirage III et Mirage V retirés du service

FAITS DIVERS

O Drame de la séparation : six morts trente ans, Stéphane Bohain, a tué son épouse Sabine, agée de vingt-cept ans, ses deux fillettes Stéphanie et Jennier, trois ans et vingt mois, et ses beaux-parents avant de mettre fin à ses jours, vendredi 6 novembre à Aubagne. Le drame s'est déroulé vers 21 heures dans le pavillon des beaux-parents, où leur fille s'était installée l'été dernier avec ses enfants après avoir quitté son mari, avec lequel elle était en instance de divorce, en rai-son, d'après des témoignages, du

ETVDES

Opinion publique en Russie Leonid SEDOV

Walter Benjamin

Guy Petitdemange - Michael Löwy

novembre 1992

Le numéro: 50 F 14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tel - (1. 2. 60 48 48 Ou taper sur minitel : 36 15 5 PRI DES

unt te Ci And the second second

Proper to Proper to Proper top of -

With the second

02 11

HEURES LOCALES

Les difficiles équations de l'aménagement

En Rhône-Alpes, comme dans les vingt-deux régions de l'Hexagone, l'adoption

d'un schéma prévisionnel respectant les équilibres internes et les fonctions européennes est un exercice périlleux

bureau régional

NE assemblée régionale a compétence en matière d'aménagement du terri-toire. de a-t-elle réellement le pouvoir de sa compétence?

Dans le cas de la région RhôneAlpes, l'affaire se complique puisque du agglomérations, voire in
départements, pèsent ut tout leur
poids d'un côté de la balance, en poids d'un côté de la balance, en mettant en mat intérêts perticuliers. In majeurs, qui circulation, que ce soient interes qui mène l'acceptant de la constant de la consta rement privilégier une assemblée régionale dans le préparation du XI contrat le plan.

· 2 2000 数1

an Paramet

B. Free

Au l'égional de Rhône-Alpes, III étroitesse de de manœuvre compliquée par l' nécessité, pour président. M. Charles Millon (UDF-PR), m. Châries Millon (UDF-FK), trouver I forces d'appoint une majorité l'ur relative. II fallu, comme d'autres régions, écologistes. Le texte n'a pu être adopté qu'apparent de modifié par avoir été profondement modifié par amendements (le Monde dall le 2 novembre).

Entre scueils, prévoir grandes lignes d'un schéma d'aménagement s'avère un partisombrer dans le catalogue de intentions. Pourtant, it concerne I région qui toutes le tendances, il le la faiblesses, il territoire I agglomérations au développement peu maîtrisé, donc possédant le germes de fractures sociales, il reconcer le concerne de vole de désertifica-

Pour la conseil régional, « le défi complexe de l'équilibre interne», tout document des pective, doit se conjuguer entre « les fonctions européennes de grandes villes et la volonté de « réinventer la proximité». Le deux probabjin a été divisé en espaces : espaces à projets, espaces à enjeux, et espaces du quotidien. Les deux premiers proportent suiver de peut car rann'apportent guere de neul par rap-



Plas novatrice, in unitin d'esand empruntée and Imment in Clement économique et social. Il s'agit de faire en sorte de dix mille habitants. Es clair, pour dépasser l'émiettement du découpage administratif, éviter doublons d'investissements, le conseil régional privilégier le manuel intercommunales regier and intercommunities of proposent desormais des contrats globaux, and plus riels (urbanisme, culture, économie ou tourisme) comme il l'a fait jus-

La piace de la ville capitale

Si cette approche des zones susciter une appro-bation générale, il reste juste à savoir comment les départements

peut réduire le re préroeatives. Le dimensi du mani régional monin plus d'embarres I l'égard Im « fonctions supérieures » des grandes agglomérations. « Rhône-Alpes présente l'originalité de pouvoir multiples centres, est-il explique dispersion, cum variété, peucompagnent de concurrences coûteuses = si elles amènent une multiplication d'initiatives paral-

Cette crainte, quelque per fon-dée, souligne que meilleure de volontés d'aménagement équilibré de la région peut disparaître dans le triangle des grandes cités, Lyon, Grenoble, Lyon, Ou encore dans la volonté de villes plus modestes, comme Valence, Annecy ou Chambéry, qui piaffent d'impatience d'être reconnues. Or le docutout la place de sa capitale. Il s'en dialectique évidente : Lyon ne se développer Rhône-Alpes, et vice-versa.

Minimum appelée région tratain de Lyon (RUL), sur quatre départements = concerne in millions d'habitants. « La RUL n'est pas nous un a capliqué Millon dans un entretien pour l'édition Rhôno-Alpes du Monde. Mais il serait dramatique que m objectifs in true inverses de mus de la région. Il va falloir définir des éléments précis de concertation pour éviter 🖿 malentendus. 🗉

malentendus sont légion. Beaucoup le conseillers régionaux ont fait observer que le marqué et munum encore les nationaux, ne will pas reproduire | Plantu régionale, trop rapidement = 14 question, sur- autour 1 Lyon. Limit ca débat,

interministériel d'aménagement la territoire du 23 juillet dernier, il a Bernard, a conduire, territoire interdépartemental per-tinent. expérience originale RUL, « territoire d'intérêt national

Etat-région

Le mis in prefet, intitulé negociation prochain plan. Comme celui de conseil régional, il revendique la fait la synthèse 🖢 différentes contrid'élus, ta Conseil économissocial ou des chambres consulaires. Comme M. Millon place une conférence régiomaires des grandes relation prépréfet a le conférence intercollectivités, en y invitant le mêmet.

Chacun, an fait, a voulu manne son terrain, ill prévaloir au attributions. Les weut aller présentent, certes, de nombreuses approches convergentes. Main comla fonction supérieure de Lyon qui apréciée différemment, le chapiin communications révéle logiques peut-être contradictoires.

Au conseil régional, im écologistes at conditionné leur de infléchissements importants sur la notion de «mobilité». En substance, ils a fait admettre l'exécutil - « l'aménagement - territoire, ce n'est pas du déménage-ment », que les grands axes de circulation provoqualent obligatoirement un renouveau éco-des traversées. Pour les écologistes, il faut, matière, se garder de ces recettes de développement qui ont fait leur temps, sans

avoir toujours fait leurs preuves. Cette prévention contre un type gnée préoccupations services "l'Etat. Ainsi, lorsque le préfet a présenté au document, il a aussi rendu compte de 🖟 réflexion concernant dégradation des conditions de circulation des vallée du Rhône. Im conduit le ministre de l'équipement à soutenir qui, il l'aveu l'ampressione l'axe rhodanien, pour un investissement particulièrement clevé. Voils donc le deux particulière de l'axe rhodanien, pour un investissement particulièrement clevé. Voils donc le deux particulière de l'axe rhodanien de la particulation de l'axe par tions écrites. Il reste me plus d'un pour la harmoniser. L'enjeu martin conditions wie et un travail de 5,3 millions un Rhônalpins, soit un Français sur

BRUNO CAUSSÉ

Schéma directif

A PRÈS trois années d'études, a clivre pelabras, in nouveau d'aménagement il 'ile-de-France (SDAU) soumis aux du 6 novembre). Dans trois qui viennent, huit départements vi la région qui composent de onze millions devront in the an is inimi kidar pay The l'agglomération capitale. cas, le loi autorise le ment dit par décret en d'Etat.

procédure en partisom tilleten, Feliabermine den d'aménagement a depuis l'application in the de distant tion | l'initiative des | locaux. L'Etat n'a conservé la la s'y opposer par un préfet un

Ce commendence de me ponsabilité n's pour Sur cents qui d'aménagement, quatre-vingt-dix l'ont lan united the state of the state o Umiles seulement depuis. Fami d'arbitrege a musclé », communes m parviennent pas il se muluri d'acavenir.

Terrain

La planification urbaine en panne. Pis même, la Conseil d'Etat considère que plupart des schémas anciens ont été « dévoyés » aujourd'hul obso-lètes, il recommande il il remplacer des directives d'aménagement » i'Etat, les régions II i départements.

On pensait i'lie-de-document tentant d'organiser l'agglomération perisienne un terrain miné. Le proximité des élections iégislatives risque d'empol-📺 📹 débats. Parce qu'il est présenté un gouvernement socialiste, les francillens, majoritairement d'apposition, seront de la service trop a service s.

Pour III raisons opposées. décentralisation m province, m jacobinisme à Paris, l'organisation ration-nelle, ou simplement raisonnable, agglomérations francaises bien

MARC AMBOISE-RENDU

Cimaises géantes pour tableaux de ville

Les municipalités, comme les entreprises, font appel à des spécialistes

pour réaliser des toiles peintes capables d'habiller des façades ou des pignons d'immeuble UATRE jeunes peintres évoluent en de la Bourget, man de la grandissement de créer un événement hors de créer un événement hors de créer un événement hors de créer un événement la possible. Il faut des corrections le principe des tableaux de peinture, la fossible de quinax mètres le principe des tableaux de peinture, la fossible de quinax mètres le principe des tableaux de peinture, la fossible de quinax mètres le principe des tableaux de peinture, la fossible de quinax mètres le principe des tableaux de peinture, la fossible de quinax mètres le principe des tableaux de peinture, la fossible de quinax mètres le principe des tableaux de peinture, la fossible de quinax mètres la fossible de quinax mètres le principe des tableaux de peinture, la fossible de quinax mètres la fossible de quin

luent en du Bourget,
leurs pieds, le fruit leur
travail une toile de quinze mètres
sur dix. Il difficile un matte motif du la sa, mais avec le recul tout s'éclaire. Les grands coups de pinceau vert clair pur fond de vert représentent le sommet d'une haie qui entoure une petite arbres, le bleu représente la ciel. Lieu assez grand pour accueillir cette toile géants l'atelier du Bourget abrite une peinture qui ira cacher un chantier immobilier Vincennes.

Depuis près de quatre ans, M. Radu Stoics II son sur réali-toiles vendues par la tibes I de promoteurs, Im minprisso ou des collectivités locales. Née il y sept ans, Athem vit d'abord la réalisation de murs peints pour municipalités (les villes de l'am, Gennevilliers, Mantes-la-Jolie, Saint-Denis, Evry Chartres) ou im entreprises. Un Paris, is s'emmèlent and de discourse de dis

le limité. Les murs, libres, libres, rapidement occupés. La concurqu'une entreprise pouvait plus vivre uniquement mur peint s, indique M. Christophe Bourgois, Illustration commercial associé d'Athem, L'occasion d'une diversiapparait lorsqu'un promo-le société ili voir une peinture monumentale, M. Bourgois. avons cherché un sy bâche qui offre une qualité

explique-t-il. La la la tendue de la d'acier, et attachée der-rière, là où on ne voit pas les cillets. N = rum plus qu'à la pour au ma cimaise...

Un moyen de communication

Cette décomments va ouvrir in mur peint. Par sa légèreté, la une d'utilisation. information par de l'el renni préalables sur le mur. Elle peut être peinte en une semaine on un mois, en atelier, done sans will be all climati-

Forde un un pignon, Mis remplace un mur peut aussi
occuper façades vides,
n'importe quelle
jours passionné l'architecture
textile, reconnaît M. Philippe Blanc-Beauregard. L'avenir 💷 🛔 ce qui est tension. C'est

Habiller 150 carrés pignon coûte environ 170 000 francs. Mais la structure être à la toile jusqu'à

Entreprises

conquis. Contrairement au permetrenouveler un message
communication».

Bourgois. La toile de Maètres carrés
au de
siège, en périphériparisien. changée quatre

appartenant (1).

Pour le deuxième Noël consécu-toile mu de petites portes s'ouvrant chaque jour du mois m face; Hédiard couvrira de toile accade en A partir du moment de l'un oblige à couvrir échafaudage donnant de la voie publique d'un la protection, pourquoi ne profiter communique?

d'Athem, 11 % and 17 miles accordée la l'environnement, la concept pourrait connaître un noulions and année, promo-la Passy, à Paris, un chautier. de caché par 000 de l'in carrés de toile repré-

Mise un scène urbalne

Insular catégorie de clients, les collectivités locales continuent le préférer le une peint, qui paraît plus solide, — égayer squares, écoles ou pignous. — la ville — Gennevilliers a commandé à l'entreprise un mand puntant de toile à apposer man façade de la manda pour man 14 Juillet. Une utilisation ponctuelle, l' à un événement, qui constituti un del constitu

En général, le thômh de la peinture est imposé par le client ou son de publicité. « Mais il nous de indi-

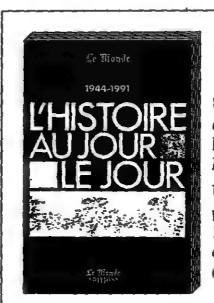
Peu li peu, le procédé est apparu comme contribuant à l'amélius tion du cadre de vie. « C'est un produit d'environnement », estime le directeur commercial d'Athem. Musque viruel et souore des aima tiers, publicités de qualité, murs pignons égayés ou cachés, n'est tout le paysage urbain qui est embelli. Appliqué aux usines, l'habillage de toile permet une meilleure intégration au Un grand site industriel de région lyonnaise was en soène > pur un décor de toile.

venu développement dans in traite-ment im innombrables a points noits» du preme : friches indus-trielles, entrepôts... Per premiers contacts ont été établis avec la municipalité du Havre.

M. Philippe Blanc-Beauregard, lui, se met li rêver li la 📶 📶 demain: «Les immeubles pourraient revêtir, en seconde peau. toile parteuse d'image, que l'on très court pour ville, lentes. I weut une époque qui a vu le mur templacé par la toile, le l'éphémère.

CÉCILE MUILLE

(1) municipalités exigent paiement d'une taxe, considérant qu'il s'agit publicité; d'autres, au contraire, encouragent ces pratiques, assimilées améliocation de l'environnement.



EDITIONS

Un demi-siècle d'histoire dans les archives du Monde

Une encyclopédie pratique de JUM pages (avec chronologies, cartes index). 395 F

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR 1944-1991

EN VENTE EN LIBRAIRIE

) sida, **tspect**

station, e façon compte santé abouti uation "S at les de l'es de e pro-éservé scieur globa-(...). eule-avait

sion état undo jou-ntre ! les

HI

KU

L ES organisateurs du Festival bor-delais du film archéologique, bap-lictonos, sont désormais chargés d'une mission européenne. Il leur appartient d'établir des proposi-Commission de Bruxelles pour pro-mouvoir diffusion du patrimoine archéologique. Si elles sont prises a compte, propositions pour-raient aboutir à création d'un réseau européen de films archéolo-

Bordeaux 🖏 💯 🗓 par la Bordeaux par la Fédération archéologique historique Gironde, la figure parmi quatre européens traitant du film archéologique La troisième édition, qui lieu du 16 m 31 octobre, a final du 16 m teurs. Soixante-sept etrages ont été présentés sur le thème de

POITOU-CHARENTES

La Vienne accueille des écoliers étrangers

Le conseil général département de la Vienne, que préside M. René Monory (UDF), vient d'accueillir plus deux mille jeunes étrangers, âgés sept vingt ans, pendant une douzaine d'jours. La majeure partie d'entre Grande-Bretagne, d'Irlande, d'Allemagne, d'Italie, du Portugal, Belgique, L'Hongrie, Pologne de Techecoslovaquie. Ces jeunes gens les lauréats d'un concours organisé à l'automne d'un concours organisé à l'automne 1991 dans des des des des des lycées étrangers.

dans la construction la l'Europe, et que celle-ci devait, la l'Europe, et pur le biais des jurnetages.

Des rails dans le haut Poitou

L'E tracé de la future ligne de train à grande vitesse reliant Tours à est actuellement I l'étude Les tracés proposés par la SNCF passent l'ouest d'agglomération Poitiers d'agglomération Châteilerault. La traversée du «seuil du Poitou», couloir entre massif vendéen et les contreforts du Limousin, pourrait s'effectuer un tracé parallèle l'autoroute A 10.

La petite région Marigny-Bri-say, située le vignoble du haut Poitou, serait concernée par l'une du tracé du TGV. Les élus du « seuil du Poitou », regroupés en sy la intercommu-li, invités à se prononcer, in d'un largement ouvert public, sur la tracé de leur choix,

HAUTE-NORMANDIE

Coovération aérienne interregionale

ES cinq chambres de Rouen, Evreux. Caen, Terre de Elbeuf, situées de quatre départements différents, il inauguré, mer-credi il octobre, il nouvelle ligne dérienne quotidienne Rouen-Francfort, assurée par la compagnie Régional airlines. L'initiative s'explique par la coopération plique par la coopération par l'echambres de conscientes qu'aucune n'avait, à elle seule, l'admension suffisante. Les diverses collectivités les coules de conscientes collectivités les coules de conscientes de consciente collectivités locales apportent leur à l'initiative au déficit d'exploitation premières

Les CCI d'Elbeuf et d'Evreux ont profité de la marie de ligne avec Francfort pour lancer une coopération celle a Rouen dans le domaine aéroportuaire. «Alimentée» par une clientèle provenance de R pré-acheminée par aviou, la la France et la capitale la France et la capitale la Théoriquement 7 000 à 8 000 par an peuvent emprunter ligne au départ Rouen, auxquels s'ajouteront in flux Caen de Rennes.

Ce supplément a été réalisé la collaboration de Rafaële Rivais # 11 pos correspondants : Etienne Banzet (Rouen) Michel Levêque (Poitiers) et Ginette Matha (Bordeaux).

Modane au milieu du tunnel

Alors que l'ouverture des frontières va supprimer quelques centaines d'emplois, la cité savoyarde doit aussi payer la faillite d'une station de ski

MODANE de man envoyé spécial

U pied du tunnel transalpin de Fréjus, de Maurienne, le Jacques Gene-letti (RPR), maire de Modane, a letti (RPR), maire il Modane, a l'éder. Depuis le 3 octobre, le budget de la frontalière le 4 400 habitants est administré par le préfet de la Savoie, M. Francis Beck. Ce dernier, qui le parler «d'érreur de gestion manifeste» le d'état le dépôt bilans the commune, a constate
un etrous II II millions to francs,
| Constitute of the constitute of t de la station de sports d'hiver de Val-Fréjus. Il a relevé un endette-record de 134 millions de

Physiquement rondeur, d'un tempérament carré, M. Jacques Geneletti n'a propris par cette décision. Il sy même. Au printemps dernier, il a la voter un budget au équilibre artificiel, de onze i douze millions de francs militarium d'emprunts and faute de mande correspondante, sa commune de bien en peine

d'honorer (1). Par deux fois, il a plier aux recommanda-tions de la Chambre régionale comptes. Pour in maire, ces mesures d'économie, d'augmenta-tions d'impôts, portant moins d'un million la francs, semblent la regard du déficit cumulé.

«Les produisant les concède-t-il we une résignation feinte. Pour mauvaise il faudrait, selon lui, une sauvetage, la forme d'une subvention d'équilibre tout récemment luis la ministre finances s'est bien gardé de lui accor-

Un domaine sklable surdimensionné

🛘 🛏 🏎 aussi la contribution 🚐 banques. Mais, depuis longtemps déjà, and ont le le terrain, and refusant renégociation des emprunts contractés a l'hi taux de la A main des égards, la réalité, proche de la la Briançon, paraît désespé-

Mi début des années 80, Minima

risme. Pour sauver un stade de neige en péril, M. Pierre Schnebelen, proen péril, M. Pierre Schnebelen, pro-moteur de Tignes, lui fit miroiter un grand projet de station franco-ita-lienne. Séduite, la investit 80 millions de francs dans des remon-mécaniques, des hôtels, des lieux d'accueil et un domaine skiable, large-ment surdimensionné aux quelque 3 500 lits actuels. que l'aspect risqué de cette aventure, la crise de l'immobilier de montagne, suivie de l'immobilier de montagne, suivie de chute fréquentation, a fini d'ébranler un édifice construit des bases fragiles.

Avant déclarée règlement judiciaire, la de Val-Fréjus, par M. Schnebelen puis reprise M. Henri Morrel, avait cessé redevance d'affermage, correspondant le la contract de l charge en emprunts contra s par la ville. Cette dette-là, évaluée il 53 millions de francs, s'alourdit d'année en année, malgré la difficient de 6 à 7 millions de francs supportée par le conseil général de la Savoie.

Certes, la station and risques
la fermer al hiver. En contrepartie
de la cession la son de la d'eau
potable, le conseil municipal a trouvé,
auprès de la contre Lyonnaise de
la sa filiale Transmontagne,

un nouveau gestionnaire pour la sta-tion. Mais l'entreprise a refusé d'alter au-delà. Pour le préfet, la solution réside dans la vente de quelques actifs communaux. A condition toutefois de trouver un repreneur, mais pour l'ins-tant l'oiseau rare ne s'est pas encore

européennes

Modane n'est certes pas la seule commune, support de station, à traverser une telle crise. En Savoie, sept d'entre elles, dont trois sites d'accuell des derniers Jeux olympiques d'hiver, ont fait l'objet d'une comptes. Au total, le conseil général a déjà versé 150 millions de francs de garanties, « à fonds perdus », considère son directeur général, M. Claude Faure. Mais, la cité de la Maurienne, de

tradition ferroviaire et douanière, doit aussi se préparer à subir les effets de l'ouverture des frontières. Aux pre-miers jours de 1993, cinq à six cents emplois, agents de l'Etat et salariés des transitaires, devront disparaître. Un plan de conversion est, certes, engagé, assorti d'aides gouvernementales, départementales euro-

péennes... Des mesures M. Gene letti juge insuffisantes, même 💆 📶 l'ont ILL I accueillir deux minprises, autrichienne et italienne. L'administration I toutefois refusée départs par 📥 subin fine, I combler le aura de Val-Fréjus.

d'avoir Taide Hotel in the last Modane prend une may a sortie in tunnel. En attenl'ouverture de grands chantiers de Maurienne ligne TGV, il place espoirs alternance politique de mars prochain. adversaire local, M. Jean-Louis Gauthier (PS), conseiller général, partisan d'une solution intercommunale jusqu'alors introuvable, rêve, lui, d'un changement, celui du

MICHEL DELBERGHE

(I) Le budget «réel» de Modane s'élève à 60 millions et francs, et millions

La Pologne à l'heure des économies

Confrontées aux problèmes de déperdition d'énergie les collectivités locales font appel à la technologie française

SZCZECIN

de notre envoyée spéciale

All le pun de Szczecia, sur l'estuaire 41 l'Oder, le maitus attend d'ètre embarqué. Une materia première La Palana un manque pas. Seulement, I am est ici à une réalité des prix, 🖃 🕮 📰 premiers efforts

La Lucia est a nouvelle qu'elle est encore loin 🌃 partagée par 🖿 ### IIIII habitants iii la ville. journée d'automne. Les campagnes in du jour. . It is le contexte actuel,

PÉRIGUEUX

dir FUE V correspondant

M nie - - plement judiciaire

le tribunal the manufacture de Sar-

du mois a septembre a signations and l'URSSAF, qui

d'accumuler d'importants retards

de paiement or ordinations and dat.

deux lacente qui mi sont affiliées approcherait les 1 millions de francs. Il s'explique pur la lacente de lacente de lacente de lacente de lacente de lacente de la lacente de la lacente de la lacente de lacente de la lacente de lace

Im fonds propres initiaux III l'ab-

responsables in la station n'ayant

su little les clients potentiels.

effrayer mesure les les péri-gourdins. Trails les les confon-

dues, ils 📼 d'accord pour sauver

Aqui-TV, même si Ma a com pas encore sur la totalité du départe-

M. Gérard Fayolle (RPR), prési-

du conseil général, estime qu'Aqui-TV un instrument de développement et du

monde rural ». Im lui, le départe-

pourrait allouer annuellement

la chaîne une somme de I mil-

lions in francs. En contrepartie

Aqui-TV diffuenti da sujets sur

thèmes d'intérêt général : ram-

massage scolaire, défense du patri-

M. Jean-Jacques 🕮 Pereti (RPR),

moine, collecte in illumi

Ces chiffres ne semblent

L'endettement de la illumina au alla

EIZE mois après 🗎 diffia

sion a sa première émis-sion, Aqui-TV, la télévi-

sion les du Périgord

ar is la population », note une responsable économique polonaise. A l'inverse, les collectivilocales, auxquelles and progressi-Turned a land gestion rigoureuse, des services communaux en pagieu- 'çaise Thion (1) www vu confier la modernisation du chauffage urbain

A partir me chaudières existantes, d'ancienneté variable, a 📶 installée en témoignent les nombreuses en série de régulateurs automaten cette pluvieuse ques, 🖮 systèmes 🖮 ramonage, une surveillance informatisée, 🖦 Outre is sensibilisation ne sont pas à l'or- une combustion du charbon plus rentable, une meilleure répartition à

maire 🚣 Sarlat, qui suit le 🖅

très près, lui aussi qu'Aqui-TV puisse l'un : En

in Lemps, elle en devenue une

Mans le paysage le la lab d

impératif d'exiger plus de

M. Georges Deroches, II PDG

septuagénaire d'Aqui-TV, s'il vent

sa 🏭 – rêve de Mur une

vie, - devra forcément un

de regard financier. Il

peut-être par l'embauche d'un

directeur administratif susceptible

maison ». Aqui-TV, qui emploie

pour l'instant trente-quatre per-

sonnes, pourra pas line l'écono-d'une mus réorganisation.

Les manques

de « Télé-Bordeaux »

pardonné I leur télévision : ses

publicités ringardes, ses plans inter-

minables, ses présentateurs

en avec la caméra,

matches 📑 l'on avait parfois du

mal a suivre ballon. Aujourd'hui

la chaîne, qui émet au moins

man heure par jour, a quasiment

gommé ses imperfections techni-

ques. Et elle jouit d'un fort capital

is sympathic dans l'opinion. A

l'evidence, de comble un manque

insuffisances il la chaîne

appelle en Périgord : "Télé-Bor-

Les Périgourdins we beaucoup

rigueur 🏭 🖫 gestion. 🛎

Petit écran départemental

en difficulté

Les élus du conseil général du Périgord

tentent de sauver Aqui-TV

consommer main and all and are l'intérieur du mail de l'intérieur devrait permettre de ne plus avoir à danim de liges expanse explane appartements, inche que les plus mal situés and le peine tièdes.

vement de compétences, à mesurer les doxalement, il n'est pas sur les les , habitants 👫 Szczecin, apprécient avec justesse l'« économile » m tion, alors que les loyers, qui englobent le coût du chauffage, ne

> Le marché == est ouvert

Sur les trois pilotes minim par le gonvernement polonais m novembre 1991, im membres de municipalité de Szczecin ont 24 les premiers avoir le «courage» 🖮 se line dans l'aventure, comme la souligne M. Thierry Merle, l'un 🜬 gérants de 🖢 🚾 Thion.

du chantier n'a duré plus de des mois. Fin mobre, le jour de l'inauguration, le disau contraire, Marrie longs, i la mesure ir l'événement. L'aboutisse ment de ce genre de contrat reste peu ordinaire. Surtout lorsqu'il m monte 30 millions de francs et qu'il est signé par une sollection le d'un pays d'Europe M l'Est avec entreprise privée étrangère geants ce

délégation française en nombre. Trois minis-représentés, à min d'organismes du l'environnement, de mentem du patronat, de institutions financières, notamment la Banque europécane de management 🔤 et 🍱 développement. Celle-ci participe avec M Banque mondiale à 315 millions & dollars, desired & ce

d'opérations en Pologne, Con français, la mission intermipour l'Europe centrale et (MICECO) pouvait, elle, constater sur place que son don de i millions in france will be utile.

Lite sability in the country of the property of each ouvert. M. Thierry Merle and en profiter pour consolider son illud'implantation en Pologne. Optimiste, il souhaite non mala proposer III modernisations III en mais, pourquoi pas, u charger will d'en gestion, man prendre de participations dans is sociétés de chauffage urbain, le jour où les Polonais seront prets accepter la privalimiter de leurs persona municipaux. **MARTINE VALO**

(1) Négociant en combustibles depuis sa France 3 - Aquitaine, que l'on fondation en 1843, le groupe Thion est concessionnaire de l'exploitation et DOMINIQUE RICHARD | çaises.

BLOC-NOTES

Rencontres de l'intercommunalité

MARC CENSI (UDF-PR), président de l'Assempromoteur de « l'intercomminetal progressive », anuide les e l'estimat rencontres de l'intercommunalité », jeudi 12 et vendredi 🖬 novembre 🐧 Toulouse. A come occasion, son mouvement spin spin de Accem-blee des districts et des communautés de Francs . M. Coltai administration effet l'ouvrir aux nouveiles stuc-I de coopération w la loi sur l'administration

territoriale de la République. il existe actuellement Allen communautés de communes. queiques projets, m eucune communauté de villes. L'échec de cette dernière formule n'étonne pas 🔤 Cenei. Pour lui, la districeie reste mieux adaptée au milleu urbain. Elle constitue « une première étapa » vera 🖷 coopération pour ceux qui

Address & mattre au commun toute leur land professionnelle, a préfèrent des war de la sux périmètres limités.

A l'occasion des manufactures de Toulouse, des illui présenteront leurs expériences en matière d'aménagement du territoire et de développement économique. M. Cenel, i et: président du district de Rotlet, Stilling on Intercomterritoriale et politique miaux adaptée nun chassins de convivialité quotidienne ». regroupent une vingtaine 🌃 communes maximum autour

d'un chef-lieu de seriun. En revenche, elle ne convigadrait pas sur buncing ine sassina d'emploi » râuenviron 150 000 bets tants autour d'une WIII

Renseignements au (16-1) 40-26-05-65.

AGENDA

□ Environnement. - L'Entents nationale **and** de environnement (ENEE), que préside M. Ream Fidenti, adjoint PS d'Avignon, organise un colloque pour thème « l'organisation l'environnement la les collectivités locales ». Cette a lieu à Angers 12 🖿 🛗 novembre. ➤ Renseignements au (16-1) 48-05-20-21.

□ Euro Disney et Marne-la-Vallée. - La mission et le développement du parc de loisirs Euro Disney - une influence 💶 🖹 zone 🗥 📹 🚞 developpement régional »

l'Association

ce thème
pour son prochain diner-débat, organisé 14 novembre. Pour évoqu « Mickey ville nouveile », M. Alain Peyrefitte, maire la Provins, et M. Michel Giraud, puid du la d'Ile-de-France, présents.

 Renseignements : Association
 Association
 Renseignements : Association
 Renseignemen TM: (16-1) 45-48-91-62.

🗅 Qualité dans 🖿 ville. 🗕 🝱 Fédération
moyennes (FMVM) II is
municipalité d'Aurillac organisent, le Cantal, un colloque sur le 26 M 27 novembre. Il faut entendre, 📭 là, 🖪 qualité 🏣 relations sociales, de la formation du développement économique, l'environnement et... la qualité

de la vis, un élément que vertent movennes.

Publications

□ Nouvel pour revue corps préfectoral. - 🕍 🌃 Administration, publiée par du corps préfectoral du l'intérieur, fait peau et renouvelle sa présentation. Le dernier numéro juillet-septembre, est Zanavil à « L'Etat 🗷 l'entreprise ».

On relèvera notamment una rubrique intitulée « Documents IIII témoignages » qui comporte des scènes présentes de de vie préfectorale de l'activité de sous-préfets. Administration, 1 bis, place 75008 Peris.

Tél : 191-27-38-38

□ Communes et culture. - Le ministère de la culture et de la communication vient d'éditer un annuaire statistique des dépenses culturelles

Cet ouvrage met en évidence importance de vie culturelle: entre 1978 et 1987, mais il relève aussi les grandes disparités grandes agglomérations et villes banlieue = banlieue (montant dépenses, types d'investissements). ▶ 255 pages, 180 francs. La Documentation française,

Désormais chaque semaine

Le Monde

consacre 8 pages à la vie régionale



L'actualité des collectivités territoriales Un tour de France des cités Le dossier de la semaine L'Ile-de-France...

Avec les informations pratiques, les débats, les livres.

Chaque week-end, un cahier séparé avec des pages couleur, pour mieux connaître la vie locale

RENDEZ-VOUS LE SAMEDI 14 NOVEMBRE

(numéro date dantache 15-tmoli 16 novembre)

13 T

ATALANTE (46-08-11-90), Moufin THE 17 M TO 30. ATHENEE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Let use therme to voyage et Chents de marins: 18 h 30, dim. 17 h 30, Salle Louis Jouvet. Au coeur Marin Marin : 19 h, dim. 15 h. lis Marin

perdu em mer : 21 h. BERT (42-09-32-42). 17h30.

BASTILLE (43-57-42-14). MATEAU-THÉATRE CUMANA

19 h. Pied-de-poule : 21 h.Oim. Champères de joie : 20h30. BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). BOUFFONS-THEATRE DU III

42-38-35-53). Li rimini espagnole 21 h. CAFÉ DE LA DAM (42-78-52-51). La

de Boscop : 20 h, Uni vans CARTOUCHERIE-THÉATRE UL L'AQUARIUM (43-74-99-61). Li Mai b

CARTOUCHERIE-THÉATRE DU SOLEIL (43-74-24-08), Iphigánie à Aulis : 15 h 30. Agamamnon : "I h 30, Dim. La Unidon phores : 13h. La Eumánides : ITA CARTOUCHERIE-THÉATRE DE LA TEMPETE (43-28-36-36). L. I. Grand-peur et misère du Ele Reich : 20 ii 30, IB h. Salle II. Lee Patts Marteaux : 21 h,

16 h 30. CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Etata frères? Et la solur... : 21 h, dim. 15 h III DING DIAMANTS (45-80-51-31). t'embrasse pour li vie : 20 h lill dim. 17 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE MONTHUMA Le Dernier Quatuor d'un homme sourd : CAUMARTIN (47-42-43-41). COMEDIE DES CHAMPS-ELYSÉES

(47-20-08-24). L'Aide-mémoire : I'll h et 21 h, dm. 15 h 30. COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22). L'Epouse prudente : 21 h. dim. III II 30. COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Vol-teire-Roussesu : 19 h et 21 h 30,

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Caligula : M h. Bal masqué : 20 h 30.0im. Antigone : Maria La Carana begnes ; George [114] ; 14h.

l'orange : 21 h. dim. 15 h.30. DECHARGEURS (TLD) (42-36-00-02). Direction Critorium : 21 h 30, Emilia Avella (48-06-10-28). Le Traité in ma triche : 21 h, dkm. 15 h 30.

18 h = 21 h. ACTEUR (42-62-35-00). Yvonne, princesse de Bourgogne : 20 h 30, 16 h. JEMIMAPPES (46-34-01-58).

Trottoir chagrin : 11 h 11 ESPACE MARAIS (48-04-91-55). riage de Figaro : 18 h, dim. 16 h. Feu la rre de madame : 20 h, dim. 18 h. La Mouette : 21 h. Danse avec les fous :

DE PARIS (42-78-48-42). I. La Lacia : 20 h 30, dim. 16 h. FONDATION DEUTSCH-DE-LA-MEURTHE (47-00-87-37). FONTAINE (48-74-74-40). 🖿 📟 🖦

: 15 h 30 et 20 h 45. (43-22-18-18) : 20 h 45, dim. 15 h. GALERIE CHRISTIAN SIRET (42-61-46-04). In amour : 17 h 30. GRAND EDGAR (43-35-32-31). Lamy and Co : III h et 20 h 15. Une fille entre

and Co: I h et 20 h 15. Une nie entre nous: Z h.
GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). WII: 19 h. Le Pointeur I 20 h 30. Li corriécienne est dans l'escalier : 22 h 15.
GYMNASE MARIE-BELL (42-46-78-79). Solo : 17 h et ■ h 30. HEBERTOT (43-87-23-23). L'Ecole ■ emmes: 21 h, dim, 15 h,

HUCHETTE (43-26-38-99), La Chauve: 19 h 30. Lau-trec sur il Butte: 21 h LA BRUYERE (48-74-76-99). toud : 21 h, dim. 15 h. LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Lii :

LE FUNAMBULE THEATRE-RESTAU-RANT (42-23-88-83). 20 h 30. LE TRIANON (42-09-93-44).

Chambre-è-air au piranhas 14 h 30.

An din ES Yv

EŜ

20

MADELEINE (42-65-07-09). Long Voyage vers to nuit: IB h et 20 h 30, dim. MARAIS (42-78-03-53). L'Ecole MARIE STUART (45-08-17-80). dos: 16 h = 19 h. Love I françeis): 21 h 15.Dim. Requiem for a Heavyweight (en angleis): 17h, 20h30. MARIGNY (42-56-04-41). Suite royale: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

MATHURINS de M. Schutz: 20 h 30, dim. 15 h.
MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00). MICHEL THE STATE OF THE STATE OF

MICHODIÈRE'/47-42-95-22). La Puca la Foreille: 17 h et 20 h 30, dim. 16 h. MOGADOR (48-78-04-04). Lon Lone HTM: 15 h et 11 h 30.

MONTPARNASSE (PETIT)
(43-22-77-30). La Translati : 21 h, dim. 15 1 30. MUSÉE DES ARTS ET MÉTIERS

(40-27-22-20), Legistaria (40-27-22-20), Spectacle: 20 li Legistaria (40-27-07-21), MUSÉE COGNI C R-JAY (40-27-07-21), MUSEE COGN. T. 1.347 (40-27-07-21),
L. Rivaux d'eux-mêmes; Proverbes:
20 | 30, dim. 15 h | 100 | 100 | 100 | 100 |
NOUVEAUTÉS (47-70-52-78),
L. 18 h et 21 h, dim. 15 h.
GUYRE (48-74-42-52).
M. Riley: 20 h 45, | 15 h.
OLYMPIA (47-42-25-49). Guy Afuriel Robin : W h 30. PALAIS DES COMMUNICATION (40-68-07-55). Popeck: 20 h 30, dim. 16 h. PALAIS GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). Com vous In-

voyezi : Ti h (42-02-27-17). But the w The un quant Marie 121 h. cune : 21 h, dim. 15 h. PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Visi la

PARIS-VILLETTE (42-02-02-88). Med la mariés : III h III commandes : III h Partie salle. Les Lestres portugaisse : 21 h. Partie salle. Les Lestres portugaisse : 21 h. PASSAGE DU NORD-OUEST (47-70-81-47). Li Banc : III h P O C H E - M O N T P A R N A S E (45-48-92-97). Salle I. Les Emigrés : 21 h, dim. 15 h, Salle II. La Peau trop fine : 21 h, dim. 15 h. dm. 15 h. PORTE SAINT-MARTIN (42-08-00-32).

Knock : W h et 20 h 45, dim. 15 h. POTINIÈRE (42-61-44-16). ques : 18 h 30, dim. 14 h 30. Trekking : 20 h 30, tim. 17 h. Hospitacie : 22 h. ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). roy : III ii 30.Dim. La

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). IN-aspirine pour deux : 17 h 30 et 20 h 45, dm. 15 h. SALLE BRASILIA (48-07-20-17). Dom Jun: 20 h 30, dlm. 17 h.

SPLENDID SAINT MARTIN
(42-08-21-93). Latitude: 20 h 30, Elle et Latitude: 22 h.

STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-08-24). L'Une et l'Autre : 17 h 🗷

tel Ladesou : 20 h 30. THEATRE JACQUES-COURIVAUD (45-41-10-08). L'Alchimiste : 20 h 15, dim, 17 h.

THEATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-Alphaède: 21 h, dirn. 17 h.
THÉATRE DE LA MAINATE
(42-08-83-33), Nuits d'encre: 22 h, dim.
20 h 30. MAUSEL-MICHEL GALABRU

(42-23-15-85). La Vagabond de pei : 20 h 30, La Vagabond de pei : 21 h, dim. 15 h. THÉATRE NATIONAL DE LA VAGABONA DE LA VAGAB (47-27-81-15), Casa Gémier. M ou les Casas de M. Diderot : 20 ii 30. THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Green as soller, Marie 15 h 30 et 20 h 30. Petite salle. Oh, joursi : 18 h = 21 h. THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON (PETITE SALLE) (43-25-70-32).

THEATRE DE (46-34-61-04).
Derives: 19 h. Le Beiser de la veuve :
20 ii 30. la toi, la coeur : 22 h. Seile It.
Roro 1 : 22 h.
THEATRE OUVERT-JARDIN D'HIVER (42-62-59-49). Djurdjura : Inh = 21 h.
THEATRE DE FAILE (48-74-25-37).
Chez moi, chez Claude : 18 h 50 et 21 h.
THEATRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34), Image: Show: 20 h 30. THÉATRE DU TEMPS (43-55-10-88). Ciseaux : 20 h = 10-06.

TOU: (48-87-82-48). L | fou : 15 h. Her & verie? : 20 h T.

TREMPUN-THÉATRE DES TROIS-(42-54-91-00). Abel 🖬 Bels :

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). VARIÈTÉS (42-33-09-92). The la 20 h 45, dim. 16 h.

RÉGION PARISIENNE

AUBERGENVILLE (LA NACELLE)

noise: 20 h 30. CERGY (MAISON DE QUARTIER SAINT-CHRISTOPHE) U. 19-17). La de l'hebitude : 21 h. de Trebrude : 27 ft.
CHATENAY-MALASRY (THÉATRE LA
PISCINE) (46-83-45-36).

dm. 16 h.
CHEVILLY-LARUE (CENTRE CULTUREL
ANDRÉ-MALRAUX) (46-86-54-48), L'Arbre d'amour et de sagesse : 20 h 30. CRETELL (MAISON DES ARTS) (49-80-18-88). Page 20 h 30, == 15 h 30. ERMONT (THEATRE PIERRE-FRES-NAY) (34-15-09-48).Dim. La toit brillent : 16h. FOSSES (ESPACE GERMINAL)

(43-81-79-67), Cousci le Grand Descrito du Spiendid : 20 h 45. GONESSE (THÉATRE JACQUES-PRÉ-VERT) (39-85-21-92). Des souris et des = : 21 h.

IVRY-SUR-SEINE (THÉATRE DES OUARTIERS) (46-72-37-43). vil-: 20 h, dim. 16 h. LA COURNEUVE (CENTRE JEAN-HOU-DREMONT) (48-36-11-44). ioin-taires : 20 h 45, dim. 16 h

taines: 20 h 45, d. 16 h LE BOURGET (1000 CLUB) (48-38 II). Candide: 21 h. MAISONS-ALFORT (THÉATRE CLAUDE-DEBUSSY) (43-98-77-67). Ma : 20 h 45, 16 h. 20 h L dim. 17 h. MONTMORENCY (MAISON DES LOI-SIRS ET DE LA CULTURE (39-89-50-60). Seuve qui peut Magrittel

21 h.
MONTREUIL (TJS) Quel
amour d'enfant! : 20 li 30, dim. 17 h.
NANTERRE (THÉATRE I AMANDIERS) (46-14-70-00). Salle polyvalente. Moly Bloom : 20 h 30, dm. 16 h. NOISY-LE-GRAND (ESPACE MICHEL-SIMON) (49-31-02-02). 🕼 Valse 📖

ORLY (SALLE ARAGON-TRIOLET) PATRICE DES ARTS) (48-48-10-30). di 1

20 h 30. RUEIL-MALMAISON (THÉATRE ANDRÉ-MALRAUX) (47-32-24-42), Les Vamps: ID it 45. SAINT-DENIS (THÉATRE GÉRARD-PHILIPE) (42-43-00-58). Exécuteur 14: 20 h 45. SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (THÉATRE

SAINT-GERIMAIN-EN-LAYE (THÉATRE ALEXANDRE-DUMAS) (30-87-07-07).

LIMIT : 20 h 45, dim. 16 h.

SAINT-MAUR (THÉATRE ROND-POINT-LIBERTÉ) (48-89-99-10). Je veux faire du chéma : 20 h 45.Dim. Toa : 15h.

SAINT-OUEN-L'AUMONE (ABRAYE DE MAUBUISSON) (34-84-36-10). Ter : 20 h 30, mm 18 h.

SAILE JEAN COCTFAU (48-98-88. SALLE JEAN COCTEAU (48-98-58-

18.Dm. Ulan Bed : 14h. 18.E8 GEMEAUX) (46-61-36-67). Letter : 20 h 30, 117 h 30. TAVERNY (SALLE DU FÊTES) (30-40-50-70). Jacob

son : 21 h. VILLEJUIF (THÉATRE ROMAIN-ROL

CINÉMA

LA CINÉMATHÈQUE PALAIS DE CHAILLOT

PLANT DESIGN SAMEDI Ciné-mémoire : 16 Films classiques : A propos de Nice (1930, v.o.), de Jean Vigo, l'Espoir (1831, 1841, and Mairaux

evec Andres Mejuto, Rockiguez José Ledo, 20 h. DIMANCHE Regain (1937), de Mercel Pagnol, la Règle du jeu (1939), de Mercel Pagnol, la Règle du jeu (1939), de Mercel Pagnol, III h.

PALAIS DE TOKYO SAMEDI

SAMEDI
Ciná-mémoire: Bours d'eseals, films inschevés: Lumière, versions multiples: l'Arroseur arrosé (1895), la Sortia des usines Lumières (1895), Bouts d'essale, films inschevés, 11 h; Ophuls films musicaux: Ave Marie (1936), de Max Ophuls, Value brillante (1936), de Max Ophuls, 11 h; Oeux cinéastes en marge: le Roi des auhes (1930), de Marie-Louise lribe, Deux films perdus, 11 h; Orage (1938), de Marc Allégret. 14 h; Voyages pittoresques à travers l'ancienne France: Coeur fidèle (1923), de Jean Eostein, 16 h; Parti com-(1923), de Jean Epstein, 16 h; Parti communiste français, documentaires : la Fêre de Gerches (1928), le Défile des 500.000 manifestants de la Bastille (1935), Grève d'occupation (1936), le Grand Prix cycliste de l'Humanité (1937), Breizh Nevez (1938), Victoire de la vie (1937), d'Henri Cartier-Bresson, 18 h.

Ciné-mémoire : Voyages pittoresques à travers l'ancienne France : le Manoir de la peur (1924), d'Alfred Machin, 11 h ; le Chemineau DIMANCHE peur (1924), d'Airea Macren, 11 n'; le Chemineau I Fernand 14 h ; Parti français, ; U Avec FFI (1945), Michel, d'un maquis (1945), la (1945), (1945), Daquin (1945), Dequin, (1951), Ménégoz, la Espérance (1937), Jacques 16 h ; Défense du cinéma (1947),

CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-73-21-22)

SAMEDI sameDi

: Ay, que tiempos,
senor : (1941, v.o. s.t.f.), de
14 ii 30 ; Films du catalogue
Lumière (1991), Gabriel Veyre, Marie
Candelaria II s.t.f.), d'Emiso Fernandez, 17 h 30 ; El lugar
(1977, s.t.f.), Fipstein,

DIMANCHE Le Cinéma mexicain : la Perta (1945, mm. s.t.f.), 14 h 30 ; Mujer del puerto (1933, v.o. s.t.f.), d'Arcady Boytler, 17 h 30 ; El Castillo de la pureza (1972, v.o. s.t.f.), d'Arturo Rips-

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS 2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache,

Forum des Halles (40-76-62-00) SAMEDI La Rue : la Rue vue par Tati : Salle 300 : Un petit traveil tranquille (1990) de Deniel Cottard, Tati sur les pas de M. Hulot. (1989) de Sophie Tatischeff, 14 h 30; Mon Oncie (1968) de Jacques Tati. 16 h 30 ; l'Ecole des facteurs (1946) de Jacques Tati, Jour de fête (1949) de Jac-ques Tati, 18 h 30 ; Bande annoncs : Mon (1958) de Jacques Tati, Playtime

(1967) de Jacques Tati; 20 h 30 ; Actueli-Gaumont, Trafic (1971) de Jacques Tati, 22 h 45 ; 100 : Bende annonce : Playtime (1967) de Jacques Tati, Mon Oncle (1958) de Jacques Tati, 20 h 30 ; l'Ecole des facteurs (1946) de Jacques Tati; Jour de fête (1949) de Jac-ques Tati, 22 h 45.

DIMANCHE

La Rise: Rue du regard: Paris Kertesz
(1984) de Ctristien Cuijole, Jean-François

Dars, Anne Papillaut, Willy Ronis (1988)
de Patrice Nois, Robert
(1981) de François

14 h 30; Rue medemoleelle: Spot Dim.
(1987), Cléo de 5 à 7 (1962) d'Agnès

16 h 30; Rue de l'homme armé:
l'orage (1987) de Bertrand Stephant-Andrews, Tchao Pantin (1983) de
Claude Berri, 18 h 30; Rue des darnes; la

Clé n'est pas dans le pot de géranium DIMANCHE Clé n'est pas dans le pot de géranium III de Manuela Gourary, pour l'échafaud (1957) de Louis Melle, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

AGANTUK LE VISITEUR (Ind., v.o.) : Epée : 5 (43-37-67-47) ; Lucer- (45-44-57-34).

ALIEN II (A., v.o.) ; images d'elleurs, r. (45-87-18-09) ; Grend Pavois, (45-87-48-85). (45-54-46-85). LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Den-fert, 14- (43-21-41-01). ANTIGONE (Fr.-All.):

L'ARCHITECTURE IIII CHIAGE (Su., (SI., v.o.): Logos R, (43-54-42-34).
L'ARME FATALE (A., v.o.): UTriomphe, (45-74-83-50)
Pavols, 16-(45-74-84-94-38-65-70-14); (45-74-84-94-38-65-70-14); (10-(47-70-21-71); Pathé Clichy, 19-(45-72-794)

BEIGNETS DE TOMATES VERTES (A., v.o.) : Forum Command Trans. (42-33-42-26 36-65-70-67) ; Cinoches, (48-33-10-82) UGC Retende, 38-85-70-73); UGC Blantz, 38-85-70-81).

LA SELLE ET LA SETE (A., v.o.): Firm Horizon, 1: (45-08-57-67-38-65-70-67; UGC Odéon, Fir (42-25-10-30-70-72); UGC Normande, (45-63-16-18-38-68-70-82); Gaumont Grand Egran Grandala fibit Kinopanassura) Grand Ecran Granatie (bx Kinopanorama), 15- (43-06-50-50) ; v.f. : Forum Horizon, 1. (45-08-57-57 38-65-70-83) ; Rex (le Grand Rex), 24 (42-36-83-93 36-65-70-23); UGC Odéon, 64 (42-25-10-30 38-85-70-72); UGC Nor-mende, 9 (48-63-16-18 36-65-70-82); mandie, 9 (48-63-16-16 36-65-70-82);
Les Nation, 12• (43-43-04-67 36-65-71-33); UGC Lyon Bestille, 12• (43-43-01-59 36-85-70-84); UGC Gobeline, 1 (45-61-94-95 36-65-70-45); Miramer, 14• (36-65-70-41); Grenelle (14-68-67-04); UGC Convention, 15• (43-06-50-50); UGC Convention, 15• (45-71-11); UGC 17• (40-68-00-16 36-65-70-61); Pathé Cichy, 19• (45-22-47-94); Le Gambetta, 20• (46-36-10-96 36-65-71-44); BOB NUSERTS (A., v.e.); Challestobourg, 3• (42-71-82-36); Lucernaire, 8• (45-44-57-34).

BOOMERANG (A., v.e.); George V.

BOOMERANG (A., v.o.) : George V. 145-62-41-46 36-65-70-74) ; v.f. : Rus, 2 142-36-83-93 36-65-70-23). LE CHÊNE (Rou., v.o.): M Juliet Par-(43-26-58-00), E SMMA (nongrois, v.o.): Les Trois Euxembourg, 6 (46-33-97-77)

LE DERNIER MOHICANS (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46 38-65-70-74) | v.f. : Les Montparrios, 14-DES SOURIS ET DES HOMMES (A v.o.) : Forum D Express, 1-(42-33-42-26 38-65-70-67) UGC Odéon, 6- (42-25-10-30 36-65-70-72) ; UGC

Triomphs, (45-74-93-50 36-65-70-76); Escurial, 13-(47-07-28-04); v.f.: U Montpernasse, 6- (45-74-94-94 36-65-70-14); USC Opéra, 9- (45-74-95-40 36-65-70-44). LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Epée Bois, 5-(43-37-57-47) : Logos sale 5-LES ENFANTS VOLÉS (IL., v.o.) : impérial, 2- (47-42-72-52) ; Hau 6- (46-33-79-38) ; Ambassade, 8 (43-59-19-08 36-65-75-08); Bastille, 11-(43-07-48-60); Bienvenüe Montpernasse, 15- (36-65-70-38). EPOUSES ET CONCUBINES 57.-Chin.

v.o.) : Images d'elleurs, 5 (45-87-18-09) ; Lucemeire, 6 (45-44-57-34) ; Club Gau-mont (Publicis Matignon), 8 (42-56-52-78); Saint-Lambert, 15-TESPRIT DE CAIN (*) (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) 36-65-70-18). LA FEMME DE L'ÉPICIER (Can., v.o.) : HOOK (A., v.1.):

(46-33-10-82); Pavols, 15(45-54-46-86); Saint-Lambert, 15-HORIZONS LOINTAINS (A., v.o.) : v, 8 45-62-41-46 38-66-70-74).

(43-69-36-14).
L'INCONNU DANS LA MAISON (Fr.):
Horizon, 1° (45-08-57-57
36-85-70-83); Rex, (42-36-83-93
36-65-70-23); 14 Julilet Odéon, 6°
(43-25-59-83); UGC Montparmasse, 6°
(45-74-94-94 36-65-70-14); Gaurnom Marignan-Concorde, 8° (43-69-92-82); Saint-Lazare-Pasquier, 8° (43-87-35-43); Gaurnom Marignan-Concorde, 9° (43-69-92-82); Pathé Franceis, 9° (47-70-33-88); Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31); Pathé Franceis, 9° (47-42-56-31); Les Nation, 1. (43-43-04-67-36-65-70-45); Gaurnont Alésia, 14° (36-65-70-47); Pathé Wepler, 18° (45-22-47-94).
INDOCHINE (Fr.): Internal Logos I, 15° (43-64-42-34); (43-64-42-34); ISABELLE EBERHARDT (Fr.-Austr., v.o.): Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-36); Pathé Lipson 3° (42-71-52-36); Pat L'INCONNU DANS LA MAISON (Fr.)

J F PARTAGERAIT APPARTEMENT (*) (A., v.o.) : Gaumont lim Halles, (40-26-12-12) | Cinoches,

JEUX DE GUERRE (A., v.o.): Forum Horizon, 1• (45-08-57-5): Guerment Opéra, 2• (47-42-60-33); UGC Odéon, 8• (42-25-10-30) 38-65-70-72); La (47-06-12-15); Gaurmont Merignan-Concorde, 8• (43-58-92-82); UGC Normandle, 8• (45-63-18-16) 30-00-70-82); 14-Juliet Besugrandle, 16• (45-75-79-79); v.1.: Rex, 2• (42-36-93-93); v.1.: Rex, 2• (42-36-93-93); UGC Montpamasse, 6• (45-74-94-94); 2- (43-43-01-89); UGC Lyon Bestille, 12• (43-43-01-89); 38-65-70-84); UGC Gobe-

KAFKA (A., v.o.) : Lucerneire, 6-(46-44-87-34). (45-44-57-34), L 627 (Fr.): Forum [Hart Express, 1-1], Brezagne, 1-1], Brezagne, 1-1], Brezagne, 1-1], Brezagne, 1-1], George V, 1-1], George

(45-43-41-63). LUNA PARK (russe, v.o.) : Forum (m LUNA PARK (russe, v.o.): Forum Express, 1- LUNES DE FIEL (*) (Fr., v.o.): Forum Express, 1- (42-33-42-26 38-65-70-67); Opéra, 2- (47-42-60-33); Danton, (42-25-10-30 38-65-70-88); Ambassade, 8- (43-69-19-08 38-65-75-08); UGC Normandie, (45-63-16-16 38-65-70-82); Gaumont Italie, 13- (45-80-77-00); v.f.: Gaumont Alásia, 14- (38-85-75-14); Les Montparnos, 14- (38-65-70-42), MACAO, MÉPRIS ET PASSION (Por., v.o.): Latina, 4v.o.) : Latina, 4 TLL BERCEAU (A. v.o.): UGC Normande, # (45-63-16-16-36-65-70-82); Grand Pavols, 15-(45-54-48-85); v.f.: Les Montparnos, 14-(36-65-70-42). MAX & JEREMIE (Fr.): Geurnont Les

1- (40-26-12-12) ; UGC Danton, 6-(42-25-10-30 36-65-70-68) ; Gaumoni Marignan-Concords, 8• (43-59-92-82); Saint-Lazare-Pasquier, 8• (43-87-35-43 36-65-71-88); UGC Biarritz, 8• (45-62-20-40 38-85-70-81); Pathé Fran-

cais, 9- (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastile 12- (43-43-01-59 36-65-70-84) | Gau

V, & 43-52-41-45 Gaumont Mari-IMPITOYABLE (A., v.o.) : Gaumont Mari-gnan-Concorde, & (43-59-92-82) ; Escu-rial, (47-07-28-04) ; Gaumont Par-nasse, (43-35-30-40) ; Pavois, 15- (45-54-46-85).

v.o.): Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36); Elysées Lincoln, 8º (43-59-36-14); Sept Parressiens, 14º (43-20-37-27)

(46-33-10-82); Gaument Ambassede, 8-36-65-75-08); George V, (45-82-41-48 38-65-70-74); v.f.: Pathé Français, 9. (47-70-33-88); mont Gobeline Fauvette), 13-(47-07-55-88); Montpamasse, 14-

(43-43-01-89 38-65-70-84); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95 38-65-70-45); Mistral, 14- (38-65-70-41); Montparnasse, 14- (43-20-12-06); UGC Convention, IS- (45-74-93-40 36-65-70-47); Fallia Wepler II, IS- (45-22-47-94); Le Gambetts, 20- (46-36-10-96 36-65-71-44).

(Esp., V.o.): Ciné Besubourg, 2 (Esp., Studio des (43-26-19-09). LEOLO (**) (Can.) : Utopia, I (43-28-84-65). IN DU BRESIL (Fr.) : L'Entrepôt, 14

PARIS EN VISITES

«Exposition «Rencontre des Améri-qui l'homme », 13 h 30, dans d'entrée (C. Merie).

s Le conciergerie : du palais des Capétiens à ili prison révolution-naire », 14 h 30, 1, qual de l'Horioge (Monuments historiques). « L'Hôtel-Dieu, l'ancêtre in hopitaux parisiens, et la médecine autrefois », 14 h 30, entrée de l'Hôtel-Dieu, côté parvis de Notre-Dame (Paris autrefois).

«L'hôtel de Lassay, président de l'Assemblée nationale » (carte d'identité, places limitées), 14 h 30, 33, quai d'Orsay (Connaissance de Paris).

12. (43-43-01-59 36-65-70-84) | Gaumont Gabelins (ex Fauvette), 13-(47-07-55-88) ; Parnasse, 14-(43-35-30-40) ; Mistral, 14-(36-65-70-41) ; Montpernesse, 14-(43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15-(48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17-(40-68-00-18 36-65-70-61) ; Pathé Ciriy, 18-(45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20-(46-36-10-98 36-65-71-44).

(46-36-10-96 38-65-71-44).

1492, CHRISTOPHE COLOMB (A., v.o.): 14 Juliet Odéon, (43-25-59-83): Publicis Champs-Elysées, (47-20-76-23): Max (48-24-88-89); 14. 11-(43-57-90-81): v.f.: Forum 1-(45-08-57-57 36-65-70-83); Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33); Rex, 2- (48-28-88-80); 14. (43-65-70-37); Gaumont Ambassade, 8-(48-59-19-08 38-65-70-81); Pathé Français, 9- (47-70-33-88); Les Nation, 12-(43-43-04-87 38-65-71-33); UGC Lyon Bestille, 12- (43-43-01-59 36-65-70-84); Grand Ltatie, 13-Bestile, 12: (43-43-01-59 36-65-70-84); Grand traile, 13: (45-80-77-00); bis), 13: (47-07-55-88); Gau-138-65-75-14); Montparr, Convention, 15: (48-28-42-27); UGC Maillot, 17: (40-68-00-18 36-65-70-61); Wepler, III (45-22-47-94).

f_k

ap 15 \$

19:49:50

. g er 🗷 🐗 人物學

- THE RESERVE 11.14 M

... Frank

3 4 BK 3

J Tarra

A-5-4 400

10 0000

··· · Indoor

WITTH BE

TOTAL PAR

1 mm

A and Sported 📠

া ব্যৱস্থা 👫

ig eine die beine gelenflog-gen afferenten nebnet gebeit

promit at enterement

OR MATTER MALES WITH BY

Alta fare is front de

9 1.31m 2 x 1000.

Trades de

parant sources from

4.00

LA PARTIE

ALD LYNN

erran 🌺 🛎

A SPANTA MA

STATE OF THE PARTY OF THE PARTY

Surrout out seller

great an enforced them

18.00

femilite 🚓

" . (P. 184)

21. 11. 14. 148MA

STEEL The state of the s

A Supplied and a supplied at the

AFRICA.

APPROXIMATE TO APPROXIMATE APPROXIMATE TO APPROXIMATE APP

The state of the s

And the second s

Maria de la companya de la companya

The Carrier of the Carrier

francisco de la facto de la fa

A STATE OF THE STA

A State of the sta

The second secon

The second

A CARACA

Territory

Set love

THE MEMORIES

The state of the state of

The second

2 1 2 U.

Alfred 🐠 The Date Million

LE MIRAGE (Fr.): Europa Panthéon (tor-Reflet Panthéon), 5- (43-54-15-04). MORTELLE JEUNESSE (Fr.) : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).

NIGHT ON EARTH (A., v.o.) : Ciné Seaubourg, 3- (42-71-52-38); images d'all-leurs, 5- (45-87-18-09). leurs, 5: (45-87-18-09).

LES NUITS FAUVES (*) (Fr.) : Geumont
1: (40-26-12-12) : Geomont
1: (40-26-12-12) : Geomont
1: (40-26-12-12) : Geomont
1: (40-26-33) : 14 Jenner
Odéon, 6: (43-25-59-83) : Geomont HeuInfeuille, 6: (48-33-79-38) : Geomont
Champe-Elysées, 8: (43-59-04-67) : 14
Juillet Bestille, 11: (43-57-90-81) : Lee
Nation, 12: (43-43-04-67-38-65-71-33) :
Geomont Gobelins (ex Fauvette), 13:
(47-07-55-88) : Geomont Alésia, 14:
(38-65-75-14) : 14 Line Beaugranelle,
15: (45-75-79-78) : Geomont
15: (45-76-79-78) : Geomont
15: (46-76-79-78) : Geomont
16: (46-76-79-78) : Geomont
16: (46-76-79-78) : Geomont
17: (46-76-79-78) : Geomont
18: (47-70-79-78) : Geomont
18: (48-76-79-78) : Geomont
1

(45-22-47-84).

OBSESSION FATALE (*) (A., v.o.) I

V, 8 (45-62-41-45-36-85-70-74).

OLIVIER OLIVIER (Fr.) : Germant Opica, 2- (47-42-60-33) ; Publicis Saint-German, 6- (42-52-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08-36-65-75-08) ; La Bestile, 11- (43-07-48-60) ; Bermande Montparresse, 15- (36-65-70-38) ; Gaumont Convertion, 15- (48-28-42-27).

OMBRES ET BROUILLARD (A., v.o.): Cm6 Beaubourg, 3 (42-71-52-38); Reflet Médicis Logos selle Louis-Jouvet, 5-(43-54-42-34). LA PESTE (Fr.-Brit.-Arg., v.o.) : Choches,

LA PETITE AMIE D'ANTONIO (Fr.): III Julie Odéon, 6 (43-25-59-83). LA PDAGE DEPGENFANTS PERDUS (Mar., - 14.01) (4.15.15) Entrepôt, 14-PROSPERO'S BOOKS (Brk.-Hot., v.o.) : Ciné Beubourg, 3- (42-71-52-36) ; Den-fert, 14- (43-21-41-01).

RESERVOR: DOGS (*) (A., v.o.) : Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Flotonde, 6 36-65-70-73) ; George V, E (45-62-41-46-38-65-70-74). RETOUR A HOWARDS END WWW v.o.): Epée de Bois, 5- (43-37-57-47). SEXES FAIBLES (Fr.) : Illus Beaubourg, Illus (42-71-52-36); Biarritz, (48-62-20-40-38-65-70-81); Paramoun 9 (47-42-56-31-36-65-70-18); Mirainar, 14 (38-65-70-41).

(\$6-5-70-41), LE SILENCE DES AGNEAUX (**) (A., v.o.) : Ciné Besubourg, 3* (42-71-52-36); Cinoches, 6* (46-33-10-62); George V, 9* (45-62-41-46-36-65-70-74); Seint-Lam-bert, 15* (45-32-91-68).

bert, 16 (45-32-91-88).

Halles, 1* (40-28-12-12);
des-Arts II, 6* (43-26-80-25); Publicle Champe-Bysées, 8* (47-20-76-23); Le Sestille, 11* (43-07-48-60); Gaument Gobelins (ex Fauvette), 13* (47-07-55-88); (43-35-30-40). TALONS AIGUILLES v.o.) : Lucer-[(45-44-57-34) ; 15-(45-54-46-85).

THE LONG DAY CLOSES (Brit, v.o.) : Reflet Logos I, 5- (43-54-42-34); Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20). THE PLAYER (A., v.o.) : Studio des Ursu-THE UNBELIEVABLE TRUTH (A., v.o.): Espace Saint-Michel, 5: (44-07-20-49): Elysées Lincoin, 8: (43-59-36-14); Sept Parnessiens, 14: (43-20-32-20). THELMA ET LOUISE (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Cinoches, 6- (46-33-10-82).

TONG TANA (denois): Les Trois Luxus bourg, 6- (46-33-97-77 36-65-70-43). TOUS LES MATINS DU MONDE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); 14 Juillet Parnesse, 6- (43-26-58-00). TRUST ME (A., v.o.): 14 Juliet Parnesso 6- (43-26-58-00).

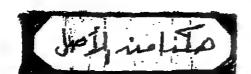
LUNDI 9 NOVEMBRE

« Les g souterraines l'hôtel de Chrny, anciens thermes gal-lo-romains », 10 h 30, 6, place Paul-Painlevé (E. Romann).

« Hôtels et jardins du Marais. Pface des Vosges», 14 h 30 j sortie mêtro Saint-Paul (Résurrection du passé).

«La Sorbonne et l'université», 14 h 30, 47, rue des Ecoles (Ars A Mystérieuse Egypte au Lou-Vie quotdienne et symbolique Pharaons. Rituel des prêtres et embaumement», 14 h 30, sortie métro Paleis-Royal, terre-plein central (I. Harifer) (I. Hauller). (I. Hauller),
«Cités d'artistes et jardine secrets
de Montmartre», 15 heures, métro
Abbesses (Connaissance d'ici et d'ai-

«Le Musée du tabac, nouvelle pré sentation », 15 heures, entrée, 1. rue Surcouf (Paris et son histoire). « Exposition : les Etrusques », 16 heures, entrée, Grand Paleis (Paris et son histoire).



THÉATRE

Libres enfants de Molière

Rencontre entre un auteur, Michel Vinaver, et un jeune metteur en scène, Michel Didym

Michel Vinaver - Iramatique, romancier et critique, II associante-cinq Ex-président d'une multinationale, il se tint longtemps éloigné de l'écriture. Son œuvre l'écriture, avec Coréens en l'est suivie de montés par Planchon, some montés par Planchon, some reau, Vitez, Lessalle le Pernier Sursaut, une farce commandée par Antoine Vitez lorsqu'il était à la tête de la Comédie-Française (1).

Objet : reprendre une tradition abandonnée depuis l'entre-deux-guerres qui que l'on un impromptu afin qu'il soit donnté, l'act de la représentation de la représentation de la représentation de la représentation de la resissance de Molière, Résultation present de la resissance de Molière, Résultation present de la resissance de Molière. tat : un texte drôle, rapide, assassin trop irrespecteux pour être donné an Français, que vient il la relève théâtrale, Michel Didym, metteur en la limagination l'énergie produtebles

Sous litre Déparession, pièce de Michel Vinaver présentée au Théâtre de Metz les 5 et 6 novembre en première partie de la Camargo, d'après les Marrons du feu, œuvre de jeunesse d'Alfred de Musset, elle aussi courte, nerveuse et faisant le portrait d'une femme Inspirée d'une danseuse qui a révolutionné la danse et fait scandale à la dix-huitième siècle. Sepectacle devrait prochainement commencer Sous litre Dépossession,

commencer are de deux généra-tions très différentes, vous vous êtes pourtant souvent croisés jusqu'à travailler ensemble, « Qu'ast-ce qui dans le travail de d' l'un et de l'autre vous atthe?

 $(\mathcal{S}^{n}(\mathbb{I}_{m+1})) \cong \S p_{n+1,n} \mathbb{Z}_{m}^{m}$

Pun et de Pautre vous attire?

- Michel Didyn: En 1989, quand je allé aux grand je pour aix qu'un projet aboutisse bientôt aux Manhattan Theater Club.

- Por ailleure l'ai perieté à la lec-

- Par ailleurs, j'ai assisté la lec-» Par ailleurs, j'ai assisté à la lec-ture de plusieurs taxtes écrits par les élèves de Michel Vinaver quand il était professeur à Censier. Il orga-nisait des journées formidables. Des gens comme André Marcon et Anouk Grinberg lire le résultat d'unification d'écri-ture qui duraient une

» Depuis, j'ai assisté à une lecture diants de la Sorbonne. Bien que ce travail n'ait pas été très enthousiasmant, je suis tombé amoureux de la pièce, farce exemplaire de notre époque et sorte d'ovni, d'objet aty-pique dans son écriture. En atten-dant de trouver les producteurs, les gant de trouver les producteurs, les protecteurs pour monter une autre de ses pièces, les Huistiers, j'ai eu l'envie de réunir un projet Museet que j'avais depuis longtemps et sa pièce, afin d'explorer les résonances entre les deux terres entre les deux textes.

- Le Demier Sursaut est effectivement un texte comme en n'en écrit pas aujourd'hui.



- Michel Vinaver : C'est la pre-mière fois que j'accepte de travail-ler sur commande. Antoine Vitez avait envie de renouer avec une tradition qui est de demander à un auteur vivant de faire une petite auteur vivant de faire une petite
pochade, un impromptu pour célébrer Fanniversaire de la naissance
de la la le me suis piqué m
la m'a donné tous les signes
francoup cette de la li en
a la plusieura de la voix haute
mais, dans sa sagesse d'administrateur du Françaia, il a pensé qu'il
valsit mieux ne pes donner suite à valait mieux ne pes donner suite à ce projet. Il pensait que les résistances seraient trop fortes et peut-être fâcheuses pour la suite de ses projets. La pièce est donc restée injouée jusqu'à ce jour. Atypique, cri elle lest étrement

- Elle veut vraiment in peine que vous la racontiez briève-

- Elle relate la réalisation d'un film qui présente une variation par rapport à la vulgate de la vie de Molière. Elle concerne surtout l'épisode de sa mort, la fameuse scène où il s'effondre sur son fautenil en jouent Ameri Le manufacture de la consiste de la c jouant Arran, Le reconsiste le fi que moment où il non plus Argan mais I Alceste. Il s'imagine en train bondir sur lui-même et a la vision d'une étreinte fulgurante d'une et et

Célimène. Le film, dont la sortie vient d'avoir lieu, auscite une levée en masse des dévôts, les dévôts de la secte de Molière qui cherchent à s'opposer à sa diffusion.

» Les personneges répartisent en trois populations : Il y a des hommes, en fait les sociétaires du Fraçais; des manssi, qui trouvent du film fantastique. Il completent prompécher la diffusion du film, les comme chez Molière souvent, deux personnages qui le de tolérance. L'histoir de travestissement, la méprise, le piège, la manigance. Il y a ausai des piège, la manisance. Il y a aussi des incrustations de l'actualité : les pra-tiques des chaînes de télé, la péti-tionnite et puis le petit terrorisme minable qui consiste à mettre le feu il des cinémas...

- Là, on retrouve complète-ment le Vinaver que l'on connelt, attaché à la description de son

~ J'ai voulu him le portivil d'une certaine médiocrité, d'une façon de chercher promis en le façon de compromettre, elle veulerie, souvent autour de nous. La pièce n'est pes un passiche, c'est plutôt un regard ironique et amoureux sur l'œuvre de Molière. Je pense que ce mode de la moquerie est beaucoup plus fidèle à ce qu'il était que toute

- Quel fien y a-t-il entre une farce de la fin de ce siècle et un a classique » du début du siècle dernier?

damier?

- Michel Didym: Il y a d'abord un lien évident entre les deux anteurs. Musset a inventé le concept du «théâtre dans un fanteuil» et Michel Vinaver estime que l'édition prime sur la représentation. D'autre part, dans le parlome de sa pièce, Misse : « La pièce, à parler franc, est digne de Molière; qui pourrait le nier? Mon groon et ma portière, qui l'ont he en entier, en ont été contents.» Cette espèce d'irrévérence dans l'allégeance à Molière me plaît beaulégeance à Molière me plaît beaucoup, elle est un peu de la même nature que celle de Michel Vinaver. - Il s'agit ià encore d'un texte

- Le personnage central de sa pièce est la Camargo, une danseuse, qui a été très célèbre au dix-huitième siècle. On peut même dire qu'elle a été révolutionnaaire à plus d'un titre ; elle fut la première à faire des entrechats ; c'était rigoureument interdit à l'époque et elle a fait scandale à l'Opéra de Paris. Plus tard, elle a suscité le même émoi en coupant sa tenue de scène à hauteur des cuisses. C'était un pen la Madonna de l'époque... Tout Paris se ruait parce que la rumeur coursit qu'elle dansait sans culotte.

» Dans la pièce de Musset, elle

» Dans la pièce de Musset, eile » Dans la pièce de Musset, elle est montrée comme totalement fidèle et pure, c'est vraiment l'héroîne romantique absolue. Elle vit une sorte de dépossession amoureuse, une situation qui la pousse à la folie, su crime. Dans la pièce de Michel, c'est un même fil de dépossession qui trame la pièce, dépossession littéraire cette fois. Les personnages se sentent dépossédés de leur maître et de l'image myhique qu'ils en ont. Dans une pièce comme les l'autre, il est maquestion de sacrilège, sacrilège question de sacrilège, sacrilège amoureux de la Camargo et sacrilège littéraire du Dernier sursaut.

Est-ce qu'un auteur n'est pas toujours tenté de porter lui-même son taxte à la scène?

- Michel Vinaver : il u'y a pas de vérité à ce chapitre. Il y a des anteurs qui sont de très bons metteurs en scène et dramaturges de leur travail. Je ne crois pas être narticulièrement doué nour cela. Une des choses que l'aime bien au théâtre, c'est justement l'altérité. Cela vaut aussi bien d'ailleurs pour l'«intérieur» d'un texte. Un texte l'einférieurs d'un texte. Un texte de théâtre, c'est avant tout la présence des autres; l'altérité fait qu'il y a des répliques, un dialogue, une action. Je crois que c'est un peu la même chose entre un anteur et un metteur en scène.»

Propos recueillis per OLIVIER SCHMITT

(1) Le texte de la pièce est paru aim éditions Actes Sud « Papiers». 40 pages, 48 F.

MUSIQUES

Vrai disque pour vraie chanteuse

Entourée de jeunes musiciens, Joan Baez renoue 💵 le monde moderne

de la comment pris

de la comment de la comm

une mille émouvante : « Bien je n'en prenne conscience, ma carrière arri-à un carrefour : d'un côté, je

à un carrefour : d'un côté, je pouvais laisser flotter dignemon de Égende dannées de l'autre, il fallais entreprendre des efforts conséquents. Je comprenais j'avais commencé très jeune, dixhuit s'est fait seul pendant douce ou treize que j'aie besoin de réfléchir. J'ai commencé rencontrer des problèmes mais je n'arrivais à les identifier. Je m'ennuyais je supj'ennuyais la sup-

An least lea

Une trère dans les activités politiques

Avec eux, Joan a cerit plus

I moitié de chansons de Play
Me Backwards et les a enregistrées Nashville. Sa voix libérée, affranchie des contraintes qu'imposaient les reprises de tubes qu'imposaient les reprises di tubes
planétaires qui étaient devenues spécialité. Sur ce neuf,
intime, Joan retrouve
l'honnêteté qui était au
temps où elle Farewell Angelina Daddy You're on My
l'a Backward inte de Janis Ian, m titre E John Carpenter.

Cette discipline musicale a entraîné em trève de la activi-politiques de la chanteuse a Je n'aurais pas eu le temps de travailler et partir l'Irlande Nord la Tchécosiovaquie», – même si elle réfute vigoureusement l'idée 🚵 📠 📖 idéaux. « Je ne me suis jamais fait beaucoup d'il se ur la popul-rité l'élès. La non-violence plait beaucoup aux tant qu'ils n'ont la pratiquer. » La politique, la religion la manufacture. sont intimement liées dans la fille de quakers qu'elle n'aura jamais fini d'en écheveaux. = Quand j'ai mon autobiographie, Bob Gibson m'a rappelé qu'un soir j'avais chanté des gospels très enthousiasmants, très rythmés 🖬 🕶 🖨 salle 🚟 🛚 rythme. moi, j'étais sortie pleurant, répétant « ils n'ont droit d'faire d'aces chansons . Ilan ma famille, L tambour était considéré l'instrument in the s

Mardi soir, Joan ma essayait Chansons de Play

Backwards public la petite
salle du Passage du Nord-Ouest. Accompagnée un guitariste un bassiste, re imposé mai titres, évidents. Par moments, les vieux démons reviennents, quand elle imite Bob Dylan Don't Think Twice, It's Allright, a sortir ombre-là, ouquand la systématiquew répertoire qui mérite pourpost a visit frame of Finalement, le scène, la salle, le plaisir retrouvé la musique, du danger la nouveauté, l'a emporté. printemps prochain.

THOMAS SOTINEL

EDITION

Pascal Gauchon, du PFN aux PUF

Last Property and the state of the last de France, in visitle in res-pectable in boule-vard Seint-Germain, gardienne éditoriale 🔤 😼 tradition scientifique in humavient une une recrue. A grand renfort publicité, elle une noucollection, « Major », destinés aux préparatoires II HEC et à Po. Cette collection est per per Gauchon, modestement présenté comme «professel et géographie an nomiques à ipesup et Prépa-Premier volume, signé du mary Pascal Gauchon, d'una équipe de collaborateurs : Economie recumak de Mill I no jours, le

Rien ill que de mile unité sitaire, si l'on ignore i qui en manuels d'initiation à la science politique. chon, après avoir milità è rest le fondaune des inclares in plus maiole de l'extrême française qu'il diriges de 1974 à 1979. Il a de ment été la maliera a la malier de l'Occident, la nationote de Marce Minister après l'alla de François Duprat en man III/I II en également l'auteur, avec un arm dirigeant du PFN, Thierry Buron, d'un petit Pur sur 🔚 Fascismes, paru 🖿 1979... PUF. désigné pour représenter 🖩 droite aux présidende 1981, plan deep franching renoncer = quitters

Laisser la porte ouverte

Le fantasme de la visite miraculeuse

L'AIDE-MÉMOIRE à la Comédie des Champs-Bysées

per ouverte, delle l'espoir de voir, un limi jour, une nuit, mill une mitter il rève : imagination pas méchante, une bulle savon pause-fantasme. Idée «de départ», aussi, une nouvelle, un courtmétrage, un « cartoon » (terme anglais désignant une œuvie graphique qui, en un seul dessin légendé une his-toire. Lu traduction exacte en français), L'un - français 🖿 plus « purs », Valery Larband, admettait certains anglicismes i il reconnaissait par exemple. In le début le cle, que le mot «shopping» n'a pas d'équivalent en français).

Bien sûr, voir entrer 📻 la porté un magnifique garçon, ou une d'un infini, «shopping» d'un certain profil.

jeté son dévolu sur un homme que cette surprise laisse froid, et même mécontent : 8 heures de matin, une bonne fortune de juste de chez lui, il a très tôt un rendezvous d'affaires, il n'a pas le temps a'amuser, et la manage qui pour lui, il un champion de quick-idylies, il un catalogue de m brèves une par photo jointe, ce qu'il

Bref, ce que l'on sau su une esituation». Nous ne savons pas ce la jeune femme ma faire u Elle ne elle-même, semble-t-il. E lit ne me rien savoir. C'est gentil,

pouvait partir de ça, pour obliquer tout in sull un quiproquo, in un contre-feu, et d'un certain profil. Jean-Claude Carrière, qui rebondir. Jean-Claude Carrière, auteur de l'Aide-Mémoire, fait voir une jeune femme qui pousse ladite porte, et s'assied sur le lit du studio d'un monsieur.

Afin de chances d'un minimum de conflit.

- aliments naturels du dialogue de endormis soient-ils, prévoient au théâtre, - Jean-Claude Carrière a fur à manure

c'est Bernard Giraudeau, I 1 méchant, and up-to-date, il exéchoses, il il pentencré. L'inconnue c'est Fanny Ardant, in grande, élancée, 🝱 a 🖿 l'ascendant, 📹 jone 1722 - certain snobisme, bécheuse; il lui une une volture, ou pest-être une

pièces est Aide plaisanterie, demandisponibles, libérés, enjoués, contraire de ce que suscite le trac im premières représentations, de me publics de particuliers. saine pu do sciloce imenfant, voir la pu'elles la Pécran, Fanny Bernard plus fonceurs.

CINÉMA

L'air raréfié des cimes

CERRO TORRE de Wemar Herzog

Werner Herzog, cinéaste de l'extrème, écrivait un livre, il y a près de quinze ans. Sur le chemin des glaces. Le récit de l'entreprise sacuficielle qu'il avait engagée parce qu'une de ses vieilles amies, Lotte Eisner, se mourait ici. Il se mit en route, à pied, dans le froid de l'hiver et marcha de Munich à Paris. Quand il est atteint son but, son but était atteint, Lotte Eisner était guérite.

Cette histoire vraie pour dire la sympathie que les folies d'Herzog méritent, souvent. Pour dire la force de ses folies, de Kaspar Hauser à Aguirre, et même, dans une moindre mesure, à Fitzcarraldo. Mais, cette foir voulent practier avec les e Heifois, voulant renouer avec les «Hei-mat», films de montagne très en vogue dans l'Allemagne des années 20-30, avant que ses héros « posirifs », grisés d'air pur, ne dévissent dans le gouffre de l'idéologie nazie, il grimpe, essouffié, sur des sommets de décevante convention.

de décessante coavention.

Deux générations, deux styles, deux conceptions de l'alpinisme deux

y parviendra? Le «vieux» (Vittorio Mezzogiorno) ou li jeune (Stefan Glowacz, authentique champion sportive) l' Ce li li limit important.

Il a'y a qu'une an Cerro Torre, la cile-même, subli-mement filmée, bys-tériques, a bypocrites tés. Un suffi. Avec peut-être F Dourif, de même, un secondaire, bien cinglé bien berzogien, West, in-haut, comme un ilvi insc-cessible. Lui seul, manual les regrets qui in the selfide ratée, est il is here

DANIÈLE HEYMANN

un 🗁 estratu volés » candidata aux Come - Le film de Gianni Amelio (en Imala Ladro di bambiai) représentera pour meilleur film étranger, qui Hollywood. Le film, qui a grand prix III jury au dernier flathal ... Cannes, a let gaé à l'unanimité par un jury l' professionnels. Il s'agit du film réalisé | Gianni Amelio | produit | Angelo Rizzoli désigné en la ans représenter l'Itaaux Oscars, après Portes (Porte aperte) = 1991.

LIBRAIRIE INTERNATIONALE 82. mm Bonaparte. PARIS Vi* Métro : Saint-Sulpice

HISTOIRE - ARCHEOLOGIE ARCHITECTURE - BEAUX ARTS

Licres neufs - Licres anciens

Envoi sur sample demande





Dimenche : nord, solelí au — sur la la mord, la grisalle dominera wa long de 🗎 journée. Quelques produiront surtout le matin. En fin d'après-midi 🚃 🚃 perceront près de la frontière

aud, après 🔳 dissipation des fréquents le matin, surtout vallées, le soiell

très beeu aur massifs Les températures seront douces le

LEGENDI

WOUNTE

心局認

COURTES SCLARCES

● WE NAME

IIIII OU BRIDE

* MIGE

≥ ORAGE

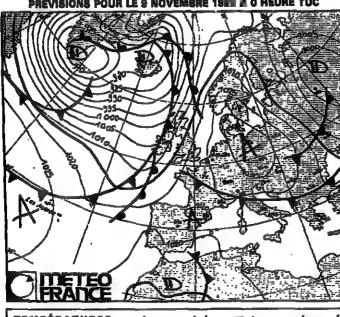
SEPLACEMENT

m

: entre II al III le matin 🔤 le avec 10 III près 10 III près 110 III 14 | de la malana di dei L'après-midi, 🖿 🍱 📆 attein-

dra 10 à 14 sur la moitié

PRÉVISIONS POUR LE 9 NOVEMBRE 1911 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima en temps observé Burs experies relevées entre

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la Email : moins II heures III ; heure légale III III III hiver. (Document étable avec le support technique spécial de la Météorologie nationale

unge

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Ma

Le Monde L'ÉCONOMIE

TF 1 20.45 VIIIAVIII: Toute la ville parle. Côté enfants. 22.40 Magazine : Ushuala.

23.45 Magazine : Formule sport, Football. F1 Magazine, Grand Prix de formule d'Australle,

FRANCE 2

Magazine : La Nuit des héros. Magazine : Illumin jeu, Invités : La Nuis.

tennis de Paris-Bercy et Visages d'Europe. 0.35 Magazine : La 25 Heure. Italian American, de

0.15 Journal, Météo, Open 🚗

FRANCE 3

20.45 Série : Police secrets. Neige dans le Mid. 13.11 Journal Météo. Sport : Tennis.

22.45 Magazine : Repères. 23.40 Magazine : De Manu. Invités : Tanik, N'Dour, Cumont. 0.25 Continentales Club.

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : Woodward,

TF 1

22.40 Magazine : Ciné dimanche

0.35 In mail et Météo.

FRANCE 2

20.50 Cinéma I Bons baisers

22.50 Magazine : Bouillon de culture.

0.10 Journal, Météo, Open de

Visages d'Europe.

Le Cari de la presse.

Présenté par Henry Chapler. Bazin.

Stars in my Crown. III Film american Jecques Tourneur (V.o.).

FRANCE 3

22.05 Magazine : Le Diven.

22.50 Sport : Tennis. I du 7. Open de la Vie de Paris

23.00 Dessins animée.

Ventriloquist [4] (1950),

Tom's [4] (1947),

Tex Avery (v.o.).

0.45 Musique : de nuit.

CANAL PLUS

22.30 Journal et Météo.

20.45 Spectacle:

23.15

Cinéma :

22.50 Variétés :

II Will Migazine:

20.40 Cinéma : Netchalev

est de retour, a Film Jacques Derzy

Montand Immedia

Film britannique de Terence Young (1963).

ILI Guy Job.

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 7 novembre

ange ou démon? 22.00 Flash d'informations. 22.05 Sport : Boxe. Réunion de Luxembourg : champlonnat d'Europe de l'europers. 23.00 Magazine : Jour de foot. Buts et extraits des matches de la 14- journée de cham-pionnet de France de D1.

0.00 Le Journal du hard. 0.05 Cinéma : Barbara, Film français, San X.

ARTE

20.40 Documentaire :

Cinéma d'animation : Question d'optiques. 22_16 Cinéma d'animation A Simple of Vision.

Magazine : Macedem 23.35 Ray Charles à Bourges. 0.05 Min : Monty Python's Flying Circus.

M 6

20.40 Feuilleton: Holocausta. De Marie California (1= per-

23.15 Téléfilm : de Mike Moran. De Robert Conrad.

0.50 Informations: ninutes première houre.

Film américain de Philip Kauf-man (1990).

L'Equipe du dimanche. Présenté par Pierre Sied. Footbell ; Boxe.

La Valse des pigeons. ## Film français de Michael Per-resa (1991).

L'Homme aux oranges.

Paesi e Paesi zig-teg.

La Télévision en Europe

D'Angelika Kettelhack Angela

Prix Europa 1992,

compétition.

La du prix Europe 1992.

Paesi zig-zag.
De Giovenni Columbu (2º per-tie).

Le Fureur du Dragon.
Film chinois (Hongkola)

22.25 Magazine: Culture pub.

La mánagère manager. 23.00 Cinéma : Miranda, d Film italien de Tinto Brass (1989).

0.40 Six minutes première

De Jones Desert

0.55 Musique : Boulevard des clips.

21.45 Find d'Informations.

22.50 Magazine:

1.20 Cinéma:

ARTE

22.10 Documentaire :

22.30 Documentaire:

23.30 Documentaire:

13 Soirée spéciale :

0.35 Documentaire:

M 6

20.45 Cinéma :

State Téléfüm :

Dimanche 8 novembre

- Gilles et Gilberte HAUSER-CARON

ont leur fille

THE STATE OF THE S

58, rue Charlot, 75003 Paris,

le profond amour dont tu nous chaque jour. Alléluis l

> Alain (1), Suzy, Joëlle, Mayane et E. Jo, Yves, Jean-Louis Frank, Nico, M. Manu, Christel, Laurianne, Guillou Papy.

son épouse. Mª Francine Benoit.
M. ■ Mª Jacques Fleury. ses enfants, ses petits-enfants et arrière-

petits-enfants,

survenu le 28 octobre IIII, IIII

Les obsèques ont su lieu dans l'inti-mité familiale.

Cet avis tient lieu il faire-part.

7, Molitor, Paris. 47, rue de l'Egisse, 75015 Paris. Le Prieure.

- M= Raphati Epstein,

M. Babok. son neveu. Et toute la famille, font du décès de

survenu le 6 ----- [14] dans m cent année, en son

9 novembre, a 11 neu parisien de Bagneux.

- M. Marie-Pierre Guinaudeau, Guinaudeau,

ses cafants. M. Vincent Guinaudeau.

M. GUINAUDEAU

dogne), minim de l'inhumation mi cimetière de Sariat.

Le Monde

46-62-74-43

CARNET DU Monde

Naissances

Mathilde 🛢 🛮 novembre (992.

Anniversaires de naissance - Il y a quatre-vingts

Mamyvette.

Merci pour l'infinie tendresse et pour

<u>Décès</u>

la grando tristosso do la part du

docteur Hubert BENOIT, chevalier de la Légion d'honneu

16, rue de l'Eglise. 28410 Bu.

son épousa. Henri et Évelyne Epstein.

M. Raphaël EPSTEIN,

Les obsèques misse Lieu le lundi

mbre, à 11 heures, au 🖼 🗂 avis ion im faire-part.

son petit-fils, M~ Mail Guinaudeeu,

Les familles Guinaudeau, Franc, Chamski, Guyon, Ariet et Vaquier, ont la tristeme de faire part du décès de

ke ii novershra iii.

La cérémonte religiouse non cité de le mardi 10 novembre, il 14 au qua l'église Saint-Vincent de Cosse (Dor-

Cet avis in lieu in faire-part.

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE Renseignements:

de son ancien président

GUNZBURG,

112 E.T

्रहर्म स्थापका विकास विकास

Salar Salar Salar

The second second second second

The same of the sa

State of the state of the

-32.22 11.72.16

ا لتعبير.

- 15 m

ALL THE STATE OF THE PARTY OF

AND TO SERVICE OF THE SERVICE OF THE

The state of the state

Bar and the second

pro a service of

2 20 1

18 22 13 15 4

1270.8723.000

grade and the second

and the property of the first

aggregation is a finite se-

the person of the second

ध्य प्रदेशकार्थकः । विशेष

Burgerturing place

THE TOTAL LANGUAGE BY

建物设备 经分别 经公司

ABONSA CONTRACTOR

Frank Sen operation in

Comment of the second second

Treation on a Balance

್ವಾಚಾರ್ವ್ಯ ಸಂಗಿತ್ತ

Will all Section 14

2024 - Etating 533

Working of Parish

BENEFIT CONTRACTOR

Second A. France

MARK

found de ferreira

But de rue and the tall.

Zia samming a vivi

agracias puntos see

観り記録をおいた。

ingerials a

22 87 20 To . 1

Agent of the control of the con-

2000年2月1日 中華港

Established in the

gage to the control of

700 242-1 1 1 A 1 A 1 1 A 8 8

11 Margaret 12 (04) (-47) (128)

THE COURSE OF A P.

STOTISTICS & THE BUB

起回 Stotto (1.4) Mare 東

explicit common action in the second

BEFORE TOTAL SERVICE OF AN AREA

Managa.

A hope or

alaina ing l

ny dipetak Ny ao Est Jipatr Jipatr

J

T. 187

Legislary bis

nales, notamment sur le Vietnam. Passouve par les arts comme par le monde d'Extrême-Orient. Serge de Gunzburg avait pris sa retraite en 1976.)

La Monde du 6 novembre.) .

M= Robert Jarrety, M[™] Elisabeth Jarrety, M. et M[™] Michel Jarrety, la douleur part du

M. Robert JARRETY,

survenu dans sa quatre-vingt-quatrième année, le 5 novembre l'III

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste de landi novembre, il 10 il il

🗦 bis, avenue 🔳 Verdun 45, Carnot, Saint-Cloud 9, rue Jean-Froissart. 80000 Amiens.

<u>Anniversaires</u> – ¶ y z un an disporaissait

Nous qui l'avons rencomrée et

Françoise BERQUE.

simée, au cours de son trop bref séjour, formons de douces et chalcureuses pen-sées pour elle, plus particulièrement aujourd'hui. - René MICALET

est décédé la movembre 1988.

Mais par-delà la mort la vie demeure, pour tous coux qui l'ont connu et simé, dans la fidélité du sou-

- Pour ce jour anniversaire de sa bratate disparition, l'Institut Weizmann des émus pour .

MONTAND.

fants SOS de France se souvient qu'il y a vinet ans, le 8 novembre 1972, dispa-raissalt notre président.

WWW MORANDAT.

dans ce souvenid Claire MORANDAT,

ikodalili le 30 mara 1985 in qui 📶 égal potre présidente. Ou'lls reposent on paix.

L'œuvre des Villages d'enfants SOS, pui l'aquelle ils se mui tant dévoués, poursuit sa tâche auprès de cofants et des jeunes ea difficulté.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

Time : la ligne H.T. Communicat. diverses 100 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les ligne sont bligatoires et Minimum lignes.

Magazine : Malal express. Henry et June. 1 **MOTS CROISÉS**

PROBLÈME Nº 5906

HORIZONTALEMENT I. Morceeu II — parfois une r vieite » qui un mourir. — II. Abréviation. De — III. Asperges — III. Capable d'impressionner. —

IV. Revenu pour man-ger. Bien caché. Sym-bole. - V. Promet Mar-II. enfants. Portrait d'une incon-nue. - VI. A did donné aux ≡ gendarmes», The précieux. Points opposés. Symbole. – VII. Ne resitat pas VII VII. Ne pas VII
aux coups in ceux qui VIII
u régalent ». Fait in planche. – VIII. En IX
altitude. Affaire de X gousses. Visait les X1 vies XII x. C'est périodique-

l'eau suffisent pour le nourrir. -XI. Dans le nom d'un roi légendaire de Rome. Gonfle avant de crever. En Provoquait ouvert. - XIII. est horizontale. Mot d'enfant. Eau qui disparaît dans un grand bassin. -XIV. Un certain froid im sépare. Empoisonnement causé par 🜆 XV. Carmagnole XV. son foyer et disparaît.

VERTICALEMENT

1. il prend l'air avant 📠 📖 Devise. - 2. Une femme en... carte. Un quart ou un millième. - 3. Le petit coin. Offrent à boire et ■ manger. - 4. Espèce de bûche. Palmier ou chou. Abréviation. - 5. Bronzé ou cuivré. Hauts dignitaires. Abréviation. - 6. Forme du passé indéfini. Ses habitués ont leur métier dans la peau. - 7. Enveloppe un jambonneau. Il va doucement. Lettres de service. Prénom. - 8. En entier. Sépare Gorki de Pouchkine. A ne pas remettre i - 9. But la

tesse. Vin. Les dés y sont jetés. 10. Partiellement dépensé. Nourrit qui l'engraisse. Apporte de l'eau à la rivière. Moderne. – 11. Se vident avec une pelle. Des vers qui piquent. – 12. Au-dessus des marquises. Exige une bonne conduite. Militaire. - 13. Est décoré quand il va au combat. Homme de prix. -14. «Fait» la vie avec d'autres. Préfixe. Hugo ou Dumas. - 15. Pièce qui valait un billet. Subit un inconvénient.

Solution du problème nº 5905 Horizontalement

Machoires, - II. Acheteuse. -Jeu. A. . . IV. Orin. Anes. -V. Rénal. - VI. Trousse. -VII. Bière. Tin. - VIII. Messe. -IX. Tiers. Ste. - X. Oma. Or. -XI. Net. Pions. Verticalement

Major. Bâton. - 2. Acéré. Ire. 3. Chuintement. - 4. Hé. Narrera. - 5. Ota. Loess. - 6. léna. Pi. -Ruinistes. - 8. Esse. St. Ton. -9. Sées. Enfers. **GUY BROUTY**

reits 🛲 🛊 METERS AND A COLUMN AND and the state of the state of SECURE OF STREET

DES MINISTER OF A PR to be organized Test and the service carried the TERMS DOES JOHN THE STATE OF THE Si the gale 知 計 1991 - 2121 / (本庫 Expel grade titule estates house de di Page and Commence -製造業を 1277 m 1874年 TAKE BUSE OF deriver Call Columbia Car S

Control of the state of the sta AND DEBOARD OF LIFTING Mary Port of the State But The remaining Advances are berge de w Baratterritt fein integrated districts and in 28 207 207 202 7A7 -148 AND AND THE STATE OF

Societ Satistica See to the state of the SATE A ME The same of the sa Season some of the season seas MARTINE LARONCHE | 1041 Martin

A DEPATEURS the de chimage . Y T T on anger The same of the sa

State of the state A STATE OF THE PARTY OF THE PAR The same of the sa THE RESIDENCE OF THE PARTY OF T

to demon industrially a 0.4% and The state of the states of The same of the state of THE VENT WATER A PROPERTY OF On the Man & 3152.00

Cana in Construction AT AT THE BOOK OF

Tide the Control

The same was been and belower.

es, les

shième

side,

ispact

clusion
station,
station,
station,
comple
sante
abouti
uation
'S en
at des
tes de
e proéservé
cteur
staba(...)
eulemait

1985

seur sion état undo jou-ntre

atte

¥U

HI

A l'occasion des Etats généraux des voyageurs

« Une grève irresponsable »

Air France est au plus mai. Les pertes consolidées du groupe devraient atteindre 3 milliards de francs en 1992, a annoncé son directeur général, M. Jean-Didier Blanchet, aux représentants du personnel réunis vendredi 7 novembre pour la comité central d'entreprise. Le déficit consolidé est estimé à 1,8 milliard de francs au 30 septembre.

Pour lutter contre ces pertes abyssales, le président d'Air France a entrepris un traitement de choc visant à économiser 3 milliards de francs de francs par an afin de préserver la canacité d'autofinancement du groupe. L'an prochain, 1 500 suppressions d'empiois

Andre Harris

1.5

1. 10 (安徽政)

one training

au sol viendront s'ajouter aux 2 500 déjà prévus pour la période 1992-1993. Ce remède de cheval fait ruer dans les brancards une entreprise publique habituée à plus d'égards, et les quatorze organisations syndicales d'Air France ont appelé à une grève générale de vingt-quatre heures, lundi 23 novembre, pour protester contre ce plan de rigueur. La direction d'Air France s'inquiète de cette réaction. «Je ne peux que regretter l'attitude de ceux qui n'ont pas su trouver d'autres réponses au grave problème de leur entreprise qu'un appel à la grève, note le directeur général du groupe. If en résultera une aggravation de

nos pertes et une détérioration de nos positions commerciales sur les marchés (...). Catte grève, je vous le dis tout net. est irresponsable. » Dans un communiqué publié vendredi, trois syndicats de pilotes et de mécaniciens nevigants d'Air France (SNPL. SPAC, SNOMSAC) estiment coue ce n'est pas au personnel de rentiquer des opérations finencières catastrophiques » et náciament une recepitalisation de l'antreprise per son actionnaire principal. En 1991, l'Etat a délà de 2 milliards de francs. En juillet, la commission auropéanne a donné son feu vert à l'entrée de la BNP à hauteur de 8,8 % dans le capital

serait tui aussi doulouraux. Il ne semble pas que le groupe puisse faire l'économie des mesures

La RATP a organisé les 6 et 7 novembre les premiers Etats généraux des voyageurs. Les offets de la modernisation de la Régle lancée par son PDG, M. Christian Blanc, ne sont pas encore suffisamment perceptibles per l'usager.

L'entreprise est risquée. Pour la première fois, la RATP accorde une tribune libre à ses voyageurs les 6 et 7 novembre. Par le biais d'une vingtaine d'associations, l'usager, hissé au rang de «client», peut exprimer toutes les insatisfactions qu'il rencontre dans l'usage au quotidien du mêtro et du RER Il ne s'en prive pas, et il ne suffira probablement pas de deux jours pour énumérer les mille et une tracasseries subies par l'usager des transports publics en lle-de-France.

Le grand remue-ménage entre-pris à la RATP par son président, M. Christian Blanc, ne profite pas encore suffisamment à l'usager et ses effets se font encore désirer sur ses effets se font encore désirer sur les quais, dans les voitures ou les couloirs du métropolitain parisien. Les agents sont-ils en causa? «Le président de la Régie ferait sans doute fausse route s'il voulait mener sa réforme contre ses propres sala-riès, proteste un responsable de l'association de défense des consommateurs de la CGT (INDE-COSA-CGT). Un bras de fer n'inciterait pas l'ensemble des salier dans le sens de l'entreprise » Le personnel de la RATP était

Le personnel de la RATP était cependant concerné au premier chef vendredi après-midi par les revendications des associations. La réforme lancée par le PDG de la RATP à son arrivée visait à décen-traliser les responsabilités en supprimant des niveaux hiérarchiqu et en se centrant sur les unités fonctionnelles. « Pour l'instant, le consommateur ne reçoit pas les fruits de cette modernisation. On nous reconte que les employés de la nous reconte que les employés de la Régie sont formés au dialogue, alors qu'ils restent ciaquemurés der-rière leur guichet. On a l'impression qu'ils ont peur, explique M Jea-nine Argudo, de la Fédération Léonine Argudo, de la Fédération Léo-Lagrange. Les voyageurs sont tou-jours transportès comme du bétait et le consommateur est encore considéré comme quelqu'un qu'il faut amener d'un point à un autre sans qu'il y ait une véritable recherche de qualité, » Les tenta-tives monées sur deux lignes de mêtro pour faire quitter leur gui-chet à des agents occupés jusqu'ici à la vente de billets sont encore trop timides.

Si les associations de consomma-teurs se félicitent de la tenue des Etats généraux, leur constat est nuent de décourager les voyageurs même si l'objectif est de les nettoyer dans les vingt-quatre beures.
L'insécurité est encore sensible, même si les résultats de la RATP font état d'une diminution des agressions des voyageurs. Les problèmes d'accessibilité figurent égallement en bonne place parmi les préocupations des usagers : difficultés pour les personnes à mobi-lité réduite de monter dans les bus, de faire face à une panne d'escalier mécanique ou d'ascenseur, ou tout simplement casse-tête du passager chargé de valises pour passer les barrières de péage.

Par nilleurs, des associations sei phignent que les chômeurs, les étu-diants ou encore les RMistes ne bénéficient pas, à l'instar des sala-riés, de tarifs préférentiels. La RATP a annonce qu'elle avait mis à l'étude une tarification moins chère pour les jeunes de dix à vingt-cinq ans mais qu'elle se heurtait à un problème de finance pour la mettre en place.

Enfin, les avaries techniques continuent de perturber le service

La RATP affronte les critiques des usagers

et d'être à l'origine de retards mul-tiples, selon l'INDECOSA-CGT. « Les voltures sont surchargées aux heures de pointe et le nombre de places offertes ne répond pas à l'affuence des voyageurs, renchérit M. Gabriel Marizy, de l'Organisation générale des consommateurs (ORGECO). Le sentiment d'insécurité lié à la saleté et au défaut d'entretien du matériel est renjorcé par la manque de personnel dans les stations.

Les dérives corporatistes

A l'ouverture des Etats généraux des voyageurs, huit syndicats de la RATP et quatre associations de consommaleurs ont apporté au pré-sident de l'entreprise publique une pétition signée par près de dix mille usagers réclamant notamment l'arrêt des « restrictions budgétaires au service public», « l'attribution îmmédiate d'effectifs, de bus, de mêtros, de RER et d'investisse-

Insistant sur la notion de service public, M. Christian Blanc a rap-pelé que plusieurs syndicats avaient déposé un préavis de grève pour le mardi 10 novembre destiné à protester coatre un projet de réforme concernant les conducteurs du mêtre et du RER, « Les dériver du metro et du KEK, «Les derver corporatistes seront un jour sévèrement jugées, a-t-il déclaré. Les syndicats doivent en avoir conscience. » Il a rappelé ses tentatives pour limiter l'impact des grèves sur les nasgera du transport, dont la dernière en date est l'installation d'une instanct de conciliation chard'une instance de conciliation char-gée d'éviter le recours à la grève en essayant de rapprocher les points de vue de la direction et des syndicats. «Si, par malheur, nous ne parvenions par à régler cette ques-tion au sein de l'entreprise, a-t-il rappelé, le législateur prendra sa

MARTINE LARONCHE

Alors que les actionnaires décident une augmentation du capital

Le Crédit lyonnais et Mª Beaux prennent le pouvoir chez Adidas

Adidas devralt recevoir de l'argent frais. En difficulté depuis plusieurs années, le groupe devrait bénéficier d'une augmentation de capital et d'un prêt de ses actionnaires pour 200 millions de deutschemarks au total (680 millions de francs). Le principe en a été amêté, vendredi 6 novembre, per le conseil de surveillance. M= Gilberte Beaux a été portée à la présidance du directoire de la société en remplacement de M. René Jaggi, démissionnaire. Les grandes manœuvres de l'aprèsmard Tapie ont commencé.

« C'est Irréversible! » Interrogé par Libération au début du mois de novembre, M. Bernard Tapie ne laissait aucune place au doute. Son désir de se retirer des affaires était intact, maigré l'échec de la vente d'Adidas à Pentland (le Monde du 17 octobre). La défection du groupe britannique rendait pour-tant l'opération singulièrement plus compliquée. « Quand on a loupé à grand renfort de publicité une négociation comme celle-là, il vaut mieux se faire oublier et restaurer ses résultats, lâchait ainsi, en privé, un banquier proche du dossier. Comment céder dans de bonnes conditions une société dont le britannique a laissé entendre pis que pendre? Adidas n'est plus à vendre, sauf entre ses actionnaires.»

Mais à défaut de remettre Adidas sur le marché, ses responsables devaient la recapitaliser et lui apporter enfin l'argent frais promis par M. Tapie à son arrivée en juil-let 1990. La firme aux trois bandes, qui perd régulièrement des parts de marché face à Nike et Reebok, doit à la fois rajeunir son

marketing et restructurer son outil de production. Le conseil de sur-veillance en a pris acte, vendredi 6 novembre, et décidé d'une augmentation de capital devant rapporter 150 millions de deutschemarks (1), complétée par un prêt d'actionnaires de 50 millions de marks.

Des modalités non arrêtées

Décision de principe puisque ette augmentation de capital doit être souscrite par la société Bernard Tapie Finance GmbH, actionnaire à hauteur de 95 % d'Adides. La holding allemande du groupe Tapie s'est déclarée prête à faire usage de son droit de souscription et même à se substituer sex héritiers Dassier, propriétaires des 5 % restants. Mais BTF GmbH n'a donné aucun éclaircissement sur la façon dout elle réunira les fonds. «Les modalités de l'opération ne sont pas encore arrêtées, explique à Paris M. Elie Fellous, PDG de Bernard Tapic Finance (BTF). Nous procedons étape par étape. Nous illons regarder ce qui va se passer chez BTF GmbH, puis nous verrons quelles en seront les implications pour BTF.»

Curieuse démarche qui veut que l'on commence par la fin sans rien connaître du début! Mais démarche qui s'explique sans doute par la mauvaise passe financière traversée par le groupe Tapie (294,9 millions de francs de pertes en 1991), par la cascade de hoidings qui permettent le contrôle d'Adidas, par le souci, enfin, de son propriétaire de se désengager. Que va faire, par exemple, le groupe Pentland, toujours action-naire de BTF GmbH (à hauteur de 20,05 %)? Que vont décider les

banques et les établissements financiers présents à tous les étages de l'organigramme?

«J'ai cru comprendre que M= Beaux avait consulté le Crédit lyonnais et les AGF lors de la rupture des négociations avec Pentland, dit un responsable d'un grand établissement financier. Il paraît peu probable que ces deux établissements ne se solent pas alors assurés d'une solution de rechange viable.» De tout temps le plus impliqué, le Crédit lyonnais y travaille, sa filiale Clinvest préparant le montage financier. Les AGF, traditionnellement plus réservés, attendent d'en connaître les modalités pour se prononcer. La banque Worms adopte une conduite similaire, tandis que la BNP, petit actionnaire de BTF (3,5 %), n'ira pas plus loin.

D'ici quelques semaines, les contours du groupe Tapie devraient donc être radicalement bouleversés. « Il y a deux solutions, expliquait encore à Libération M. Tapie. Soit je sors de BTF, soit BTF sort de BTF GmbH (...). De taute façon, nous allons retirer BTF de la Bourse et trouver un autre nom pour que cette entreprise puisse avoir une vie normale, sans être constamment soumise à une decharge affective demesuree. » L'entrée en première ligne du Crédit Ivonnais et la nomination de M= Beaux à la tête d'Adidas constituent les premières étapes de ce désengagement annoncé.

> PIERRE-ANGEL GAY et CAROLINE MONNOT

(1) L'augmentation de capital porte sur millions de deutschemarks de nominai (émission de 480 000 actions de taire de 312.5 deutschemarks).

Après les menaces américaines contre des produits européens

Les « bons offices » de Londres

Suite de la première page

C'est parce qu'ils en sont bien conscients que le premier ministre britannique et le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, qui se sont retrouvés pour un déjuncer unadquel é nouenhant déjeuner vendredi 6 novembre à Londres, ont platte des discussions, afin d'éloigner le spectre d'une guerre comperciale globale entre l'Europe et l'Amérique. Les effets d'une escalade des sanc-tions réciproques sont difficilement calculables, même si l'on estime, «

calculables, même si l'on estime, à contrario, qu'un accord général au GATT serait en mesure de général au de quelque 200 milliards de dollars (environ 1 070 milliards de francs) du commerce international. On sait, en revanche, qu'au-delà du sort des pays industrialisés dont les économies en pleine récession terraient partieuliàcement teurchées. aeraient particulièrement touchées par l'augmentation de leurs factures d'importation et leur baisse de recettes d'exportations, la situation receties d'exportations, la situation des pays en développement (majoritaires parmi les 108 pays membres) pour qui un accord dans le cadre du GATT signifie un indispensable appel d'air vers la croissance, par l'augmentation des prix de leurs exportations agricoles et textiles par estait encore plus gravement compronice. One faire nouv éviter le pure? mise. Que faire pour éviter le pare? D'abord, on l'a va, reprendre ses D'abord, on l'a vu, reprendre ses esprits: les sanctions commerciales décrétées per les Etats-Unis ne prendrent effet qu'à partir du 5 décentre. D'ici tà, la diplomatie peut agir. Les discussions entre M. Major et M. Delors font partie d'un ensemble d'initiatives tendant à rétablir un processus de négociations. M. Arthur Dunkel, le directeur général du GATT, a convoqué, pour mardi GATT, a convoqué, pour mardi 10 novembre, une réunion d'urgence du comité qui supervise l'Uruguay

> Les raisons de M. Major

Les ministres du commerce des Douze, qui étaient réunis vendredi à Brocket Hail, dans le nord-est de Londres, sont tombés d'accord pour éviter – du moins dans l'immédiat – eviter – du moins dans l'immédiat – le piège des mesures de représailles contre les exportations américaines, et c'est probablement dans ce sens que statuera le conseil des ministres de la Communauté, qui se réunit dès fundi. En tant que président – jus-qu'en décembre prochain – de la Communauté européeane, M. John Major entend jouer un rôle actif nour tenter de convaince la France avec la nouvelle administration américaines, et c'est probablement dans ce sens que stutuera le conseil des ministres de la Communauté, qui se réunit des fundi. En tant que président – jusqu'en décembre prochain – de la Communauté européenne, M. John Major entend jouer un rôle actif pour tenter de convaincre la France, avec l'aide du chancelier Kohl, avec l'aide du chancelier Kohl,

d'adopter une ligne de défense plus souple. On déplore ainsi, à Londres, les rodomontades des ministres francais (MM. Jean-Pierre Soisson et Dominique Straus-Kahn, respective-ment chargés de l'agriculture et du commerce extérieur) à propos de menures de «contre-rétorsion», qui ne peuvent que jeter de l'huile sur le feu. On souligne aussi que le diffé-rend de Chicago ne portait, au moment de l'échec des pourpariers, que sur 500 000 tonnes d'oléagineux (coles, tournesol, soja), les Etats-Unis souhaitant réduire le volume de la production subventionnée euro-péenne à 9 millions de tonnes, la CEE fixant à 9,5 millions de tonnes la limite extrême de ses concessions.

Un accord ne semble donc pas a priori hors de portée, même si M. Ray MacSharry, le commissaire et négociateur européen pour les questions agricoles, est probablement un peu optimiste en affirmant que tout peut être réglé « en cinq minutes ». Mais d'autres raisons militent en faveur des initiatives britanniques : le premier ministre est gra-vement affaibli par une succession d'échecs « domestiques », et la Grande-Bretagne confirme son attitude de «mauvais élève» de la classe européenne s'agissant de la ratifica-tion du traité de Maastricht (le Monde du 7 novembre). M. Major a donc doublement besoin d'apparaître la Communanté, laquelle ne pouvair comme le «sauveur» de l'Uruguay tomber à un moment plus opportun.

Round, si possible au moment du sommet européen d'Edimbourg, les 11 et 12 décembre. Malade chronique de l'Europe, l'économie de la Grande-Bretagne craint plus encore que celles de ses partenaires une escalade de la guerre

commerciale. Epargnés par les pre-mières sanctions annoncées par Washington (seulement 1,3 million de dollars sur le total de 300 millions de dollars de volume d'échanges visé) et moins menacés que la France, en raison de la faiblesse de leur agriculture, les Britanniques savent qu'ils n'échapperont pas à la deuxième «fournée» de mesures de rétorsion américaines, notamment s'agissant de leur industrie automobile. On touche là un autre aspect de la partie de bras de fer qui semble s'engager de part et d'autre de l'Atlantique, qui est celui des menaces pesant sur la cohésion communantaire

Le « coup d'Etat » de M. Delors

Les Britanniques, par intérêt économique et aussi en raison de cette « relation spéciale » qui lie la Grande-Bretagne aux Etats-Unis, ne veulent surious pas d'une guerre commerciale qui les obligerait à choisir entre deux solidarités. Ce dilemme, qui concerne dans une moindre mesure l'Allemagne (et pas du tout la France), porte en germe une crise communau-taire grave, qui ne pourrait qu'enter-rer définitivement un traité de Masstricht déjà mai en point. Reste, bien sûr, le «cas Delors»... La presse populaire britannique s'est régalée de la visite londonieune du président de la Communauté, laquelle ne pouvait

Comme d'habitude les tabloïds (et, dans une moindre mesure, les journaux dits «de qualité») en rajoutent, affirmant qu'un «coup d'Etat» est en train de se dérouler pour obliest en train de se dérouler pour obli-ger M. Delors – leur «bête noire» – à renoncer à ses fonctions. Celui-ci-est accusé, pèle-mêle, d'a hypocrisie», de «duplicité» et de « perfidie» (à Albion f), pour avoir « saboté» les discussions de Chicago en faisant pression sur M. MacSharry pour obliger celui-ci à repousser les propo-sitions américaines. M. Delors, pour-suivi par une mente journalistique suivi par une mente journalistique alors qu'il délivrait, vendredi, un disavantages de la coopération moné taire européenne, devant la London School of Economics, a affirmé qu'il n'avait jamais « interféré dans les négociations» de Chicago, ajoutant : «Si une majorité de la Commission ne partage pas mes avis, j'exprime alors ma totale solidarité avec le com-missaire en charge du dossier.»

Les Britanniques, tout en prenant manifestement la défense de la thèse présentée par M. MacSharry, lequel semble désormais soucieux de dépassionner cette querelle de personnes suggèrent que les négociations puis-sent reprendre sous la houlette de M. Frans Andriessen, le commissaire européen pour les affaires extérieures. Ce passage de témoin pourrait s'effectuer en souplesse: outre que M. MacShury doit quitter ses fonc-tions bruxelloises en décembre, ne parle-t-on pas de lui comme un possible «homme providentiel» du parti irlandais au pouvoir, le Fianna Fail, au moment où celui-ci affronte des ctions générales, le 26 novembre

LAURENT ZECCHINI

La France réaffirme sa volonté de négocier avec «fermeté» sur le GATT

Le premier ministre français, M. Pierre Bérégovoy, a estimé, ven-dredi 6 novembre, à Nevers, que les dredi 6 novembre, à Nevers, que les mesures de représailles annoncées par les Etats-Unis à la suite de l'échec des négociations du GATT étaient « plus qu'une faute, une erreur ». « L'administration américaine se fâche (...), a précisé M. Bérégovoy, le trouve cela inadmissible. » « L'Amérique, comme l'Europe, a tout à perdre à cette guerre commerciale », a ajouté le premier ministre. « Il faut se mettre autour d'une table, il faut discuter et l'espère que nous pourrons le faire j'espère que nous pourrons le faire arec la nouvelle administration amé-

Unis dans un mois si les négociations du GATT « n'ont pas avancé » et souhaite une reprise « immédiate » des discussions, a déclaré pour sa part le ministre français de l'industrie et du commerce extérieur,
M. Dominique Strauss-Kahn, interrogé vendredi 6 novembre sur TF 1.

Le ministre a indiqué que la France

Le ministre a indiqué que la France

avec la CEE dès que possible pour cherchait « l'unité européenne, [à] éviter des voix discordantes, mais l'unité dans la fermeté». Il faut «reprendre immédiatement la discus-sion et espèrer de la part des Américains un geste», a-t-il poursuivi.

commerciales à l'égard des Etats- avec les Stats-Unis (le Monde du 7 novembre), a déclaré que «l'économie mondiale traverse une sevère recession et tous les pays concernés savent qu'ils ne s'en sortiront pas sans un accord sur le GATT».

parvenir à un accord avant la fin de l'année, a déclaré, vendredi 6 novembre à Bruxelles, M. James Dobbins, ambassadeur américain auprès de la CEE. « Nous avons l'occasion à partir de maintenant et jus-

10.00 1 -2 équivaut à un apport de 1,25 milliard de francs.

d'Air France dans un délai maximum de huit ans, ce qui Autourd'hui, l'État n'a pas d'argent à apporter au groupe en difficulté. Pour le seul secteur de l'aéronautique, d'autres entreprises comme Aérospetiale ou la SNECMA frappent à la porte de leur actionnaire. Enfin, la privatisation d'Air France proposée par certains députés de l'opposition suppose un redressement de l'entreprise qui

> sociales en cours. MARTINE LARONCHE

DANEMARK

• Taux de chômage : 11,3 % en septembre. - Le taux de chômage danois s'est établi en septembre à 11,3 % de la population active (315 600 personnes) en données corrigées des varietions saisonnières, selon les chiffres publiés par l'institut national de la statistique à Copenhague. Le taux de chômage reste identique à celui du mois d'août mais est en hausse par rapport à septembre 1991 (10,7 % de la population active).

INDICATEURS

 Production industrielle: + 0,4 % au dezadème trimestre. - L'indice de production industrielle française hors bâtiment et travaux publics (BTP) a connu une très légère hausse de 0,4 % au deuxième trimestre 1992, selon les données corrigées des variations saisonnières publiées vendredi 6 novembre par l'INSEE. Cette progression de l'Indice, qui se situe à 113,2 au second trimestre contre 112,7 au premier (base 100 en 1985), s'explique per une hausse de la production dans la construction séronautique et navale (+ 13 %). Les biens d'équipement (+ 2,6 %), les industries agroalimentaires (+ 0,8 %) et les biens de consommation (+ 0,8 %) enregistrent eux aussi une hausse. En revanche, l'automobile (- 1,4 %), les matériaux de construction (~ 5,2 %) et le secteur du BTP (- 1,6 %) sont en baisse.

Terre d'élection

« Valse hésitation. marcredi 9 novembre au Palais Brongniart... Les inves-12,93% tisseurs ont férence l'élection de M. Bush à la

présidence des Etats-Unis. En revanche, ils étaient plus préoccupés par la baisse du dollar, la tension à la haussa d'intérêt. a Sur food de morosité. la Bourse française tout comme celles de New-York, Londres et Tokyo enregistrait une légère baissa (le Monde du 10 novembre

Quatre ans plus tard, le même sentiment semblaient prévaloir puisque mercredi 4 novembre, les marchés financiers ont peu réagi à l'élection de M. Bill Clinton, les opérateurs précisant que « celle-ci talt déjà anticipée et inscrite dans les cours». A l'image des autres places internationales, la Bourse de Paris se montrait hésitante, fluctuant à la hausse et à la baisse au long de la séance. Même le dollar en vive hausse depuis quelques séances, porté par des spéculations aur la victoire démocrate marquait le pas ce jour-là devent le « fait accompli ».

Dans l'un et l'autre cas, tout se passe comme si, après avoir soutenu leur favori dans la course à la Maison Blanche, les milieux financiars internationaux se refusaient à tout enthousiasme, attendant désormais de le voir à l'œuvre.

machine économique outre-Atlan-

L'élection américaine n'a pas été le seul point fort de la semaine. La poursuite de la détente monétaire en Europe s'est confirmée lundi evec le baisse par la Banque de France de ses taux directeurs d'un quart de point. Cette mesure, mēme jugės «symbolique», a soutemu le moral des investisseurs. Annoncée lundi, jour férié pour les financiers, alte n'a pu être appré-ciée que le lendemain (+ 2,56 %). L'avance ne fera ensuite que s'éroder : + 0,96 % mercredi, - 0,03 % jeudi et - 0,61 % vendredi . Les intervenants se sont progressivement alarmés au vu des menaces da rétorsions américeines envers les Européens dans le cadre des négociations sur le GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) et des perspectives de croissance des pays du vieux continent sans cesse revues à la baisse.

Les mesures anti-OPA de Total

Néanmoins, au terme des quetre séances, le bilen s'achève sur une note positive (+ 2,93 %) à 1 793,62 points, L'indice CAC 40 était pourtant revenu dens les jours précédent, au-dessus de la barre des 1 800 points, un niveau qu'il avait abandonné en septembre. Dans ce contexte, les PER (price earning ratio) de la place

Tout reste à faire pour relancer la française, c'est-à-dire le rapport des cours sur le bénéfice par action est proche de 13. A ce niveau, le marché semble à son

Sur le plan des actions, l'espoir d'une relance économique outre-Atlantique par les démocrates a entraîné à la hausse en début de semaine des valeurs du BTP, notamment des routières comme Jean Lefabvre ou Colas mais aussi Schneider et sa filiate Spie Bati-gnolles, des sociétés présentes aux États-Unis. En revanche, les dernières séances ont été marquées par un repli pour le moins vif d'actions de finnes exporta-trices comme LVMH ou Rémy Cointreau. Ces producteurs de champagne et de cognec pourraient être affectées par le guerre commerciale que menacent de déclencher les Etat-Unis pour faire aboutir les négociations du GATT.

Parmi les autres événements marquants, l'affaire de la contami-nation des hémophiles a affacté le marché avec la chute de près de 10 % de l'Institut Mérieux mardi. Ce laboratoire, filiale de Rhône-Poulenc, est accusé d'avoir continué è distribuer du sang non chauffé en 1985.

Du côté des autres baisses sansibles figurent toujours des valeurs ayant des intérêts dans l'immobilier. Ainsi, jeudi, pour sa reprise de cotation, Olipar, holding de M. Christian Pellerin qui a perdu 761 millions de francs au premier semestre, a chuté de 18,5 % et

Immobilier et foncier

Investissement

et porteseuille

6-11-92

6-11-92

345 + 298 -250,50 + 249 + 211 -

Diff.

Diff.

1,40

15 7 17 6,50 27,80

329,50 inch 54 - 19 411,10 + 8,60 526 + 24 414 + 7 636 + 12 445 + 10

sa filiale Lucia n'a pas été cotés, trop d'actions étant offertes.

La semaine sura été marquée par une arrivée. Jeudi 5 novembre, le fabricant de signalisation routière Lacroix Industries est entré sur le second marché de Nantes : 109 542 titres ont été demandés pour 100 442 offerts (correspondant à 10 % du capital). Le prix de vente était fixé à 280 france par action. Même si tous les titres ont trouvé preneur, cette arrivée est loin d'être un succès, comparée à l'attrait des précé-dentes introductions. Cela illustre une fois encore le désintérêt des actionnaires pour la Bourse. Un détachement qui risque de

s'amplifier après la décision de Total de verrouiller son capital pour empêcher tout raid boursier. Cetta mesura n'est pas una première, puisque des groupes comme Alcatel-Alsthom ou, plus récemment, BSN l'ont prise. L'évolution de l'action est désormais liée exclusivement à la situetion de l'entreprise et le caractère spéculatif de la valeur disparaît. D'où la décaption de nombreux boursiers qui ont vendu le titre entraînant une baisse des cours (- 2,2 % vendredi). Compréhensible pour une entreprise, cette mesure de protection présente en revanche un revers pour l'actionnaire. Comment pourra-t-il effectivernent sanctionner une éventuelle mauvaise gestion?

DOMINIQUE GALLOIS

6-11-92

183,50

6-11-92

6-11-92

599 239,30

6-11-92

6-11-92

435 + 489,80 + 485 -361 -522 -

Sicomi ou ex-sicomi

Transports, services

94,60 - 3,90 24,40 - 0,90 57,70 - 1,80 38,16 - 2,86 10,70 - 0,70 13,10 - 0,70 19,10 - 0,70 57,20 - 7,80

91,50 + 5,40 384,50 + 14,3 256 + 13,2 772 + 3

DHI.

- 7 + 0.10

+ 28 + 14.10 + 6 + 12

29 facts, 45 0,80 8,80 6,90

Mines d'or, diamants

De Beers (1)...

(1) Coupon 1,15 F.

Pétrole

Bep EUF....

Diff.

, 5,40 + 119 17

17 11 1,70 4,15 20,90 5,80

Métallurgie, mécanique

NEW-YORK

Attentisme

Après l'élection de M. Bill Clinton à la présidence, les investisseurs attendent pour se pro-noncer d'avoir plus d'informations sur le plan de relance économique envi-

sage par le futur gouvernement démocrate. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes est ainsi demeuré quasi stable (+ 0,43 %) à l'issue de

à celle de l'économie dans la pers-pective d'un redémarrage sous une nouvelle administration.

Les espoirs d'accélération de la reprise ont été ranimés par la publication de statistiques économiques encourageantes, comme la progression des dépenses du construction en septembre et celle de l'indice des directeurs d'achat américains en octobre, niusi que la chute des demandes d'allocationschômage fin octobre et le recul du taux de chômage qui s'est accom-pagné de créations d'emplois.

Wall Street a eu du mal à profiter de ces bonnes nouvelles, en rai-son d'une nette progression des taux d'intérêt à long terme, les

investisseurs sur le marché obligataire craignant que le plan démocrate de relance n'ait des consequences inflationnistes. La grande Bourse new-yorkaise Giantage (

. 169 (

2000

and it

شدق. ر

44.00

MENT FRES

*

he quilibree

12

devrait toutefois progresser au cours des prochains mois, selon M. Richard Sylla, professeur d'économie et d'histoire sinancière à l'université de New-York. M. Syila estime en effet, après avoir mené une étude sur cette question, que depuis la seconde guerre mondiale les rendements boursiers progressent de novembre à fin janvier en cas de changement de couleur politique à la présidence des Etats-Unis.

Indice Dow Jones du 6 novembre: 3 240,06 (c. 3 226,28).

	Cours 30 oct.	Count 6 no
Alcon	89 5/8	68 3
ATT	43 5/6	44 7
Boeing.,,	36	35 7
Chase Man. Bank	24	24 5
Du Pont de Nemours	48 3/8	47 7
Eastman Kodak	40 7/8	41 5
Except	61 1/4	58 3
Ford	36 1/2	38 3
General Electric	76 5/8	773
General Motors	30 3/4	77 1 30 5 69 3
Goodyear	69	62.4
IBM	65 7/8 65 1/8	66 1 66 1
Mobil Off	63	62
Plater	75 1/2	74
Schlumberger	63 1/2	62
Texaco	60	59 1
UAI. Corp. (ex-Allegis)	121 1/2	127 3
Union Cartride	14 3/4	14 7
United Tech	45 1/2	45 7
Westinghouse	12 7/8	13
Xerox Corp	74 1/4	75 1

TOKYO

Irrégulière

La Bourse de Tokyo a terminé cette semaine – réduite à quatre jours en raison d'un jour férié
- sur une note irréguière, dans un
marché terne qui

reste préoccapé par la morosité de l'économie japo-naise. Vendredi, l'indice Nikkei a terminé la semaine en hausse de termine la semaine en hausse de 102,41 points à 16 869,81 points, soit une progression de 0,6 % par rapport à la précédente période. Le volume moyen quotidien des transactions est resté faible avec un échange de 170,6 millions de titres, contre 171,3 millions la semaine dernière.

La victoire de M. Bill Clinton à l'élection présidentielle américaine n'a pas eu d'impact particulier sur le marché nippon, ont précisé les courtiers, qui craignent toutefois que la nouvelle administration démocrate n'adopte une position protectionniste, plus dure dans les négociations avec le Japon, en met-tant notamment l'accent sur les produits dépendant de l'exporta-tion.

« Le marché demeurera atone jusqu'à ce que Clinton devienne officiellement président des Etats-Unis en janvier», a précisé ua opé-

rateur d'une firme de courtage européenne, avant d'ajouter que le marché « pourrait même ne pas redémarrer substantiellement avant la sin de l'année fiscale en cours (mars 1993) ». Le marché continue à être

plombé par l'absence de signes indiquant une reprise économique, selon les intervenants de la place, sioutant que la demière étude de conjoncture de la Banque industrielle du Japon (IBJ), indiquant que le climat des affaires ne va pas s'améliorer au Japon avant le deuxième trimestre de 1993, a contribué, au sentiment de déprime. « Nous ne pourrons être acheteurs sans changement visible des fondamentaux», a indiqué un

courtier.
Indice du 6 novembre : Nikkei,
16 869,81 (c. 16 767,40); Topix,
1 275,96 (c. 1 278,91).

	Cours 30 oct.	6 nov
Ajinomoto. Bridgestone Carion Fuji Bank Hunda Motors Metsushita Sacuric	1 270 1 130 1 290 1 780 1 270 1 110	1 310 1 100 1 290 1 820 1 240 1 110
Mitsubishi Heavy Sony Corp. Toyota Motors	528 4 030 1 410	515 3 920 1 370

LONDRES Hausse malgré tout + 1,67 %

La Bourse de Londres a pro-gressé (+ 1,7 %), maigré les nom-breuses incertitudes qui ont rythmé la semaine. Le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Robin Leigh Pemberton, a reconnu lundi qu'il était plus « incertain » que jamais sur l'état de santé de l'économie britannique, en récession depuis plus de deux ans. La situation politique du pays a quelque peu incité à la méfiance en milieu de semaine, lorsque le premier minis-tre John Major a dû faire face à un vote crucial aux Communes sur sa politique européenne, pour l'em-porter finalement d'une courte majorité de trois voix. L'enjeu du vote des Communes

a momentanément éclipsé l'élection mardi de Bill Clinton. Indices #FT » du 6 novembre 100 valeurs 2 702,7 (c.12 658,3); 30 valeurs 2 005,4 (c.1 963,8); mines d'or 73,2 (c. 73,2); fonds d'Etat 95,01 (c. 94,44).

	Cours 30 oct.	Cours 6 nov.
Allied Lyons	6.25	6,38
BP	2.33	2.75
BTR	4.87	5.06
Cadbury	4.49	
De Beers	7.13	4,58 6,13
GLoo GUS ICI Reviers Shell Unitever	7,97 20 10,22 11,79 6,32 5,32 10,98	8,20 20,50 10,40 12,45 8,45 5,26

FRANCFORT Assombri - 0,34 %

Le pessimisme a prévalu cette semaine à la Bourse de Francfort en raison de prévisions économi-ques défavorables. L'indice DAX a perdu 0,34 % alors que la forte hausse du dollar liée à l'élection à la présidence américaine de M. Bil Clinton aurait normalement du

emporter le marché à la hausse. Le marché a été hésitant avec des variations et des volumes de transactions relativement modestes. L'enquête de conjoncture d'automne de l'assemblée des chambres d'industrie et de commerce (DIHT), rendue publique mardi 3, qui a mis en évidence une nette détérioration du climat de confiance des entrepreneurs allemands, a contribué à l'ambiance maussade. Les chiffres du chômage, en progression pour la première fois depuis 1984 pour un mois d'octobre, ont également

Indice DAX du 6 novembre : 1 487,16 (c.1 492,32),

	Cours 30 oct	Cours 6 nov.
AEG BASF Bayer Connerzbank Obeutschiebank Hoechst Karstadt Manneaman Stemene Volkswager Volkswager BASF BASF BASF BASF BASF BASF BASF BASF	155.30 209.70 263 240.70 653.70 233.70 518 204.80 665.60 270	156,50 211,90 260,50 241,70 854 236 516 210,50 546,70 286,50

Agroalimentaire 8-11-92

Diff. 3100 999 607 3280 3607 120 inch. 45 27,10 6-11-92 Diff.

ASSUFANCES 405 859 285 929 320 405,8 Scope Victor SCOR SA

Bâtiment et matériaux 6-11-92 Diff. 518 278 750 36 2 70 0,10 780 298 121,90 720 309,50 203 507 168,60 18,50 23 15,70 14,60 44,50

Chimie

	6-11-92	DHf.
Air Liquide	780	+ 16
ELF Senofi	1 066	+ 33
Gescogne	371	- 8
Institut Mériess	6 870	- 890
Michelin	192,90	inch.
Plastic Omnium	776	+ 19
Rhóne Poul Ci	528	(net).
Roussel Uclai	430	+ 20
Syntheliabo	1 139	- 3

Consommation non alimentaire

· ·	8-11-92	L	Diff.
ric	908	+	38
Zeistlag Dier (1)	281	l-	13
Terits	511	} –	19
MC	296	+	3
BF	776	-	22
seilor	393,90	+	28,90
roupe André	684	-	25
Créel	993	+	17
cultur	85,50		inch.
elemen	1 325	+	35
EB	348	+	18
ocomer-Allibert	1055	-	5
ves Seint Lourent	621	+	11
odec	1 232	+	42

(1) Cooper à 5F.

Crédit et banques

	6-11-92		Diff
Comp. Bancaire	367,50		7,90
BNP CI	389.10		1.60
Catalon	897	+	23
CPR Paris. REES	217,10	+	7,10
Commet. exter	220	-	1
CCF	206	+	2
CFF	896	+	40
CLF	319,70	+	18,70
CP9	218	+	8
Crédit Lyon, Cl.	398	-	3,50
Cridit National	1078		8
Société Générale	562	+	7
SOVAC.	887		24
UFB Locabell	184	Υ.	1,90
	441		9
UIC	***		10
Via Barique	222	*	10

	8-11-92	Diff.
Assolutive Sup	1 440	+ 40
on Murché	478	- 3
melour	2 432	+ 141
mico	144,10	- 1,90
etprente	468 :	+.14
ME	364,90	+ 31,80
empt, Modernes.	1 160	- 22
che de France	389	+ 1
ryanna Gasc	1 569	- 1
rfungs	708	+ 9
unodis	586	+ 40

Distribution

Electricité et électronique

	6-11-92	Diff.
Alexad-Alethom	664	+ 23
CSEE	390	- 5
Intertecholous	350	- 7
labinal	535	+ 9
Legrand	3 969	+134
Mate	195,40	+ 1,20
Mortin-Garin	446	+ 12
Radiotechnique	293	+ 4,50
Saggett	2 068	+ 38
Schoolder	563	+ 47
Sextant Aviorique	126	Inch.
Thomson CSF	122,90	+ 7.90

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)			
	Nombre de titres	Valeur en cap. (F)	
Alexani Alexanom EH Aquataine Elent (Sie des) ESNt. Total. LVNnii Orlei (L') Sociale générale Rerecht TP Conyeleur Alt Liquide Atte Suint-Gobein	1 346 720 1 592 550 279 410 462 290 1 581 100 111 150 342 160 632 100 190 579 190 579 323 500 326 905 265 257	877 415 865 707 \$33 350 467 396 468 512 405 880 387 505 345 410 310 835 290 368 280 508 287 482 280 588	

				_			
T	LES PLUS DE COURS	LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)					
(17)	Valeus	Hausse %	Valeurs	Baisse			
5 17 10 10 10 15 10 15 10 15 10 15 10 15 10 15 10 15 10 15 10 15 10 15 10 15 10 15 10 15 10 15 10 15 10 15 10 15 10 15 10 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15	Spie Betigoolles Coron Enz		Witers at C DR Bud-Est Control lant, Michigar Dynaction Migratto But Equip. Soor Valoure Gascogae UGC Cinias	- 13,8 - 12,5 - 10,7 - 10,5 - 9,6 - 7,9 - 7,4 - 6,8 - 6,1 - 8,1 - 4,7 - 4,7			

Françaises Etrangères	99,8 85,4		102 86,7	102,6 85,6	102,6 86
IN	DICES QUOTIL	ILENS (INSEE	hase 100, 31	décambre 199	
Total	31 225 300	-	25 362 290	25 403 236	36 934 038
Actions	222 844	-	164 519	100 815	145 833
Comptant R. et obl.	28 524 726	~	22 131 732	22 632 604	
RM	2 477 730	~	3 065 939	2 669 817	2 263 353
	30-10-92	2-11-92	3-11-92	4-11-92	5-11-92

Indice CAC 40 . I	- 177	1804,0	07 1 804,70	1 793,62	
Notionnal 10		MATIF in en pourcenta contrats : 114 4		nbre 1992	
	ÉCHÉANCES				
COURS	DEC 92	MARS 93	SG NINF	SEPT 93	
Premier	111,04	111,84	112,02	-	

111,86

112

111,06

(base 100, 31 décembre 1987)

468,3 473,1 474,1 476,6

1 988 261 1 038 340 Valeurs à revenu fixe

	6-11-92		Diff.
10 % 1978	100,05		_
9,80 % 1978	100,70		-
% 1979	99,35	+	0,05
0,30 % 1979	103,20	+	0,20
NE3 %	4950	+	5
)始 bg 5.000 F	99,45	+	0,06
NB Par. 5 000 F.	97,70		-
183 Saye 5 000 F	98,10	-	4,20
CN 5 000 F	99,10	+	0,10

for a first of the second of t

Service Services

171 447

12.3

CHANGES, GRANDS MARCHES

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

L'avantage de l'euromarché

nationales en francs français qui ont vu le jour depuis un mois, aucune n'illustre mieux l'avantage aucune n'illustre mieux l'avantage de l'euromarché des capitaux que celle de 1,5 milliard émise mercredi 4 novembre, pour une durée de cinq ans, par Electricité de france. L'emprunteur, qui avait conflé le soin à la banque J. P. Morgan et Cie de diriger son opération, a réussi à lever des fonds à des conditions très favorables, qu'il aurait été difficile d'obtenir sur le marché national des obligations il marché national des obligations. Il lui a suffi de proposer une rémunération supérieure de vingt-cinq points de base aux fonds d'Etat français de même durée pour aiguiser l'appétit d'une foule d'investisseurs étrangers, en Europe et au

Le fait est que depuis que la confiance est revenue dans la soli-dité de la monnaie, les investis-seurs internationaux sont à nouveau très friands des placements en francs qui rapportent beaucoup plus que ceux en marks. Les euro-obligations leur conviennent tout particulièrement car elles sont émises en fonction de leurs propres besoins, tels que les décèlent les grandes banques spécialisées dans ces affaires. Depuis plusieurs années, de sérieux efforts sont accomplis pour attirer l'attention de ces prêteurs vers le marché intérieur. Des progrès importants ont déjà été réalisés mais beaucoup reste à faire en ce domaine car les compartiments nationaux sont encore soumis à de lourdes contraintes administratives qui ne leur permettent pas de répondre avec toute la souplesse requise au

développement du marché. Il est intéressant de relever qu'une évolution comparable se dessine pour ce qui est des titres libelles en deutschemarks. Un établissement allemand de tout pre-mier plan, la Kreditanstalt für Wiederaufbau, s'apprête à suivre l'exemple d'Electricité de France en se tournant vers l'euromarché. Lorsqu'il cherche des fonds dans sa propre monnaie, cet emprunteur s'adresse normalement à son mar-ché intérieur. Celles de ses opérations qui sont offertes en souscrip-tion publique sont émises pour une durée de dix ans, par l'intermé-diaire d'un consortium de nom-breuses banques qu'il dirige lui-même seion une procédure immun-ble.

Ses obligations trouvent preneur outre-Rhin, où les bailleurs de fonds sont certes tons conscients de la qualité irréprochable de sa signature, mais dont ils attendent néanmoins un revenu assez élevé. En sollicitant l'enromarché, le débiteur est à même de briser ce carcan. Son crédit est très apprécié à l'étranger car il s'est distingué à plusieurs reprises en lançant de belles émissions en devises. Il entend drainer sous peu pour 1,5 milliard de DM d'euro-obligal'on d'une durée de cinq ans, l'échéance qui est actuellement la plus recherchée par les prêteurs, en proposant un rendement d'au moins une quinzaine de points de base, inférieur à celui qu'il faudrait pour répondre aux exigences des investisseurs de son propre pays.

EDF donne l'exemple

Cette opération allemande est très attendue. Elle devrait annon-cer un regain d'activité dans le compartiment du mark, qui s'est un peu assoupi ces deux dernières semaines après avoir connu une formidable animation en octobre. Depuis la Toussaint, une seule véritable eurotransaction y a vu le jour. Son débiteur est la société Rémy-Cointreau, qui, par l'inter-médiaire d'un groupe de banques placé sous la conduite de la Com-merzhank, émet pour 130 millions de DM pour une durée de cinq ans. L'opération est très classique et elle a bénéficié d'un bon accueil. Il reste que, si le compartiment du mark se réveille comme on le prévoit, il aura fort à faire pour

monopoliser l'atention. Il lui fau-dra notamment rivaliser avec celui de l'eurofranc français, qui devrait continuer d'attirer certains des plus prestigieux débiteurs du monde. La Grande-Bretagne figure parmi les candidats les plus attendus et son euro-émission pourrait atteindre au moins 10 milliards de francs, ce cui fersit d'alle le plus errorde cert qui ferait d'elle la plus grande opé-ration de tout le compartiment de

De nombreux autres candidats étrangers sont aur les rangs. Ils tendent cependant à se montrer très discrets, car, leurs émissions étant d'un montant plus faible, ils n'ont pas à prévenir le marché à l'avance. Cela pourrait leur permettre de bénéficier d'un effet de surprise comparable à celui qui a contribué au succès extraordinaire qu'a remporté vendredi la Banque

Cette organisation supranationale cherchait à drainer pour 1,5 milliard de francs d'euro-obligations, d'une durée de sept ans. Elle proposait une rémunération supérieure de quinze points de base seulement aux fonds d'Etat français. Les titres se sont arrachés. L'opération était placée sous la direction de la Banque nationale de Paris, qui a également conclu un contrat d'échange aux termes duquel l'emprunteur dispose non pas de francs français mais de

Un autre compartiment est appelé à rouvrir ses portes à de très grands emprunteurs, celui des titres classiques en dollars. La Fin-lande a déjà retenu sa place et elle s'apprête à lancer une émission d'un type planétaire, en offrant simultanément à New-York, en Europe et à Tokyo pour au moins i miliard de dollars d'obligations. Son émission sera dirigée par trois banques, deux américaines : Mer-rill Lynch et J. P. Morgan, et une

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Le dollar en flèche

« Cela va trop vite», soupirait un opérateur à la veille du week-end en observant sur son écran la montée irrésistible du dollar, qui, à près de 1,60 deutschemark et 5,40 francs, 1,60 deutschemark et 5,40 francs, vient de gagner 2 % en trois jours et 15 % sur son plus bas cours historique de 1,3885 DM (4,73 francs à Paris), touché le 2 septembre. « C'est l'effet Clinton », sjontait-il, en soulignant toutefois que la reprise de l'économie des Etats-Unis est encore bien fragile, que les taux d'intérêt allemands sont toujours bien plus attirants (près de six points plus élevés) que les taux américains et que l'on n'a pas encore vu le président Clinton à l'œuvre. Mais les marchés des changes sont impressionnables, changes sont impressionnables, s'empressant, comme le roi Clovis, d'adorer ce qu'ils ont brûlé, et réci-

A vrai dire, après deux tentatives avortées de raffermissement, au premier semestre 1991 et au printemps 1992, les dits marchés pouvaient se montrer sceptiques. Mais cette fois-ci pourrait être la bonne pour toute une série de raisons dont la moindre n'est pas la dégradation de la conjoncture en Europe. En tout cas voils les cours du shillet tout cas, voilà les cours du «billet vert» qui retrouvent leurs niveaux de mai-juin 1992, en attendant de grimper plus haut, jusqu'aux

1,83 DM et 6,22 francs de l'été 1991, au lendemain de la crise du Golfe. Cela n'empêche pas certains opérateurs d'estimer que le raffermissement du dollar est trop rapide et d'escompter un tassement plus ou moins proche. Mais les marches risquent maintenant de pénètrer, toutes voiles dehors, dans l'irrationnel domaine où fleurit le lameux aphorisme que n'a jamais proféré le Sapeur Camember: «Quand les bornes sont franchies, il n'y a plus de limites.»

Une raison supplémentaire au rebond spectaculaire du dollar en fin de semaine a été la rumeur d'un nouveau réalignement du système monétaire europées dont l'origine a été l'entretien accordé au New York Times par M. Carlos Solchaga, ministre espagnol de l'économie. Selon lui, un tel réalignement pourrait être nécessaire lorsque la lire réintégrera le système monétaire européen, d'ici à la fin de l'année. Le ministre a ajouté que l'Espagne est ouverte à d'éventuelles modifications de parités, qui pourraient se traduire par une nouvelle dévaluation de la peseta, sans toucher à son cours actuel mais en déplaçant son cours-pivot.

A cette occasion, il est vraisem-blable que l'escudo portugais sera dévalué. Le franc français se porte à

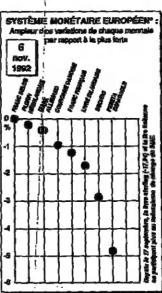
COURS MOYENS DE CLOTURE DU 2 NOVEMBRE AU 6 NOVEMBRE 1992

(La liene inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 6 novembre, 4,36582 contre 4,2142 le vendredi 30 octobre 1992.

merveille malgré l'abaissement des taux directeurs de la Banque de France (voir ci-dessous en rubrique marché monétaire et obligataire). Le cours du mark à Paris est retombé en dessous de 3,39 francs jusqu'à 3,38 francs environ, soit son niveau de la mi-août 1992. La crise du franc est donc terminée, les devises sorties sont rentrées, les réserves nettes de la Banque de France devenues enégatives » pendant quelques semaines out été reconstituées et les emprunts (« Swaper ») contractés auprès de la Banque fédérale d'Allemagne en voie de remboursement.

Cet heureux dénouement a été facilité par le débouclage des prêts de francs faits aux non-résidents afin qu'ils puissent spéculer en les vendant. Dans l'avenir, la hausse du dollar, dans la mesure où elle correspondrait à la baisse du mark, devrait doper le franc, dont le « niveau d'équilibre historique » serait de 3,35 francs pour un DM, selon François Chevallier, analyste à la BFCF, utilisant les combes de parité du pouvoir d'achat (PPA relative).



Tesak culculés per repport sus cours activisatio de la Surpue de France

MATIÈRES PREMIÈRES

Potasse : équilibrée mais en perte de vitesse

signe de la morosité, la potasse retrouve des niveaux de prix rai-sonnables : 115 dollars la tonne FOB (free on board) à Vancouver; Vancouver figure comme un lieu de référence, car le Canada est le premier exportateur mondial de

Minerai méconnu - les sels de potasse sont, avec l'azote et le phosphore, l'un des éléments nutritifs de la plante et représentent à ce titre l'essentiel du marché des engrais, - elle constitue un enjou non négligeable, tant par les emplois - 3 500 en France - que par les volumes, même s'ils dimi-nuent d'année en année : la pro-duction mondiale est en effet passée de 32 millions de tonnes K2O (1) en 1988 à 26 millions de tonnes K2O. La consommation mondiale plafonne, elle, à 25 mil-lions de tonnes K2O.

C'est précisément dans cette réduction de l'offre que résident l'assainissement du marché et, par suite, la remontée des prix. La potasse est un des rares secteurs qui régule sa production en fonction de la demande. Les produc-teurs canadiens, en particulier, pratiquent cette politique : ils réduisent graduellement le volume de leurs extractions en relation avec la conjoncture. En 1990, par exemple, ils l'out diminuée de 400 000 tonnes. Cette année, ils

PRODUITS	COURS DU 30-1
Cuivre h. g. (Louise)	1 425 (- 51)
Trois mois	Livres/come
Alambeigan (Londres)	1 163 (- 10)
Trois mass	Dollarstonne
Nickel (Louins)	5 665 (- 475)
Trois mois	Dollars/tome
Sacre (Pais)	259,5 (+ 0,5)
Décembre	Dollars/tonne
Café (Londre)	910 (- 5)
Janvier	Dollars/tonne
Cacao (New-York)	998 (+ 66)
Décembre	Dollars/tome
Blé (Cicago)	359 (+ 5)
Décembre	Centa/boisseau
Mais (Chicago)	268 (+ 1)
Décembre	Cents/boisseau
Soja (Chicago)	178,7 (~ 3,7)
Décembre	Dollars/t. courte
Pétrole (Louise)	19,29 (~ 0,85)
Brent Décembre	Dollars/baril

technique. L'Allemagne de l'Est a fait plus encore : sur les onze infiniment moins concernée que mines qu'elle détenait, sept ont été. l'azote, par exemple – ont conduit fermées l'an passé. Les quatre autres sont aujourd'hui en arrêt technique également, ce qui veut potasse en Europe ont ainsi reculé dire que leur réouverture est probable, mais quand?

Cette régulation est bienvenue au moment où la potasse souffre d'une baisse de la demande. La situation est récente. Jusqu'en 1988, au contraire, ce minerai bénéficiait d'une croissance régulière de la consommation. Les débouchés majeurs se situaient en lade, en Chine et au Brésil. Depuis lors, ces pays ont considérablement réduit lours importations car ils essaient de développer leur propre production. Diminuer leurs dépenses et leur dépendance vis-à-vis de l'extérieur, tel ent le nouveau mot d'ordre.

Baisse de la demande

Autre difficulté : la réunification de l'Allemagne. La demande actuelle ne représente plus que 20 % du tonnage de 1988. Le pas-sage d'une économie planifiée à une économie de marché coûte cher. Les cultivateurs, livrés à oux-mêmes, ne considèrent pas comme une priorité de fertiliser leurs

A divers égards, 1992 peut être considérée pour l'ensemble des matières premières comme une année d'adaptation aux nouvelles donnes économiques et politiques internationales. La potasse n'échappe pes à la règle, mais elle tire mieux son épingle du jeu.

Certes, dans ce secteur aussi, l'ex-Union soviétique est venue désorganiser le marché : non seu-lement elle n'importe plus d'engrais enropéens, mais ses énormes besoins financiers l'incitent à pratiquer un dumping généralisé dans la Communanté. Les producteurs de la CEE se sont défendus. Ils ont introduit une plainte à Bruxelles et ils ont gagné. L'Europe vient de condamner la Communauté des Etats indépendants (CEI) à respec-ter un prix minimum d'importa-tion: 93,95 écus la tonne (2).

Si les professionnels de la potasse oni su résister aux inva-sions russes, ils ne penvent rien contre le phénomène général d'at-tentisme engendré par la réforme de la politique agricole commune. Le fléchissement des revenus, l'Aimination de production et les «incitations» croissantes à une potasse en Europe ont ainsi reculé de 15 % environ pour l'année 1991. Quant à l'Amérique du Nord, si elle ne connaît pas les affret de la politique agricole commune, elle sait fort bien que ses revenus agricoles se sont détériorés. Les résultats ne se sont pas fait attendre: la demande en potasse, de ce côté-là aussi, a'est considérablement tassée, de l'ordre de 5 %. blement tassée, de l'ordre de 5 %.

Pour le second semestre de 1992, les experts estiment que la demande devrait se déplacer. Que peut-on attendre en effet d'une CEE légèrement excédentaire (en 1991, elle produisait 6 millions de tonnes K2O de potasse, elle en consommait 4,8 millions). « Les marchés porteurs querentièles d'être industriels de l'agriculture dont l'une des filiales est l'unique mine Chine tout particulièrement - sem-ble en effet le seul marché à la fois demandeur et solvable.

MARIE DE VARNEY

MARCHÉ LIBE	RE DE L'	OR
	Cours 30-10-92	Cours 6-11-92
Or the fitter on bosterial	56 800 57 050	58 000 58 300
Pièce française (20 ft.) o Pièce française (10 ft.)	327 425	327
Pièce sejese (20 fr.)	327	88
s Plèce turinierae (20 k.) . Souverie	325 421 436	440 442
o Dani-stermin	330 2105	2 150
- 10 dollars	1 000 825	7 050
- 50 perce	2 120 411	2 186 415
- 10 flectos	235 235	340 240

meilleure protection de l'environ-MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE Lundi 2 novembre a été un jour faste pour le marché financier de Paris, fermé il est vrai : pour la première fois depuis un an (le 17 octobre 1991), la Banque de

marchés porteurs, susceptibles d'être développés, sont en Âsie.» C'est ainsi que le considèrent du moins les responsables du groupe EMC. (Entreprises minières et chimiques), un des premiers fournisseurs de potasse française, la MDPA (Mine de potasse d'Alsace). Au moment où les principaux acheteurs de potasse déclarent forfait, l'Asie, quoique lointaine – et la

(1) Unité qui représente la teneur en (2) Un écu vaut 6,75 francs.

1	tricht, à savoir une baisse des taux.
١	Du coup, le loyer de l'argent au
١	jour le jour a-t-il pu poursuivre sa désescalade revenant à
l	désescalade, revenant à 9 3/8 %-9 1/2 % contre 9 3/4 % il
ì	
1	y a huit jours, c'est-à-dire en des- sous des niveaux en vigueur avant
Ī	la crise monétaire. L'écart avec les
l	taux allemands à court terme -
ł	environ trois quarts de points -
ı	pourrait encore se réduire, retom-
ł	bant à un quart de point, comme
Į	l'a logiquement laissé entendre
١	M. Pierre Bérégovoy à l'Assemblée
ŀ	nationale. Les banques commer-
ı	ciales ont immédiatement emboîté
J	le pas, ramenant de 9,85 % à
ŀ	9,65 % leur taux de base, après
ı	s'être abstenues de le relever au
1	moment de la crise, ce qui leur a
	tout de même coûté près d'un
	•

France a pu annoncer une diminu-

tion de ses taux directeurs, rame-

nés de 9,60 % à 9,35 % pour les

appels d'offres normaux, et de

10,50 % à 10,25 % pour les pen-

sions à 5-10 jours. Rappelons que l'année dernière, l'abaissement

consenti unilatéralement par la

banque centrale française avait dû,

un mois après, être annulé pour cause de faiblesse du franc, avec,

même, un relèvement en décembre

pour suivre ceiui décrété par la

Cette fois-ci, l'opération paraît bien plus viable puisqu'elle revient

épalement à iruiter la Bundesbank,

mais à la descente cette fois-ci.

Encore la France a-t-elle suivi avec

retard l'exemple allemand (recul de 9,75 % à 8,75 %) en raison de l'at-

taque lancée sur le franc à la mi-

septembre, les taux courts bondis-

sant à plus de 20 %. Mais mainte-

nant, le franc se porte bien (voir

ci-desnis en rubrique Devises et or);

les devises sont rentrées quasi inté-

gralement; la Banque de France a

pu, enfin, réaliser ce qui avait été promis aux Français s'ils votaient

«oui» au référendum sur Maas-

Rundethank

Désescalade à Paris demi-milliard de france. Du couple MATIF a accentué sa progression, le cours de l'échéance décembre passant de 110,40 à un peu plus de 111, soit un rendement de 8,05 % à 8,10 % pour l'OAT 10 ans. A cette occasion, il semble que les opérateurs jouent, maintenant, davantage la baisse des taux courts que celle des taux longs : il serait logique que ces taux courts retombent en dessous de ces mêmes taux longs, qui, en France, vont buter sur les taux allemands, actuellement de 7,30 % et dont la baisse sera freinée ou même timitée par les énormes besoins d'emprunts pour la réunification... Il ne serait donc pas impossible de voir les rendements et les cours des OAT se stabiliser, tandis que les rendements des hons du Trésor noursuivraient leur repli avec une sausse des cours du PIBOR.

Les sicav obligataires en progression

Sur le marché obligataire, bien disposé en raison de la très bonne tenue du MATIF, l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor s'est effectuée sans difficulté aucune, les non-résidents se montrant toujours avides de « papier français». L'Etat, qui a besoin de financer un déficit budgétaire croissant, a levé 14,575 milliards de francs, montant qui pourrait être porté à 20 milliards de francs avec les soumissions non compétitives des spécialistes en valeur du Trésor (SVT, et non SUT comme une malencontreuse coquille nons l'avait fait écrire la semaine dernière). C'est la tranche à 10 ans, la plus courte, qui a été la plus recherchée pour 10 milliards de francs, les souscripteurs recherchant comme on l'a vu les périodes courtes, davantage que la tranche à 15 ans (4,5 milliards de francs). Les rendements ont, patureliement, chuté d'un mois sur l'aupour la tranche à 10 ans, et de 8,72 % à 8,31 % pour la tranche à liands de francs) pour spéculer. — (AFP.) tre, revenant de 8,66 % à 8,10 %

Deux autres emorunteurs ont sollicité le marché. L'Auxiliaire du Crédit foncier de France a levé, sous l'égide de la BNP, 1,6 milliard de fraincs (2 milliards de francs possibles) à 8,70 % nominal et 8,62 % réel, dans de bonnes conditions. 'Cela n'a pas été le cas pour le milliard de francs demandé par la Compagnie bancaire sous la houlette très logique de Paribas, la maison mère, à 8,70 % nominal et 8,91 % réel, l'écart de 0,74 point au-dessus du rendement de l'OAT 2002 ayant été jugé insuffisant.

Selon Europerformance, les sicav obligataires out poursuivi, en octobre. Heur très bonne progression. avec sine hausse de 2,63 % en octobre, siprès 1,66 % en septembre, grâce à la baisse des rendements qui a fait monter les cours. Les sicav court terme « sensibles » se sont valorisés de 1,68 % le mois dernier, grâce à la flambée des taux courts en septembre.

FRANÇOIS RENARD

O Scandale boursier en Inde : nonvelle mise en cause de banques étrangères. - Le président de la commission d'enquête parlementaire sur le scandale boursier qui secoue l'Inde depuis plusieurs mois a accusé, vendredi 6 novembre, les banques étrangères d'avoir orches-tré la fraude et a demandé une révision de leur statut. « Les banques étrangères ont été à l'origine de violations massives des règles en vigueur dans le pays d'accueil», a déclare M. Ram Niwas Mirdha, député du Parti du Congrès au pouvoir. « Nous devrions sérieusemerat nous demander si elles peuvent: être autorisées à opèrer dans le pay's et, auquel cas, dans quelle mes ure et dans quelles conditions.» Ce scandale implique un réseau de baniquiers et de courtiers soupcon né d'avoir utilisé illégalement 1,3 milliard de dollars (6,5 mil88. les acréide sida,

clusion tration, special formation, santa about tration about tration at des les de e proextent tration (--)extent avait 1985

scur sion 'état indo jou-ntre ! les :tte

¥U HI

M. Claude Huriet, sénateur centriste de Meurthe-et-Moselle, vient de saisir les présidents de groupe de la majorité senatoriale RPR-UDF d'une proposition de résolution visant à traduire devant la Haute-Cour de Justice, dans l'afsaire du sang contaminé, les anciens ministres Mª Georgina Dufoix et M. Edmand Hervé.

A la suite du vote de la Communauté urbaine

Polémique autour du VAL de Bordeaux

BORDEAUX

de notre correspondante

La révision du tracé du projet de métro automatique léger VAL de l'agglomération bordelaise suscite une polémique entre M. Jacques Chaban-Delmas, président de la Communauté urbaine, d'une part, et les élus socialistes et Génération Ecologie de cette assemblée d'autre part. Ces derniers vont engager un recours devant le tribunal administratif après le vote consacré à la révision du tracé qui s'est déroulé le 6 novembre.

Proclamant les résultats, Jacques Chaban-Delmas a comptabilisé 58 suffrages favorables au métro, 56 suffrages contre ainsi que 1 bulletin blanc et 5 bulletins nuls. Ces cinq bulletins comportaient en fait la mention « non ». Selon: M. Chaban-Delmas, seuls les bulletins marques « contre » doivent être considérés comme valables. Ce n'est évidemment pas l'avis des adversaires du projet qui estiment que 61 des 120 conseillers se sont prononcés contre le métro VAL, ce qui devrait conduire à l'abandon du projet.

Depuis six ans que le dossier est ouvert, chacun s'accorde à Bordeaux sur la nécessité de doter l'agglomération d'un transport en commun en site propre. Mais le projet de métro VAL est évalué à 6 milliards de francs. Les élus socialistes qui y étaient initialement favorables émettent désormais de sérieuses réserves sur la caracité de la Communauté urbaine à faire face à un tel investissement. C'est la raison pour laquelle ils se sont prononcés contre le projet, rejoi-gnant ainsi les élus de Génération Ecologie, des Verts, du Front national et du Parti communiste.

GINETTE DE MATHA

SOMMAIRE

DATES

Il y a soixante-dix ans ; la découverte du tombeau de Toutankhamon..... 2

ÉTRANGER Le président de la nouvelle You-

Russie : les guerres dans le Cau-Turquie : un rebelle trahi par les Etats-Unis: M. Warren Christopher présidera l'équipe de transition de M. Bill Clinton..... Loin des capitales : petites gens de la baie d'Along.

POLITIQUE

Les travaux parlementaires La convention du Front national 7 Livres politiques : « Le passé complique », par André Laurens...... 7

SOCIÉTÉ

L'affaire du sang contaminé. 8 et 9 Sports : le tournoi de tennis de Paris-Bercy; les élus de Seine-et-Justice : le procès des membres d'Iparretarrak à la cour d'assises de Paris; l'annulation des nominations de quatre magistrats à Grenoble bloque la machine judiciaire 10 Défense : l'armée de l'air reçoit ses premiers Mirage F1 d'attaque

HEURES LOCALES Les difficiles équations de l'aménagement · Schéma directif pour

l'île-de-France • Cimaises géantes pour tableaux de ville e Modane au milieu du tunnel e La Pologne à l'heure des économies · Petit écrar décartemental en difficulté 11 et 12

CULTURE

Musiques: Vrai disque pour vrais musiciens, Joan Baez renoue avec le monde moderne 15 Théâtre: Rencontre entre un metteur en scène, Michel Didym; « L'aide-mémoire » à la Comédie des Champs Elysées 15

ÉCONOMIE La RATP affronte les critiques des

Télévision...

Le Crédit Ivonnais et Mr Beaux prennent le pouvoir chez Adidas 17 Revue des valeurs Crédits, changes, grands marchés... Services

Abonnements... Carnet... Météorologie. Mots croisés

16

16

Spectacles... La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 7 novembre 1992 a été tiré à 511 725 exemplaires. Le transport de plutonium de Cherbourg au Japon

Chargement de l'« Akatsuki-Maru » sous haute surveillance

Les opérations de chargement de plutonium à bord du cargo japonais Akatsuki-Maru ont débuté samedi 7 novembre vers 7 h 30 dans le port militaire de Cherbourg (Manche), sous la surveillance d'un service d'ordre impressionnant. qui a rapidement maîtrisé quelques manifestations d'écologistes. Le ministre de l'industrie et du commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn, avait déclaré la veille, sur TF 1, que la France continuerait à retraiter les combustibles irradiés japonais e jusqu'à ce que le Japon sache le faire », ajoutant qu' a aucune parcelle des déchets nucléaires japonais ne restera sur le sol français » après retraitement à l'usine de la Hague.

CHERBOURG

da notre envoyé spécial

Il est cinq heures, Cherbourg s'éveille. L'Akatsuki-Maru entre enfin en scène. Tous feux allumés, au ralenti. Comme pour mieux s'offrir à la douce mitraille des flashs et des caméras. Le cargo japonais, longtemps qualifié de vaisseau-fantôme, est bien là, coque noire et cabine blanche, drapé dans un voile de brume.

A l'heure où les pêcheurs filent vers le large, il pénètre dans le port de l'arsenal de Cherbourg pour engloutir la cargaison la plus controversée de l'histoire des transports maritimes : une tonne et demie de plutonium, issue de l'usine de retraitement de la Hague et destinée au Japon (le Monde du 31 octobre et du

Des commandos de marine grenouillent dans les eaux du port. Deux mille gendarmes mobiles et militaires, qui viennent de surveiller le convoi des quinze camions transportant les conteneurs de plutonium de la Hague au port de l'arsenal (20 kilomètres), demeurent sur le pied de

Face à un tel déploiement de force, la poignée de militants éco-logistes encore présents mène un combat inégal, presque dérisoire, et perdu d'avance. Vers 4 h 30, le Moby-Dick, I'un des deux bateaux de Greenpeace avec le Solo, a tenté une sortic en mer, mais il a été énergiquement arraisonné par des commandos. Dix membres d'équipage et sept journalistes se trouvant à bord ont été interpellés et relächés quelques heures plus tard. Une petite manifestation

sont montés sur une grue pour y déployer une banderole. En fin de matinée, même si les écologistes promettaient des « actions surprises », rien, ni personne, ne semblait pouvoir perturber un seul instant une opération qui laissait les Cherbourgeois pour le moins indifférents. Toute la semaine, différentes organisations écologistes - les Verts, Greenpeace, Robin des Bois - avaient bien appele à de

organisée non loin de l'arsenal a été dispersée. Plus tard, sur le

port, des militants de Greenpeace

« grandes manifs » au port de plaisance. Elles n'avaient guère été entendues. En fin d'aprèsmidi, seules quelques dizaines de personnes se regroupaient, en un rituel bien rodé, au bout d'une jetée offerte au vent.

> Vivre avec le nucléaire

Des militants de la minuscule association Robin des Bois, posaient aux côtés d'une barque chargée de ferraille et d'une machine à laver évoquant les fûts de matière radioactive, Plus loin, des responsables des Verts dénoncaient la * plutonium connection ». répertorizient les « risques encourus » sur la route du Japon : « naufrage », « incendie », « acte terroriste », « attaques de pirates ». Ils évoquaient l'éventualité d'une « utilisation militaire » et cappelaient les « 80 000 morts de Nagasaki» pour réclamer la prolonga-tion, nécessaire selon eux, du séjour du plutonium à la Hague.

Un tel discours, bien que justifié sur certains points (les risques d'incendie), ne fait plus frémir Cherbourg. Il y a bien longtemps que la ville et sa région ne sortent plus leurs banderoles contre le nucléaire. Les pères de famille qui se souviennent des « manifs » de la fin des années 70 font figure d'anciens combattants.

Le nord du Cotentin a appris à enfants naissent, convaincus que l'usine de la Hague a toujours fait partie du paysage, sorte de Beau-bourg difforme avachi entre mer et lande. C'est en curieux sortant de discothèque, et non en militants, que les jeunes ont rallié le port de plaisance, dans la nuit de vendredi à samedi, pour tenter d'apercevoir, au loin, les premières lucurs de l'Akatsuki-Maru.

En leurs fermes de pierres grises qui abritaient jadis des contrebandiers et des pilleurs d'épaves, les paysans eux-mêmes ne s'étonnent plus que des employés de la COGEMA (1) s'empressent parfois, à l'aube, de ramasser les bidons de lait « par mesure de sécurité ». Tous se sont habitués aux rumeurs de fuite et

EN BREF

a Les Verts rejoignent la majorité de gauche à Saint-Brienc. - Les quatre élus Verts du conseil municipal de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor) ont rejoint vendredi 6 novembre la majorité de gauche du sénateur et maire socialiste M. Claude Saunier. Cet accord se traduit notamment par la nomina tion au poste d'adjoint à l'écologie urbaine de M. Jacques Mangold. un enseignant de 41 ans, chef de file des Verts lors des municipales de 1989, dont la liste avait obtenu 22,20 % des voix au second tour, C Le rapprochement Havas-RMC examiné par le Conseil de la concurrence. - Le Conseil de la concurrence devrait rendre prochainement son avis sur la validité d'un rapprochement entre Havas et Radio-Monte-Carlo (RMC), čtudić depuis des mois (le Monde des 11 juillet et 2 octobre). Ce rapprochement est contesté par Europe 1 (concurrent de RMC et surtout de IP, régie de RTL qui fait partie du groupe Havas), qui a écrit au conseil en dénonçant une possible position dominante sur le marché nublicitaire.

TCHAD : les fonctionnaires en grève menaces d'une suspension de salaire. - Le gouvernement a décidé de suspendre pour trois mois la paye des fonctionnaires, en grève depuis début octobre à l'appel de l'Union des syndicats du Tchad (UST). Les grévistes réclament, notamment, le relèvement du salaire minimum et le paiement de plusieurs mois d'arriérés. Cette grève intervient alors que le gouvernement a décide, le 11 octobre, de suspendre toutes les activités de I'UST. - (AFP.)

d'accident, qui courent les chemins comme les légendes d'antan. Ils ont fini par ne plus prêter attention aux innombrables - et toujours discrets - départs de plu-tonium (en petite quantité, quel-ques dizaines de kilos), par la route, à destination de pays euro-péens clients de la COGEMA.

L'argent de la COGEMA

En fait, le nucléaire s'est imposé comme un voisin gênant pour le paysage mais indispensa-ble pour le porte-monnaie. Il est devenu une source essentielle de travail et de rentrées financières pour cette aggiomération de 97 000 habitants où le taux de chomage avoisine 14 %. L'usine de la Hague emploie, directement ou en sous-traitance, 7 000 personnes. A l'arsenal, dans l'attente des suppressions de postes liées au « plan Joxe », ce sont encore 6 000 personnes qui travaillent à la fabrication ou à l'entretien des sous-marins.

Tout le monde profite donc de « l'argent radioactif ». A commencer par les communes voisines de la « petite folie de De Gaulle », surnom britannique de l'usine de la Hague. Il n'est pas un village qui ne dispose d'installations publiques (salle de sports, terrains de tennis...) financées, plus ou moins directement, par la COGEMA. Des lycéens ont même pu se rendre en voyage d'études

Enfin, la COGEMA entretient l'espoir en prévoyant 15 milliards de francs d'investissement dans les dix années à venir. Les seuls contrats signés dans les années 70 avec une dizaine de compagnies d'électricité japonaises portent sur plus de 20 milliards de francs.

« Sans le nucléaire, le nord du Cotentin serait un désert éconor que» reconnaît un employé de l'arsenal qui se souvient pourtant être « monté en première ligne » : sommes la poubelle du monde mais nous devons faire avec. même si nos idées restent identiques. » Cette résignation, qui

n'exclue pas la persistance d'une crainte des risques liés au nucléaire, explique en partie la faible mobilisation contre l'Akatsuki-Maru.

Un mois durant, dans l'attente de ce bateau spécialement équipé pour ce type de transport, Cher-bourg s'est davantage amusé de la patience des dizaines de journalistes japonais, présents sur place jour et nuit, que des manifesta-tions organisées par des écolo-gistes pourtant bien implantés dans l'agglomération (entre 12 % et 20 % des voix aux élections municipales de 1989, selon les

Il en sera probablement de même dans les années à venir. Les 20 tonnes de plutonium qui rejoindront le Japon par la mer d'ici à l'an 2000 ne devraient pas davantage déclencher les passions Les Normands se réjouissent plutôt de ces « retours à l'envoyeur ».

Samedi matin, tandis que le chargement se poursuivait (il devait durer toute la journée). c'est en famille qu'ils ralliaient tranquillement la digue pour voir le cargo, et applaudir à un rodéo aquatique offert par une demidouzaine de Zodiac de Green-peace poursuivis dans la rade par ceux de la gendarmerie. Les journalistes, eux, assistaient au chargement sur des écrans vidéo installés dans un centre de presse.

Les responsables de la COGEMA, soudain obsédés par la e transparence », leur assuraient que cette date du 7 novembre était connue « depuis des semaines ». Sauf incident, l'Akatsuki-Maru s'apprêtait à repartir, dans la nuit de samedi à dimanche, pour un périple de plusieurs mois dont l'itinéraire a été gardé secret mais que Cherbourg suivra sans doute de très loin.

PHILIPPE BROUSSARD.

(1) Compagnie générale des matières nucléaires, filiale du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), qui gère l'usine de la Hague.

Un produit créé par l'homme

Le plutonium d'origine naturelie est présent en quantités infimes sur Terre. Cette rareté tient au fait que les différentes espèces de plutonium, les isotopes comme disent les scientifiques, ont des demi-vies relativement courtes.

C'est ainsi que le Pu 238, émetteur de particules alpha, n'a qu'une demi-vie de quatrevingt-dix ans, ce qui signifie qu'au bout de dix périodes, soit 900 ans, il a pratiquement disparu par décroissance radioactive. Même phénomène pour d'autres émetteurs de rayons alpha comme le Pu 239 (24 000 ans), is Pu 240 (6 600 ans), le Pu 242 (0,4 million d'années) et le Pu 241 (14 ans),

émetteur de rayons béta. Cas durées de vie ne sont en affet rien en comparaison d'autres matières radioactives qui, comme l'uranium, par exemple, ont des périodes de 0.7 milliard d'années pour l'uranium 235, de 4,5 milliards d'années pour l'uranium 238 ou de 14 milliards d'années pour le thorium 232. Mais ces matières-là sont présentes de façon naturelle dans le sol de la planète, alors que l'assentiel du plutonium existant sur Terre est d'origine artificielle.

Militaire ou civil ?

Bien qu'une quinzaine d'isotopes de cet élément chimique solent connus, la majeure partie du plutonium répertoriée vient de trois isotopes produits en quantités notables dans les réacteurs nucléaires : le Pu 239, le plus recherché, car capable de subir la fission et de se briser sous l'impact d'un neutron en libérant une importante cuantité d'énergie; le Pu 241, également fissile mais moins abondant, et le Pu 242.

Le reste n'est plus alors qu'affaire de cuisine, et checun, militaire ou civil, mijote son

cocktall en fonction de ses intérêts dans des réacteurs adaptés. Réacteurs militaires niutonioènes ou réacteurs civils à eau lourde (Candu) où l'on peut, en continu, extraire les combustibles faiblement irradiés qui contiennent le Pu 239 tant recherché pour les armes.

Sort alors des usines de retreitement une soupe de cinq isotopes du plutonium riche à plus de 90 % en Pu 239, mais fort pauvre en Pu 240, qui a le désagréable inconvénient d'absorber les neutrons nécessaires aux réactions de fission. Réacteurs civils à eau légère enfin. BWR ou PWR, qui produisent le plutonium per centaines de kilos, mais qui, du fait de leurs arrêts espacés d'un an ou plus pour rechargement de combustible, fournissent un mélange de plutonium plus pauvre en Pu 239 (moins de 70 %) et plus riche (plus de 20 %) en Pu 240.

Ce sont ces petites différences qui font dire aux spécialistes que le plutonium d'origine civile est, en cas de détoumement ou de vol par des terroristes, de peu d'intérêt pour fabriquer un engin nucléaire et que, tant qu'à s'engager dans le prolifération des armes atomiques, il vaut mieux, comme l'Irak, choisir la voie plus simple de l'uranium enrichi. D'autant que le plutonium de qualité militaire a l'inconvénient, lorsqu'il est « stocké sur étagère », de «s'empoisonner» et de devenir

ainsi moins performant. Reste que, malgré tout, les Américains ont affirmé, en 1977, qu'il était quand même possible, pour des équipes bénéficiant d'un très bon sevoirfaire, de fabriquer avec ce plutonium civil quelque peu dénaturé, un angin nucléaire moins performant toutefois qu'une arme véritable.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

A Detroit

Un automobiliste noir battu à mort par des policiers

Sept policiers ont été suspendus, vendredi 6 novembre à Detroit, après avoir, la veille au soir, battu à mort un automobiliste noir āgé de trente-cinq ans qui avait été amêté à un feu tricolore per deux policiers en civil, pour des raisons qui restent indéterminées.

Selon le chef de la police de la ville, M. Stanley Knox, la victime, M. Malice Wayne Green, avait refusé de décliner son identité et les deux agents ont appelé cinq autres policiers en renfort, des Blancs et des Noirs. M. Knox a ajouté qu'il ne savait pas quand ni pour-quoi les brutalités avaient com-mencé et continué, ce qu'une enquête sera chargée d'éluci-der. M. Green est décédé peu après son arrivée à l'hôpital.

«Je pense que cet incident est une honte pour tous les policiers » du département, a dit M. Knox. Le maire noir de la ville, M. Coleman Young, s'est déclaré « choqué et dégoûté». En mars 1991, un autre automobiliste noir, M. Rodney King, avait été battu per des policiers blancs à Los Angeles, Leur acquittement, un en plus tard, avait déclenché les émeutes les plus meurtrières de l'histoire des Etats-Unis. - (AFP.)

La crise de l'immobilier

280 000 logements seulement seraient mis en chantier en 1992

Abandonnant leur optimisme de début d'année, les services du ministère de l'équipement tablent désormais sur un bas niveau des mises en chantier de logements en entre 270 000 et 280 000, en raison de la baisse combinée du secteur des prêts conventionnés (- 15 000) et du secteur libre (de - 10 000 à - 20 000 logements). En 1991, les mises en chantier s'étaient élevées à 305 000. Au cours des neuf premiers mois, elles ont atteint 201 800. Il s'agit du niveau le pius bas deouis 1955.

> Changement à la présidence du Crédit agricole

M. Marc Bué remplacera M. Yves Barsalon à la tête de la fédération

M. Yves Barsalou, le président le la Fédération nationale du Crédit agricole (FNCA), a annoncé sans surprise, vendredi 6 novembre jevant l'assemblée générale de la rNCA réunie pour trois jours à Bruxelles, son intention de ne pas solliciter un nouveau mandat. Il devrait être remplacé par M. Marc Bué, cinquante-trois ans, vice-président de la fédération depuis trois ans et président de la Caisse régio-nale du Pas-de-Calais.

Depuis plusieurs mois, M. Barsa-lou avait laissé entendre son intention d'abandonner un des deux postes dirigeants qu'il occupait au sein du Crédit agricole. Il assurait à la fois la direction de la FNCA, l'instance politique, et celle de la Caisse nationale, organe financier et banque centrale du réseau.

En assurant vendredi M. Bué de son appui, M. Barsalou a confirme qu'il conserverait la présidence de la Caisse nationale. Il prendra cusuite le poste actuel de M. Bué, pour devenir vice-président de la fédération.



PRIX TRÈS COMPÉTITIFS
25 aunées d'expérience
R.-M. LEROY, fabricant - 200, av. du Maint,
75014 Paris. Mª Alésia - Tél.: 45-48-57-48.

Mire

eles Enfants des J

Manager Service and Service Service

Man and a second

CO TRACTOR

& Constitution of the same

Case code

See State of the Contract of t

depte Gillians

Marina Mile.

The state of the

Bronde Car

-

La Sachery

STATE OF THE PARTY OF

(Angels)

M. Robert

de Marie Constitution of the Constitution of t

the liberates on army